les dossiers de l'IFEA

série: la Turquie aujourd'hui | no: 5

La Turquie en Asie centrale La conversion au réalisme (1991-2000)

Dossier coordonné par Bayram BALCI
avec la collaboration de Bertrand BUCHWALTER

contributions de
Ahmet Salih BIÇAKÇI
Habiba FATHI
Alexandre HUET
Arnaud RUFFIER
Johann UHRES

**Programme de recherche
" Turquie - Caucase - Mer Noire "**

INSTITUT FRANÇAIS D'ÉTUDES ANATOLIENNES
GEORGES DUMÉZIL
Istanbul, janvier 2001

La Turquie en Asie centrale

La conversion au réalisme (1991-2000)

Bayram Balci et Bertrand Buchwalter (éd.)

DOI : 10.4000/books.ifeagd.127

Éditeur : Institut français d'études anatoliennes

Lieu d'édition : Istanbul

Année d'édition : 2001

Date de mise en ligne : 4 novembre 2014

Collection : La Turquie aujourd'hui

ISBN électronique : 9782362450198

<http://books.openedition.org>

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2001

ISBN : 9782906053595

Référence électronique

BALCI, Bayram (dir.) ; BUCHWALTER, Bertrand (dir.). *La Turquie en Asie centrale : La conversion au réalisme (1991-2000)*. Nouvelle édition [en ligne]. Istanbul : Institut français d'études anatoliennes, 2001 (généré le 12 janvier 2021). Disponible sur Internet : <<http://books.openedition.org/ifeagd/127>>. ISBN : 9782362450198. DOI : <https://doi.org/10.4000/books.ifeagd.127>.

Ce document a été généré automatiquement le 12 janvier 2021.

© Institut français d'études anatoliennes, 2001

Conditions d'utilisation :

<http://www.openedition.org/6540>

SOMMAIRE

La Turquie en Asie centrale La conversion au réalisme (1991-2000)

Bayram Balci

I. Histoire, ruptures et retrouvailles

La place de la Turquie dans le jeu géopolitique centre-asiatique

Arnaud Ruffier

Le déplacement de l'aire du Grand Jeu

L'atout culturel : carte maîtresse de la politique turque en Asie centrale

La fin de l'URSS : l'occasion d'un « retour » turc en Asie centrale ?

Johann Uhrès

1) Fondements et idéologie

2) Diffusion du discours

3) Actions et résultats

Panturquisme : vie et mort d'une idéologie

Bayram Balci et Ahmet Salı Bıçakçı

Fin de l'URSS, renaissance du panturquisme ?

Un bref aperçu sur les relations entre l'Empire ottoman et l'Émirat de Boukhara

Les sommets de la turcophonie

Bertrand Buchwalter

Les sommets de 1992 et de 1994 : l'heure turque ?

Fissures dans le bloc turcophone

II. Dimensions culturelles

Coopération culturelle et éducative entre la Turquie et les républiques turcophones d'Asie centrale

Bayram Balci

1) La construction d'une représentation de la turcité

2) Une politique intégrationniste de coopération linguistique et littéraire

3) La coopération éducative : forces et enjeux

La promotion des idées d'Atatürk en Asie centrale

III. Dimensions religieuses

État, islam et laïcité en Asie centrale

Habiba Fathi

Rappel historique

Indépendance et laïcité post-soviétique

Religion et indépendance : vers un islam « orthodoxe »

Un islam d'État contre l'islam « hors norme »

Quelques développements récents de l'islamisme en Asie centrale

La dimension religieuse de la politique turque en Asie centrale turcophone

Bayram Balci

- 1) L'islam en Asie centrale
- 2) Le poids de l'islam dans la politique centrasiatique de la Turquie

IV. Dimensions économiques

Les relations économiques entre la Turquie et les républiques turcophones d'Asie centrale

Bayram Balci

- 1) Principales caractéristiques du marché centrasiatique
 - 2) L'intégration de l'Asie centrale dans le discours géo-économique de la Turquie
 - 3) Les relations économiques de la Turquie avec les républiques d'Asie centrale : étude au cas par cas
- Conclusion

Les enjeux énergétiques de la Caspienne ou l'émergence d'une nouvelle géo-économie des flux

Alexandre Huet

- 1) La Caspienne est-elle un eldorado minéral ? État des lieux
- 2) Les ingérences extérieures
- 3) Les grandes manœuvres

Chronologie

Bertrand Buchwalter

Bibliographie sélective Turquie-Asie Centrale

Annexes

La Turquie en Asie centrale La conversion au réalisme (1991-2000)

Bayram Balci

Le présent dossier doit beaucoup à l'IFEAC et à l'IFEA. Les auteurs remercient ces deux institutions et toutes les personnes ayant participé à la réalisation finale du dossier, notamment Burcu Gültekin qui a assuré la traduction du texte d'Ahmet Salih Bıçakçı, Paul Dumont, Sylvie Gangloff et Jean-François Pérouse qui ont relu les épreuves.

- 1 Sonnant le glas de la bipolarité, l'implosion de l'URSS au début de la décennie 1990 fut une aubaine pour les chercheurs, les diplomates, les commerçants, les prosélytes de tout bord et autres curieux, qui commencèrent alors à poser un regard nouveau sur une Asie centrale méconnue et longtemps renfermée sur elle-même. Soudain, les cartes et les données socio-économiques et politiques concernant ces républiques musulmanes ex-soviétiques remplirent les colonnes des revues et des journaux en Occident et ailleurs. Les organismes de recherche, aussi, prirent conscience de l'ouverture au monde de l'espace centre-asiatique. À Tachkent, dès 1992, un Institut Français d'Études sur l'Asie Centrale (IFEAC) voit le jour grâce à l'énergie d'une poignée de passionnés des steppes.
- 2 Théâtre, au début du siècle, de la rivalité entre les impérialismes russe et britannique connue dans l'histoire sous le nom de *Grand Jeu*, l'Asie centrale perdit de son importance géopolitique après avoir été absorbée par la puissance soviétique. La dislocation de l'empire, en 1991, fut perçue comme l'avènement d'un « nouveau grand jeu », impliquant, cette fois-ci, des acteurs nouveaux comme l'Iran, la Turquie, la Chine, l'Arabie Saoudite et même l'Inde. Nourrissant, à des degrés divers, l'ambition de combler le vide laissé par Moscou, ces États se sont engagés dans une course à la suprématie régionale ou du moins ont-ils manifesté leur détermination à s'imposer dans cette région d'une grande richesse culturelle, économique et énergétique.
- 3 La Turquie, parce que tous ces nouveaux États d'Asie centrale - excepté le Tadjikistan - sont turcophones, est sans doute le pays dont les hommes politiques et les entrepreneurs ont le plus intégré ce nouveau marché dans leur rêve de grandeur et de prospérité. Dans un contexte de fin de guerre froide, l'indépendance de ces États

turcophones est considérée à Ankara comme un véritable don du ciel. Le scepticisme lié à la sortie de la bipolarité cède la place à l'assurance de pouvoir bâtir un « monde turc allant de l'Adriatique à la muraille de Chine ». Allant vite en besogne, la Turquie s'engage, malgré la fragilité de son économie et de ses institutions, à soutenir ces États dans leur transition économique, la formation de leurs nouvelles élites, leur ascension sur la scène internationale et leurs réformes politiques. Cet intérêt pour l'Asie centrale relève du sursaut quasi-révolutionnaire dans l'histoire de la jeune république turque et s'inscrit en porte à faux du dicton kémaliste : les Turcs ont toujours avancé de l'Est vers l'Ouest. Le rêve centrasiatique invite à porter son regard vers l'Orient et à redéfinir la notion même de turcité, jusque-là conçue séparément des *Türk* d'Asie centrale, du moins dans le discours officiel car les mouvements idéologiques de droite ont toujours nourri le rêve de retrouvailles avec les *Diş Türkler*, les Turcs de l'extérieur.

- 4 Surestimant la parenté entre les Turcs de Turquie et les populations turciques d'Asie centrale, privilégiant une approche trop géostratégique au détriment des réalités sociales et sous estimant l'attachement des peuples centrasiatiques aux entités nationales, héritées du découpage territorial opéré par les Soviétiques au début du siècle, de nombreux analystes n'ont pas su apprécier la politique turque en Asie centrale à sa juste valeur. Il ne s'agit pas, là, de condamner les études faites en 1991 ou 1992, mais de rappeler que le manque de recul vis-à-vis des indépendances et la fermeture de cette région durant de longues décennies expliquent en partie les erreurs d'appréciation faites par les chercheurs, fascinés par le mirage du panturquisme et de l'islamisme.
- 5 Le principal objectif de ce dossier est d'offrir au lecteur une analyse des multiples échanges entre la Turquie et l'Asie centrale dans une optique autre que celle du panturquisme et du *Grand Jeu*. Les auteurs, avec leurs profils divers mais complémentaires, ont tous séjourné plus ou moins longuement en Asie centrale et c'est cette expérience du terrain qui a permis la réalisation d'un tel dossier. Essentiellement thématique, l'étude comporte quatre principaux volets : histoire, culture, religion et économie. Plus que les contacts historiques entre Turcs d'Anatolie et *Türk* d'Asie centrale, la première partie tente d'analyser les mouvements d'idées qui ont cherché à rapprocher les peuples turciques. L'étude d'Ahmet Salih Bıçakçı nous rappelle que des échanges ont eu lieu entre des intellectuels turkestanais et ottomans au début du siècle même si, par la suite, les choix idéologiques opérés tant en Turquie qu'en URSS ne pouvaient que provoquer la rupture entre les Turcs d'Anatolie et les *Türk* d'Asie centrale. Johann Uhrès et Arnaud Ruffier nous proposent un aperçu géopolitique et politique de la région au lendemain de l'implosion de l'ex-URSS qui nous permet de mieux comprendre les difficultés rencontrées par la diplomatie turque dans la région. La présentation, par Bertrand Buchwalter, des différents sommets de la turcophonie, complète ces premières analyses et montre à quel point les « retrouvailles » turques furent en deçà des espoirs d'Ankara.
- 6 La culture et la religion constituent de bons leviers d'action de la diplomatie turque dans la région. S'appuyant sur les recherches de Habiba Fathi sur la place et la signification de la laïcité dans les institutions des nouvelles républiques, Bayram Balcı démonte la méthode qu'emploie Ankara pour inciter les États d'Asie centrale à forger un islam national au service de l'État, un islam « à la turca » dirions-nous. Quant au volet économique, la question qui préoccupe prioritairement la Turquie et les

nouveaux États de la région est celle des hydrocarbures. Alexandre Huet revient, dans ce dossier, sur les principaux enjeux énergétiques autour de la Caspienne.

I. Histoire, ruptures et retrouvailles

La place de la Turquie dans le jeu géopolitique centre-asiatique

Arnaud Ruffier

- 1 Pendant la période soviétique, la présence turque en Asie centrale est totalement nulle. Cette aire géographique est la chasse gardée de l'influence russo-soviétique et constitue à ce titre une des zones les plus fermées de la planète. Seuls les alliés de la puissance soviétique peuvent y affirmer une présence. C'est notamment le cas de pays frères comme l'Inde ou l'Algérie qui y envoient de nombreux étudiants et quelques coopérants techniciens et entrepreneurs. La Turquie, alliée des États-Unis, est alors *persona non grata* dans toute la région.
- 2 La faiblesse des liens historiques qui avaient pu unir ces deux parties du monde musulman turcophone n'ont jamais fait de cette période de cloisonnement et d'isolement une rupture.
- 3 Le début du siècle avait vu naître avec l'effondrement de l'Empire ottoman et la naissance d'un nationalisme à coloration panturquiste, si ce n'est la fondation d'un État turcophone allant du Turkestan oriental aux berges de la Méditerranée, du moins l'apparition d'un ensemble de liens culturels et économiques. Ainsi, à partir du 19^e siècle, c'est par l'intermédiaire de l'Empire russe¹ que les deux mondes turcophones sunnites ont progressivement repris contact. Tout d'abord, grâce aux Tatars de Kazan qui, à la jonction nord de ces deux ensembles géographiques, portaient les nouvelles et diffusaient les idées, puis plus directement avec l'ouverture des voies commerciales maritimes et ferroviaires russes permettant aux pèlerins et commerçants d'Asie centrale d'accéder enfin sans risques aux ports de la mer Noire. L'idéalisme des tenants du redéploiement de l'État ottoman sur l'aire ethno-linguistique turcophone ne put prendre un relief véritable que pendant le bref instant d'anarchie révolutionnaire. Ce retour historique vers l'Est des Turcs d'Occident s'acheva par la charge solitaire et désespérée d'Enver Pacha².
- 4 L'avènement de la révolution bolchevique en Asie centrale coupa net pendant soixante-dix ans les liens ténus mis en place ; cela tout aussi radicalement qu'avaient pu le faire

pendant des siècles les dynasties séfévides chiites d'Iran et les attaques des tribus prédatrices turkmènes.

- 5 C'est donc l'histoire politique russe qui tranche artificiellement en 1920 le lien naissant et vient arrêter du même coup la découverte progressive de l'autre, celle du cousin perdu de vue qui, s'il n'est plus tout à fait identique, peut être culturellement considéré comme appartenant à la même famille. Celui avec lequel il est possible d'engager une réflexion qui ne soit pas uniquement faite de confrontation ou de prosélytisme.
- 6 La désintégration de l'URSS a ouvert pour ce dialogue un champ d'action dont nous essayerons ici d'envisager la composante centre asiatique.

Le déplacement de l'aire du Grand Jeu

- 7 Lors des indépendances, c'est avec un *a priori* panturquiste que s'est affirmée la politique étrangère de la Turquie en Asie centrale. Les peuples d'Asie centrale vivant, eux, dans le confinement soviétique étaient persuadés au moment des indépendances de la supériorité de leur modèle social, politique et économique sur le reste du monde. L'Occident y était diabolisé, l'Orient proche présenté comme attardé, la Turquie et son mode de vie inconnus. Tachkent avec son centre de formation des jeunes révolutionnaires des pays du tiers monde, son festival international de cinéma, ses réalisations architecturales grandioses possédait une aura internationale qui faisait la fierté de ses habitants musulmans. De sentiment panturquiste, il n'en existait plus depuis les années trente et l'éradication des tenants de tous les mouvements idéologiques transversaux et transnationaux concurrents de la parole marxiste-leniniste. Le premier pas des Turcs au berceau de leur civilisation constitua donc un grand moment de désillusion face à l'indifférence intéressée de leurs « cousins ».
- 8 Les nouveaux États d'Asie centrale, avant tout désireux de renforcer leur toute récente et fragile indépendance, rejetèrent tous les discours politiques grandiloquents portant sur la refondation d'une union politique turkestanais ou turcophone de quelque type que ce soit. Comme dans le cas des pays arabes, à chaque tentative pour formuler en pratique cet idéal, les beaux mots trébuchèrent sur les susceptibilités nationalistes et les intérêts divergents de chacun de ces États³. Pour les élites au pouvoir, orphelines du système soviétique, l'alliance stratégique naturelle restait celle avec la Russie. Celle-ci se déploya officiellement dans le cadre multilatéral de la CEI et plus effectivement dans un ensemble de rapports bilatéraux fraternels. Les relations entretenues avec les autres puissances internationales allaient surtout être utilisées par ces jeunes États pour dénouer les liens symbiotiques économiques et militaires existant avec la Russie, sans jamais toutefois remettre en cause le rapport privilégié des élites au pouvoir avec les maîtres du Kremlin. Dans l'esprit des gouvernants de ces États, l'acquisition d'une souveraineté véritable rendait seulement indispensable une reconnaissance internationale et la construction d'une indépendance économique et militaire passant par une diversification des acteurs de l'échange, non pas un bouleversement des alliances géostratégiques.
- 9 Ainsi, si l'État ouzbek a fait preuve dans le discours d'une grande liberté face à la Russie, il n'a, dans la pratique, jamais compromis ses bonnes relations avec Moscou. Le Kazakhstan, lui, ne pouvant se livrer à aucune démonstration nationaliste outrancière pouvant attiser la susceptibilité de sa population slave, a tenté par tous les moyens d'engager une politique de détachement de la sphère d'influence russe, sa marge de

manœuvre restant dans ce domaine finalement très réduite. Pour le Turkménistan, l'affirmation de son indépendance fut, sous la conduite de son président, synonyme de la plus stricte neutralité. La Kirghizie a entretenu des relations excellentes tout aussi bien avec les Russes qu'avec les Américains. Seuls les néocommunistes tadjiks ont fait preuve d'une totale servilité à l'égard d'un pouvoir russe garant de leur survie politique.

- 10 Progressivement en Asie centrale ex-soviétique est apparue une configuration géopolitique ressemblant à celle du « Grand Jeu » où les influences externes contradictoires allaient finir par s'annuler, les acteurs locaux jouant de leur rivalité pour en tirer un profit maximum et assurer leur indépendance sans jamais s'engager dans une alliance ou union pouvant compromettre les rapports distancés et cordiaux avec la Russie. Cette politique de « non compromission » et d'ouverture tous azimuts est commune aux différents pays d'Asie centrale. Seules les actions pouvant être ressenties comme une ingérence dans les affaires intérieures de ces États ont remis en cause ce type de rapport. Ainsi, l'accueil de certains opposants ouzbeks par la Turquie, comme Mohammed Solih, rendu responsable des attentats du 16 février 1999 à Tachkent par l'État ouzbek, fut la cause d'un très net refroidissement dans les relations entre les deux pays.
- 11 Dans la situation d'affirmation de leur toute fraîche indépendance, il n'est pas question pour les pays d'Asie centrale d'affirmer de nouvelles unions communautaires contraignantes, toutes ressenties comme une atteinte à l'acquisition d'une indépendance réelle, un abandon de souveraineté. Les suggestions de la Turquie relatives à l'élaboration de rapports privilégiés et spécifiques fondés sur la proximité ethno-linguistique et religieuse furent donc aimablement repoussées et l'accueil fait à la présence turque fut celui accordé aux autres puissances étrangères nouvellement arrivées. Au reste, les faibles capacités financières de l'État turc ne semblaient pas lui permettre de jamais développer une action à la hauteur de ses ambitions géopolitiques propres. Japonais, Américains et Européens disposaient d'une force de frappe et de persuasion financière et technologique autrement importante. Dans un tel contexte, le rêve de la Turquie de voir se dessiner une aire d'influence et de coopération économique et politique privilégiée avec les pays d'Asie centrale semblait devoir s'évanouir aussi vite qu'il était apparu. Pourtant plusieurs facteurs vont malgré tout jouer pour donner du poids à sa présence en Asie centrale.

L'atout culturel : carte maîtresse de la politique turque en Asie centrale

- 12 Si l'éloignement géographique et la faiblesse des moyens financiers de la Turquie semblaient devoir faire de ce pays un acteur de deuxième catégorie dans la région, la question du transport des matières premières et l'évolution politique interne de ces États allaient lui conférer un rôle de tout premier ordre.
- 13 Les grands acteurs géopolitiques, qu'ils soient américains, japonais ou européens se sont rapidement aperçus de l'écart qui existait entre les sociétés de cette zone et le modèle de société démocratique dont ils étaient les apôtres. De fait, les sociétés centro-asiatiques apparaissaient tout à la fois cultiver une pratique néo-soviétique du pouvoir

promue par les anciennes élites communistes et connaître une radicalisation islamiste des formes d'opposition politique.

- 14 Le conflit tadjik fut le laboratoire de cette évolution⁴ qui vit d'abord s'opposer, puis finir, dans une certaine mesure, par se réconcilier islamistes et communistes. Ce conflit ne laissa de place, dans le jeu de l'influence externe, qu'aux seuls acteurs russe, ouzbek, iranien et aux diverses factions afghanes. À moyen terme, une évolution semblable des autres sociétés centre-asiatiques risquait d'entraîner le basculement de l'ensemble de la zone dans l'une ou l'autre des sphères d'influence anti-occidentale, celle de l'islamisme radical ou celle du national- despotisme russe ou chinois, la synthèse eurasienne pouvant fournir un cadre conceptuel à la cohabitation et à la bonne entente de ces régimes. De ce point de vue les évolutions récentes ne semblent pas encourageantes pour les puissances océaniques détentrices de la parole démocratique et de puissants intérêts miniers dans cette partie du monde.
- 15 C'est particulièrement, le cas si l'on se réfère au cas de l'Ouzbékistan qui constitue le pivot géographique et humain de cette aire et dont les minorités nationales occupent une place importante dans la population de chacun des États voisins. Chaque année voit ainsi le régime en place durcir ses principes fondamentaux de gestion des formes d'opposition. Les différentes composantes de l'opposition n'ayant aucune possibilité de s'exprimer, seul l'islamisme radical semble en mesure de cristalliser le mécontentement en utilisant les tribunes et réseaux religieux habitués à l'action clandestine. Les assassinats d'agents gouvernementaux se multiplient dans le pays et le discours des acteurs se radicalise sur le programme islamiste. Des zones entières - telle la vallée de Ferghana -, réputées pour leur virulence oppositionnelle, sont isolées du reste du pays par le pouvoir. La capitale est aussi l'objet d'un méticuleux filtrage. Une opposition armée islamiste ouzbèke dirigée par le leader al-Namangani a constitué des sanctuaires dans les montagnes tadjikes dominant la vallée de Ferghana et engagé des actions de harcèlement. Durant l'été 1999, les combats qui ont été engagés par cette faction à partir du territoire kirghize ont fait la preuve d'une possible extension régionale du conflit. Pendant cette période de tension, la réaction de l'État ouzbek fut de se tourner vers l'État russe, lequel est en guerre contre les terroristes tchéchènes et possède une longue expérience de la lutte armée contre les islamistes au Tadjikistan. Aujourd'hui, ces deux derniers pays sont montrés du doigt par la télévision russe et ouzbèke comme les principaux foyers de formation du terrorisme islamiste en Asie centrale et dans le monde. Pour contrecarrer cette présence « terroriste », une coopération étroite avec la Russie s'est mise en place comprenant un échange d'informations et des ventes d'armes, pouvant à terme justifier la formation d'une vaste alliance de « sécurité collective ».
- 16 Afin d'éviter un complet basculement qui verrait l'Asie centrale se refermer à nouveau sur elle-même et dépendre pour ses relations avec l'extérieur du seul jeu des puissances continentales, la Turquie est vite apparue comme pouvant jouer un rôle de tout premier ordre. Telle apparaît en tout cas l'approche des États-Unis et celle de leur alliés japonais, la position des puissances européennes restant, pour certaines d'entre elles, plus ambiguë.
- 17 Deux facteurs se sont conjugués pour faire de la Turquie un des principaux acteurs de la région.
- 18 Tout d'abord, l'émergence d'une route d'exportation du pétrole et du gaz passant par le Caucase et dont le débouché méditerranéen naturel se trouve en Turquie a conféré à ce

pays une place centrale dans le jeu géostratégique. Le tracé turc offre une alternative aux tracés russe, iranien, afghan et chinois⁵. Pour les puissances océaniques, il est celui qui, politiquement, apparaît le plus acceptable^{6 7}. C'est en tout cas celui qui présente, à terme, le moins de risques, face à des scénarios où l'on verrait une des puissances continentales tenter de prendre en otage les approvisionnements en matières premières extraites en Asie centrale. Le trio Russie, Iran, Chine constitue en effet, dans l'esprit des chancelleries occidentales et japonaises, un vaste continent d'incertitude politique, aux réactions incontrôlables. Ainsi, les Japonais voient d'un très mauvais œil le développement de la puissance énergétique chinoise et ne veulent en aucun cas dépendre d'elle pour leur propre approvisionnement. Les pays européens, s'ils n'ont pas vraiment de politique commune dans la zone, sont tous favorables à la diversification des sources d'approvisionnement en matière première. Le durcissement nationaliste et le retard pris dans le processus de démocratisation en Russie peuvent refroidir ceux qui seraient tentés de jouer de la rivalité entretenue entre ce pays et les USA pour se tailler dans cette partie du globe des parts de marchés à moindre frais. Enfin, la possible intégration de la Turquie dans la communauté européenne confère au trajet turc un intérêt certain. Il donnerait à l'Europe un accès quasi-direct aux sources d'approvisionnement en gaz et en pétrole pour des décennies.

- 19 Ses débouchés maritimes permettent à la Turquie de discuter d'égal à égal avec les autres grandes puissances occidentales qui ont un intérêt évident à l'associer à leur action politique dans la région. Par ailleurs, les pays d'Asie centrale savent que leur intérêt est d'accéder aux marchés solvables sans dépendre de l'appétit des grandes puissances voisines et de leurs aléas politiques ; par conséquent, de favoriser l'option du pipeline Caucase-Turquie. Pour l'heure, ce raisonnement vaut essentiellement pour le Kazakhstan, le Turkménistan et l'Azerbaïdjan, principaux producteurs de pétrole et de gaz.
- 20 Le deuxième atout dont la Turquie dispose est celui de sa proximité culturelle avec les sociétés d'Asie centrale. L'influence culturelle de la Turquie est très positivement perçue par les chancelleries des puissances océaniques. En effet, dans le contexte centre asiatique ex-soviétique, le développement de l'islamisme radical n'est pas jugé souhaitable par les Américains, même si dans d'autres parties du monde musulman, parfois très proches comme en Afghanistan, ils ne voient pas les choses de la même manière. C'est qu'en Asie centrale, nous l'avons déjà noté, l'émergence d'une contestation islamiste loin d'atténuer le rôle de la Russie le renforce et tend à exclure les puissances occidentales.
- 21 Dans un tel contexte, la réussite économique turque et la laïcité kémaliste, tempérée d'une certaine bienveillance à l'endroit de la religion, constituent, pour les sociétés d'Asie centrale un modèle susceptible de les aider à résoudre la crise interne qu'elles traversent, alors qu'une transposition pure et simple du modèle américain de société ouverte n'apparaît guère constituer une alternative réaliste.
- 22 Aujourd'hui encore largement dirigés par des élites soviétisées, chacun des États d'Asie centrale est à la recherche d'une nouvelle organisation socio-économique. La Russie, qui exerce une attraction du type amour-répulsion, ne peut plus jouer le rôle de modèle pour ce qui est de l'économie, de la place de la religion, du système d'éducation et de protection sociale. Dans ce domaine des politiques originales, si ce n'est judicieuses, sont progressivement testées par les États indépendants. Le plus étonnant dans ces politiques est leur diversité.

- 23 Chacun va ainsi son propre chemin. Le Kazakhstan s'est lancé dans une politique ultralibérale, où les affaires se règlent autant à coup de millions de dollars que d'armes automatiques. L'Ouzbékistan s'est lui inspiré d'un modèle d'évolution lente vers le capitalisme, assez proche de l'expérience chinoise. Le Turkménistan croit encore vivre les plus belles heures de l'économie planifiée. L'économie du Tadjikistan où l'État est déliquescence est, elle, contrôlée par des réseaux de type militaro-mafieux. Si ces politiques et leurs résultats sont assez difficilement comparables, on assiste cependant dans tous ces pays à l'apparition d'un système économique et social à deux vitesses, l'un intégré dans les circuits internationaux, l'autre totalement exclu. Cette disjonction qui se traduit par la paupérisation d'une large majorité de la population constitue à terme le principal facteur interne de déstabilisation politique. L'État redistributeur de richesses ne peut plus fonctionner sur le modèle soviétique, étant devenu lui-même le principal prédateur de la richesse nationale ; cela quel que soit le type des réformes économiques entreprises. C'est dans ce terreau propice que se développe la contestation islamiste.
- 24 La présence économique et culturelle de la Turquie en Asie centrale apparaît aujourd'hui comme un des éléments essentiels pouvant contrecarrer une telle dynamique. La Turquie a pu s'appuyer sur un contexte géopolitique favorable tant du côté des États centre asiatique, que des grandes puissances occidentales pour engager des actions de coopération visant à développer des activités économiques et culturelles dans cette zone. Ces actions ont progressivement transformé l'image du Turc et de la Turquie dans l'esprit des centre-asiatiques. Aux premières réactions qui, lors de l'arrivée des Turcs en Asie centrale, furent dans l'ensemble négatives⁸ s'est substitué un *a priori* favorable, voir un désir d'imitation du modèle turc.
- 25 Le côté donneur de leçon et un complexe de supériorité naïvement affiché suscitèrent le premier rejet. Ces attitudes étaient en effet à mille lieux de la culture de « distanciation » centre-asiatique. Les Turcs furent souvent, dans un premier temps, assimilés aux ressortissants des autres puissances présentes, de nouveaux colons, sans toutefois pouvoir bénéficier du prestige d'une grande puissance. Aussi, dans les premières années le modèle social turc, sa culture religieuse et politique restèrent-ils étrangers aux centre-asiatiques et n'avaient-ils pas le pouvoir de fascination de la culture américaine.
- 26 Paradoxalement, c'est le mode d'implantation de la Turquie, contrainte par une relative faiblesse de moyens et un retard technologique, qui constitua, sur le moyen terme, le moteur principal de son influence culturelle et politique. Ainsi, alors que les firmes occidentales s'octroyaient l'ensemble des grands contrats d'infrastructure, de prospection minière, ainsi que l'importation des produits à haute valeur ajoutée, les entreprises turques vont se concentrer sur la petite industrie manufacturière, le commerce de détail, les services et le bâtiment.
- 27 Les entreprises ouvertes par les occidentaux peuvent être qualifiées de socialement offshore. En effet, leurs retombées économiques en termes d'emploi ne touchent qu'une très petite élite dont le mode de vie tend à se dissocier de celui du commun des citoyens. Au contraire, les activités turques en Asie centrale mobilisent un capital de moindre ampleur que celui engagé par les firmes occidentales mais requièrent une main d'œuvre beaucoup plus nombreuse. C'est progressivement autour de ce contingent de « petits entrepreneurs turcs » que des liens culturels étroits ont pu être tissés. La réussite de ces entrepreneurs est celle d'un modèle économique désétatisé et

moyennement capitalistique, accessible si ce n'est au commun des centres-asiatiques du moins à ses classes enrichies. C'est dans cette proximité que les entrepreneurs turcs ont pu progressivement trouver un langage commun avec la population. Ce sont eux qui peuvent par leur seul exemple jouer un rôle moteur dans l'évolution en douceur des mentalités issues de la période soviétique. Cet effort doublé par l'implantation d'écoles turques peut à terme former une élite intermédiaire, pour laquelle le choix de société ne se limite plus à l'alternative dirigiste néo-communiste ou islamiste. Ils peuvent inspirer aux peuples turcophones une envie d'imitation du modèle turc d'un État laïque respectueux des libertés religieuses, politiques et économiques.

- 28 D'ailleurs, pour les élites en place, la promotion du modèle politique turc peut sembler justifiée et utile. Il permet d'ouvrir des contre-feux au discours d'opposition islamiste radical, en jetant les bases d'une économie tout à la fois plus libérale et soucieuse du bien commun. Par leur piété, ces petits entrepreneurs et enseignants font ainsi la preuve qu'une vie religieuse intense peut exister dans un État laïque, que le combat contre le totalitarisme islamiste n'est pas le combat contre l'islam.
- 29 Les récents attentats islamistes à Tachkent et leurs conséquences sur les rapports entre la Turquie et l'État ouzbek ont montré toute la fragilité d'un tel processus. En effet, ceux-ci ont provoqué l'ire du régime ouzbek qui a accusé la Turquie d'accueillir sur son territoire le principal responsable des attentats, l'opposant Solih et d'autres terroristes présumés proches de ce personnage œuvrant tant en Tchétchénie qu'en Asie centrale. Les relations diplomatiques se sont alors tendues et les étudiants ouzbeks présents en Turquie ont été rappelés en Ouzbékistan. C'est seulement le départ de ces opposants de Turquie qui a progressivement permis un rétablissement de relations normales. Ces événements sont la preuve évidente que l'évolution politique des sociétés d'Asie centrale déterminera le rôle que pourra jouer la Turquie et ses alliés occidentaux dans cette région du monde. Que cette évolution tende brutalement vers une confrontation armée entre les élites actuelles et une opposition islamiste et cette influence sera réduite à la portion congrue. Que l'on évite, à l'inverse, cette dérive et le rapprochement avec la Turquie pourra se renforcer. La présence turque par son impact culturel doit être, elle-même, considérée comme un des éléments agissants de cette évolution politique !

NOTES

1. Olivier Roy, *La nouvelle Asie centrale*, Paris, Seuil, 1997 pp. 73-93.
2. Hélène Carrère d'Encausse, *Réforme et révolution chez les musulmans de l'Empire russe*, Paris, FNSP, 1981, pp. 263-265.
3. Pierre Chuvier et Pierre Gentelle, *Asie centrale : l'indépendance, le pétrole et l'islam*, Paris, Le Monde-Poche, 1998, pp. 132.
4. Stéphane Dudoignon et Guissou Jahangiri, « Le Tadjikistan existe-t-il ? », *CEMOTI*, n° 18, 1994, pp. 37-130. URL : <http://cemoti.revues.org/849>
5. Jean-Luc Racine, « Le cercle de Samarkand : géopolitique de l'Asie centrale », *Hérodote*, n° 84, 1997, pp. 6-43.

6. Zbigniew Brzezinski, *The Grand Chessboard: American Primacy and its Geostrategic Imperatives*, Basic Books, 1997.
7. Michael P. Croissant, « Les intérêts américains en Asie centrale », *La revue internationale de stratégie*, n° 34, été 1999.
8. Olivier Roy, « Des ethnies aux nations en Asie centrale », *Revue du Monde Musulman et de la Méditerranée*, n° 59/60, 1992, pp. 30-31. URL : http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/issue/remmm_0997-1327_1991_num_59_1

La fin de l'URSS : l'occasion d'un « retour » turc en Asie centrale ?

Johann Uhrès

- 1 L'Asie centrale est une région essentiellement turcophone (à l'exception notable du Tadjikistan, persanophone). Cette situation résulte d'un processus historique relativement récent. D'après les textes écrits qui nous sont parvenus, les langues iraniennes étaient dominantes dans l'antiquité. Elles le restèrent jusqu'à l'arrivée, à partir du VI^e siècle, de populations *türk* venues de haute Asie. Ces populations s'étendirent ensuite vers l'ouest et le sud et certains groupes poursuivirent jusqu'en Anatolie où les attendait un autre destin. Au XX^e siècle, sur les décombres de l'Empire ottoman, un nouvel État allait y naître, prendre le nom de Turquie et s'attribuer ainsi le nom générique de *türk*. La turcité fit, dès lors, surtout sens à l'intérieur des frontières de la Turquie républicaine, d'autant que les autres peuples *türk* d'Asie centrale étaient entretemps passés sous domination soviétique et que les liens déjà ténus au cours des cinq siècles précédents se sont alors quasiment rompus. Certes, l'oriflamme d'un monde *türk* beaucoup plus étendu continuait de temps à autre à être agité par des cercles professant un panturquisme plus ou moins romantique mais leur audience était limitée¹ et ce n'est, en définitive, qu'avec l'effondrement de l'URSS, que la représentation d'un monde *türk* uni par une communauté de langue, de culture sinon de destin resurgit véritablement sur le devant de la scène politique turque.

1) Fondements et idéologie

- 2 Étant donné l'indigence des relations entre l'Empire ottoman (puis la Turquie) et l'Asie centrale depuis cinq siècles, il fallait une justification au soudain intérêt d'Ankara pour la région. La turcité était précisément l'argument qui donnait l'avantage à la Turquie sur les autres acteurs étrangers en Asie centrale et c'est le seul qui justifiait sa prééminence a priori dans la région. Pour accompagner l'action politique d'Ankara dans les nouvelles républiques indépendantes, il convenait donc de mettre à l'honneur la turcité, comme lien unifiant, d'une manière apparemment naturelle, la Turquie aux autres peuples de langue *türk*. Nous touchons ici à la thématique panturquiste. Or le

terme de « panturquisme » avait reçu une connotation négative en Occident et avait servi d'épouvantail dans la propagande soviétique. Le kémalisme privilégiant les bonnes relations avec l'URSS avait préféré se taire sur cette question. Et la seule crainte d'être accusé de panturquisme avait empêché la formation d'une analyse et d'un discours de gauche sur le monde turcophone². Le panturquisme devint alors l'apanage de la droite, et se développa davantage dans le cadre du nationalisme turc³. Le discours sur les Türk de l'extérieur fut alors marqué par deux caractéristiques essentielles : exaltation d'un monde *türk* dont le noyau serait la Turquie et anticommunisme.

- 3 a) La droite nationaliste put trouver pour le panturquisme un terrain tout prêt dans l'historiographie kémaliste : les Türk anciens et leur origine asiatique font partie intégrante du récit national. Ces thèses ont été diffusées par le discours scolaire⁴ et étaient donc familières à la population de Turquie. Certes, le discours développe des thèmes *türk* plus généraux, il évoque de nombreux peuples (turco-tatars de Russie, Asie centrale...), tâchant même de ne pas oublier les moins nombreux ou les plus lointains (Gagaouzes, Yakoutes) mais il cherche par-là l'effet du nombre et veut montrer l'immensité du territoire concerné et non la variété ou la diversité. Au contraire, il gomme celle-ci autant que possible, et insiste sur tous les traits, souvent bien minces, mettant en évidence une communauté de culture. Il emploie notamment un vocabulaire volontairement ambigu, en désignant invariablement Turcs de Turquie et peuples turciques d'Asie centrale par le terme de *türk* (que l'on emploie pour les premiers) alors même que la distinction existe aussi en turc⁵. Ainsi, au début des années 1990, Ouzbeks et Kazakhs se virent-ils rebaptisés Özbek Türkleri, Kazak Türkleri⁶, expressions qui peuvent s'interpréter comme « Turcs ouzbeks », « Turcs kazakhs » et qui provoquèrent l'ire des intéressés. Ces derniers sont jaloux de leur indépendance récente et ne souhaitent pas se réunir dans un nouvel ensemble sous la coupe d'une autre puissance hégémonique : la relation de « grand frère » leur paraît des plus suspectes, et les déclarations d'indépendance, courant 1991, constituaient avant tout des revendications d'autonomie. Les nouveaux États tiennent aujourd'hui à leurs frontières et les peuples à leur ethnonyme qui s'est consolidé dans les esprits à l'époque soviétique⁷. Ils rappellent aussi souvent que nécessaire qu'ils ne sont pas Turcs à ceux qui s'aventurent à simplifier ainsi les dénominations. Et même si, avec l'éclatement de l'URSS, ils se sont séparés les uns des autres, ils continuent en grande partie à se sentir proches, en raison de leur passé soviétique commun (le russe est pour eux une *lingua franca*, ce que n'est aucune langue *türk*, et sûrement pas le turc de Turquie d'aujourd'hui). Au début des années 90, l'optique panturquiste était benoîtement différente. Pour ces cercles proches du MHP (*Milliyetçi Hareket Partisi*), les « Turcs » d'URSS avaient été russifiés pendant toute l'époque « russe » ; ils avaient même oublié qu'ils étaient Turcs. Il fallait donc le leur rappeler. Et ce ne pouvait être qu'à la Turquie de le faire. À la fin de l'Union soviétique, ce discours put trouver un public particulièrement réceptif en Turquie, en raison de sentiments répandus dans la population à l'égard de cette puissance du nord.
- 4 b) En effet, dans une large part de l'opinion turque, la Russie était considérée comme l'ennemi. Ce sentiment d'inimitié n'est pas tant dû à la domination qu'a exercée la Russie sur des peuples *türk* (le sort de ces derniers préoccupait peu l'Empire ottoman) qu'aux nombreux conflits militaires qui ont opposé les deux empires qui se sont perpétuellement disputés les territoires du pourtour de la mer Noire. Les défaites subies dans le passé ont laissé une amertume longtemps entretenue. Lors de l'annexion

de la Crimée en 1783, un peuple turcophone a été assujéti à la Russie, mais du point de vue ottoman à cette époque, il s'agissait surtout de la perte d'un territoire musulman par l'Empire du sultan. Certes en 1855-56, la guerre de Crimée fut perdue par les Russes, mais la Sublime Porte n'en tira guère avantage. Lors d'une nouvelle guerre russo-turque en 1877-78, les Russes poussèrent jusqu'à Erzurum. La Russie s'est, par ailleurs, continuellement intéressée aux détroits, a soutenu les populations orthodoxes des Balkans dans leurs révolutions nationales... Enfin, la Russie, avec la révolution de 1917, est devenue le porte-drapeau du communisme. Or, cette idéologie fut associée pendant la guerre froide à la répression, au monde du mal contre le monde libre. Elle fut donc dénoncée dans l'avant-poste de l'OTAN qu'était la Turquie. Entachée, de surcroît, d'un cuisant échec économique, cette doctrine a perdu tout crédit et est largement méprisée en Turquie où sentiments anti-russe et anticomuniste se sont confondus et renforcés mutuellement. Le discours, en présentant la Russie comme un ennemi, trouvait dans la population un terrain d'emblée favorable. Il s'est donc appuyé sur cette idée pour s'imposer au public turc quasiment comme une évidence. En effet, les points évoqués, discours interne d'exaltation et anti-russe, constituaient deux aspects essentiels du mouvement en Turquie. Ils permettent de formuler l'idée fondamentale qui motivait le panturquisme, sans forcément qu'elle soit exprimée ainsi par les acteurs considérés : la Turquie doit (re-)devenir une grande puissance, et se construire comme telle contre la Russie.

2) Diffusion du discours

- 5 Pour redonner sa grandeur à la Turquie, les panturquistes proposèrent à l'opinion une « solution » même s'il peut sembler simpliste d'employer ce mot. Celle-ci se présentait comme une solution nouvelle, qui permettait d'espérer, au moment justement où les autres tentatives traînaient ou avaient échoué : la place de la Turquie dans l'OTAN n'était plus ce qu'elle était, la Communauté européenne était réticente à lui ouvrir ses portes et le Moyen- Orient tissé d'inimitiés. La fin de l'URSS redonnait une vigueur nouvelle aux idées panturquistes et ouvrait d'autres horizons, d'autres possibilités : celles d'un grand monde *türk* conçu, dans l'esprit de certains en tout cas, comme une grande Turquie. Pour cela, il fallait que le gouvernement engage une politique volontariste. Il fallait surtout agir vite : lorsque les républiques soviétiques d'Asie centrale déclarèrent leur indépendance, personne n'y prit garde tant les événements de Moscou monopolisaient l'attention. Dans les faits, rien ne changea vraiment et personne n'y crut. Rien n'était véritablement acquis, tout restait fragile, sous la menace d'un coup d'arrêt brutal, d'une reprise en main après ce qui n'aurait été finalement qu'une expérience. Il fallait donc rendre tout retour en arrière improbable, le plus vite possible. Mais pour modifier rapidement la politique extérieure de la Turquie, il aurait été inefficace de s'organiser autour de la conquête du pouvoir à l'intérieur. Mieux valait tenter d'infléchir la politique du gouvernement en place, quel qu'il soit, et pour l'y pousser, mobiliser l'opinion publique. Toucher l'opinion de plus en plus largement pour l'amener à ses thèses, telle fut la principale stratégie du mouvement panturquiste. Ses partisans exploitèrent tous les thèmes qui pouvaient sensibiliser ou émouvoir la population. L'essentiel de l'argumentation s'articulait sur deux points. Il fallait justifier l'existence d'un combat à mener et imposer comme une évidence le rôle de meneur que la Turquie devait jouer

a) Les raisons d'un combat

- 6 Pour se mobiliser dans ce combat, il fallait pouvoir désigner un ennemi. Ce rôle fut, on l'a vu, facilement attribué à la Russie, diabolisée dans la continuité de l'Empire russe conquérant et de l'hydre communiste. Toutefois, la Turquie n'était pas elle-même menacée, il s'agissait d'autres États. Il fallait donc faire jouer la carte de la solidarité ou de la fraternité. Pour que les Turcs se sentent concernés, ces autres peuples devaient leur paraître proches, être des leurs. Voilà pourquoi ils furent appelés « frères *türk* » ou « frères musulmans ». Bien rares furent les discours qui ne laissaient pas supposer, par omission, une grande homogénéité entre ces termes. Quant aux Tchétchènes devenus si médiatiques, il aurait été dommage de s'attarder sur leur appartenance ethnique, alors que nul ne pouvait douter de leur foi musulmane. L'islam fut, de fait, un thème très utilisé par les panturquistes, bien que cette religion ne soit pas intrinsèquement liée à leur doctrine. Même les islamistes, qui ailleurs sont de tendance internationaliste, partageaient alors de nombreuses idées avec les nationalistes. La synthèse turco-islamique fournissait un solide appui au discours panturquiste ; elle aussi était centrée sur la Turquie et diffusée dans la population par la voie scolaire⁸. La défense des musulmans contre les forces du mal, inaugurée lors de la guerre en Bosnie⁹, fut réorientée sur la Tchétchénie. À chaque fois, on était dans l'équivoque. Pour profiter des retombées médiatiques, les panturquistes n'hésitèrent ni à inclure la Bosnie et la Tchétchénie dans leur combat, ni à leur donner une place dans le « grand monde *türk* », sur les cartes et dans les séries de drapeaux. Puisque les Tchétchènes étaient musulmans et en lutte contre la Russie, ils étaient au moins des Turcs d'honneur. Cette assimilation dans l'opinion publique était d'autant plus aisée que la présence de longue date de communautés d'origine caucasienne en Turquie en faisait un élément familier de la société turque.
- 7 Les panturquistes furent aussi de la partie lors des manifestations liées au détournement du bateau russe « Evrazija » en janvier 1996. On vit côte à côte flotter drapeaux turcs, tchéchènes, panturquistes, *nizam-i-alem* (organisation islamiste). Des banderoles annonçaient : « Même si notre sang coule, l'Islam aura la victoire. » L'endroit où se sont déroulées les manifestations se trouvait en zone militaire, et ce jour-là, tout le secteur était bouclé. Cela n'empêcha pas des manifestants, organisés, d'arriver par petits bateaux. On les laissa faire. Des députés arrivèrent aussi juste à ce moment-là. Il y eut donc d'évidentes complicités dans les milieux de l'armée et du pouvoir.

b) Le leadership naturel de la Turquie

- 8 Certes, la république turque s'est constituée en État-nation détaché du monde musulman et turcophone. Sa fondation est liée à une « guerre de libération » qui en a fixé les frontières, et ces frontières délimitent le cadre du sentiment d'appartenance national. Cependant, depuis Atatürk, les manuels d'histoire parlent également des civilisations *türk* de l'Asie, peut-être pas comme mythe fondateur, mais bien comme un passé glorieux où s'enracine l'histoire de la nation turque. Le terrain était donc prêt. Et comme le monde proprement *türk* se limitait quasiment à la Turquie jusqu'à il y a peu, il semblait aller de soi que la Turquie, selon son nom pays des Turcs, en prenne la tête.

3) Actions et résultats

- 9 Au début des années 1990, le discours panturquiste était peut-être celui d'une minorité mais il occupait le devant de la scène et ne pouvait manquer de marquer l'opinion publique. Il fit feu de tout bois. Il devint en fait le discours dominant en ce sens qu'il se mit à imprégner le discours de personnalités politiques qui ne se réclamaient pas de cette tendance. Ainsi, si les responsables politiques en charge du pays n'étaient pas, eux-mêmes, issus de ce mouvement et de l'extrême droite, ils en avaient cependant assimilé la logique. Le pouvoir développa une large politique de coopération en direction des républiques turcophones indépendantes et des républiques autonomes de la Fédération de Russie. Mais comme ces actions traduisaient davantage un engouement turc qu'une demande véritable des pays destinataires, cette politique rencontra, après un essor rapide, bien des difficultés inattendues.
- 10 Sur le plan politique, la Turquie fut le premier pays à reconnaître l'indépendance des nouvelles républiques. Étienne Copeaux a mis en évidence les procédés de sensibilisation, voire de manipulation de l'opinion qui y ont conduit¹⁰. Ces pays nouvellement indépendants étaient en quête d'une légitimité internationale et furent reconnaissants à la Turquie de son action diplomatique. Elle fit valoir son économie, la présenta comme un modèle, forcément très attractif pour les ex-soviétiques qui voyaient dans les seuls noms de capitalisme et de lois du marché le remède à leur économie désorganisée. Le président ouzbek Islam Karimov déclarait même, en 1992, que seule la voie turque convenait à l'Ouzbékistan. Quelques années plus tard, il n'en était plus question. Karimov donnera cette explication : « *Aucun pays ne peut définir sa voie à longue échéance. Nous avons choisi celle qui correspond à notre mentalité* »¹¹. De manière générale, les pays d'Asie centrale ne voulaient plus de grand frère. Ils se sont rapidement lassés des prétentions de la Turquie à jouer ce rôle et de son refus d'admettre les spécificités nationales, culturelles et linguistiques.
- 11 Sur le plan commercial, la Turquie qui n'en avait pourtant pas les moyens affichait des projets audacieux : oléoducs pour donner aux hydrocarbures d'Azerbaïdjan et d'Asie centrale un débouché sur l'Europe tout en contournant la Fédération de Russie ; construction de voies de communication (routières ou ferroviaires) reliant la Turquie à la Chine. S'agissant du pétrole et du gaz, les tracés défendus par la Turquie (et en sous-main par les États-Unis) ne se sont pas encore réellement concrétisés tandis que la Russie de Vladimir Poutine est en passe de recouvrir une large partie de son influence sur le pourtour caspien. La jonction des réseaux ferroviaires a été réalisée entre l'Iran et le Turkménistan. Mais cela ne suffit certainement pas pour faire du chemin de fer un axe d'échange s'étendant de la Turquie à la Chine. Les difficultés de réalisation d'une liaison routière Ankara-Pékin sont notamment très vite apparues, vue la longueur du trajet, et les ambitions ont été revues à la baisse.
- 12 Dans le domaine universitaire et scolaire, de nombreux programmes d'aide aux pays frères ont été lancés. Depuis 1991-1992, la Turquie a accueilli environ 10 000 étudiants venus d'Azerbaïdjan et d'Asie centrale. Ankara mais aussi des organisations privées (*vakıf*¹², entreprises) et en particulier les *Fethullahcı*¹³ ont ouvert sur place des « lycées turcs ». Les quotidiens *Zaman* (islamiste) et *Türkiye* (nationaliste et à tendance panturquiste) ont largement couvert dans leurs colonnes ces initiatives tandis que la plupart des autres journaux sont demeurés silencieux. Mais dès 1994, des premiers signes de faiblesse apparurent. *Zaman* et *Türkiye* attirèrent alors l'attention de leurs

lecteurs sur la situation difficile des étudiants- hôtes : il fallait leur venir en aide car le gouvernement ne faisait pas assez pour eux. À la mi-1995, deux autres quotidiens évoquèrent la question sous un jour plutôt défavorable : *Cumhuriyet* pour parler du « fiasco des étudiants turciques » ; *Sabah* pour souligner les dépenses excessives entraînées par les étudiants *türk*. De fait, de nombreux étudiants ont dû rentrer dans leur pays pour des raisons financières. Les bourses du gouvernement turc ne leur permettaient pas de vivre correctement - signe patent de l'incapacité de la Turquie à prendre la tête d'un aussi vaste ensemble que « le grand monde turc ». De toute façon, la population turque n'était pas prête à consentir un si gros effort.

- 13 Sur le plan culturel, divers accords d'unification ont été passés. Un alphabet *türk* commun, dit *ortak türk alfabesi*, a été mis au point à Istanbul¹⁴. La Turquie a incité les autres républiques à renoncer au cyrillique au profit de l'alphabet latin. En mai 1992, les ministres de l'Éducation nationale des républiques turcophones ont adopté, lors d'une rencontre à Ankara, le principe de la standardisation des manuels scolaires d'histoire et de littérature. On a aussi cherché à mettre en place des commémorations communes. Le *Nawruz* a alors pu être célébré ouvertement en Turquie après avoir longtemps été interdit en raison de sa trop forte coloration kurde. Mais de manière générale, si l'Azerbaïdjan est tourné vers la Turquie, notamment en raison de la proximité linguistique, il n'en va pas de même pour l'Asie centrale. Les récits historiques *türks* élaborés dans les officines académiques d'Istanbul ou d'Ankara ne séduisent que les historiens azerbaïdjanais, qui incluent des considérations panturquistes dans leurs manuels d'histoire¹⁵. Dans les autres républiques d'Asie centrale, les programmes d'histoire incluent, d'une part, une histoire générale, qui conserve dans son ensemble la structure soviétique¹⁶, d'autre part, une histoire largement repeinte aux couleurs nationales. Il a été débattu à Bakou du nom que devait prendre la langue officielle de l'Azerbaïdjan, « turc » ou « azerbaïdjanais ». Le choix de la spécificité nationale l'a emporté¹⁷, de même qu'en Asie centrale, où il n'a pas fait l'ombre d'un doute que langue et ethnonyme devaient coïncider. Le pays est rapidement passé à l'alphabet turc¹⁸ en ajoutant quelques caractères propres à sa phonologie et puisés dans l'alphabet *türk* commun précité. En Asie centrale, il a été question de changer d'alphabet dans toutes les républiques mais seuls l'Ouzbékistan et le Turkménistan ont finalement choisi d'adopter la graphie latine. Mais dans un cas comme dans l'autre, il ne s'agit pas de l'alphabet turc¹⁹ mais d'un alphabet spécifique.
- 14 Malgré cela, de nombreux acteurs politiques turcs continuèrent, un certain temps, à envisager les choses avec un certain idéalisme. Lors de sa visite officielle en Ouzbékistan pendant l'été 1995, Tansu Çiller, alors Premier ministre, apporta en cadeau du matériel typographique turc pour imprimer en caractères latins. Le geste était surtout symbolique mais il témoignait de son aveuglement, à un moment où l'Ouzbékistan faisait tout pour freiner la réforme linguistique : nouvelles modifications apportées à l'alphabet en juin 1995, report des délais de mise en œuvre. Aujourd'hui et tout particulièrement depuis la fin du mandat présidentiel de Süleyman Demirel (mai 1999), qui avait noué en l'espace d'une dizaine d'années des relations personnelles très fortes avec les différents leaders centrasiatiques, il semble que l'on soit entré dans un nouvel âge de la politique turque en Asie centrale. Un nouvel âge où le romantisme des débuts cède le pas au pragmatisme et au réalisme. Le panturquisme de certains cercles, marginaux en termes de représentation parlementaire, n'aura finalement débordé sur l'ensemble de la scène politique qu'un instant, à un moment où les acteurs politiques turcs, un peu déboussolés, cherchaient pour leur pays une nouvelle raison d'être. Au

terme de dix années d'une coopération et d'une rhétorique ambitieuses, le bilan est plutôt décevant. Mais la Turquie peut en tirer les leçons. Elle a appris à connaître les autres pays turcophones et a pris conscience de la spécificité de chacun. Leurs relations peuvent désormais se développer sur de meilleures bases, avec des objectifs plus limités, notamment dans les rapports bilatéraux, car la turcité n'est pas aujourd'hui un facteur d'unité suffisamment fort.

NOTES

1. Pour une approche historique du panturquisme, nous renvoyons à l'article de Bayram Balcı dans le présent dossier.
2. Étienne Copeaux, « Le mouvement 'prométhéen' », *CEMOTI*, n° 16, pp. 17-18, et en conclusion p. 33. URL : <http://cemoti.revues.org/306>
3. Les principaux acteurs de ce courant de pensée pour la période étudiée sont identifiés par Etienne Copeaux, notamment à travers leurs interventions dans le quotidien *Türkiye*: ce sont principalement les *Aydınlar Ocağı* (le Foyer des Intellectuels) et la *Türk Dünyası Araştırmaları vakfı* (Fondation pour l'étude du Monde Turc), Étienne Copeaux, « Les 'Turcs de l'extérieur' dans *Türkiye*: un aspect du discours nationaliste turc », *CEMOTI*, n° 14, *L'émergence du monde turco-iranien*, 1992, pp. 31-52. URL : <http://cemoti.revues.org/342>
4. Étienne Copeaux, *Espaces et temps de la nation turque*, Paris, CNRS, 1997, « Chapitre V: Les événements fondateurs: les Turcs avant l'islam », pp. 145-180.
5. Le turc distingue, en effet, le terme *türk* (l'équivalent de Turc ou de *Turkish*) de celui de *türki* (l'équivalent de turcique ou de l'anglais *Turkic*). Ceci dit, depuis le début de la décennie, on ne fait plus guère la distinction dans le discours (et c'est un signe) entre les deux termes. Le mot *türk* recouvre désormais généralement les deux acceptions. Les centrasiatiques continuent, pour leur part, à différencier dans leur vocabulaire “*türkî*” ou “*tjurkskij*” (turcique) de “*türk*” ou “*turetskij*”. Cf à ce titre, Gareth Winrow, *Turkey in Post-Soviet Central Asia*, Londres, The Royal Institute of International Affairs, 1995 et la recension de cet ouvrage par Yılmaz Bingöl dans *Turkish Studies*, vol. 1, n°1, printemps 2000, pp. 216-218.
6. Une série d'ouvrages, dus à Mehmet Saray, portent précisément ces titres: *Özbek Türkleri tarihi*, *Kazak Türkleri tarihi*,... Istanbul, Nesil, 1993.
7. Olivier Roy, *La nouvelle Asie centrale, ou la fabrication des nations*, Paris, Seuil, 1997, p. 42.
8. Étienne Copeaux, *Espaces et temps de la nation turque*, ouvrage cité, Chapitre VI: « Les événements fondateurs: les porte-drapeaux de l'islam », pp. 181-232.
9. L'opinion publique en Turquie était très sensible à la guerre en Bosnie. Des comités de soutien se sont formés et ont rassemblé des fonds en vendant gadgets en tout genre. Plusieurs chanteurs très populaires ont écrit des chansons sur la Bosnie (Nilüfer, Haluk Levent).
10. Étienne Copeaux, « Les 'Turcs de l'extérieur' dans *Türkiye*: un aspect du discours nationaliste turc », *CEMOTI*, n° 14, *L'émergence du monde turco-iranien*, 1992, pp. 31-52. URL : <http://cemoti.revues.org/342>
11. Interview réalisée par Arkadij Dognov, *RFE/RL*, 5 octobre 1995.
12. Fondation pieuse.
13. Voir les travaux de Bayram Balcı sur les écoles de Fethullah Gülen, thèse de doctorat, à paraître fin 2000.

14. Proposé en novembre 1991 et approuvé par le Congrès sur les langues *türk* qui s'est tenu peu après à l'Université de Marmara, en mai 1992.
15. Par exemple, dans les manuels scolaires *Türk Dünyası Coğrafyası 11*, Bakou, Öyrätmän, 1994, et *Azərbaycan Tarixi 11*, Bakou, Öyrätmän, 1995.
16. Au cours de la scolarité du secondaire sont étudiés successivement l'Antiquité, le Moyen-Âge, les Temps Modernes, puis l'histoire contemporaine.
17. Mais en 1994, les éditions Öyrätmän ont publié un manuel de langue maternelle qui s'intitulait *Türk dili*, (pour les 10^e et 11^e classes) par Tofiq Hacıyev et Nizami Cəfərov.
18. Le manuel cité précédemment est dans cet alphabet.
19. Voir dans le *Bulletin de l'OAC (Observatoire de l'Asie centrale et du Caucase)*, n° 1, février 1996, le dossier sur le changement d'alphabet au Turkménistan et en Ouzbékistan.

Panturquisme : vie et mort d'une idéologie

Bayram Balcı et Ahmet Salı Bıçakçı

Traduction : Burcu Gültekin

- 1 Paradoxalement, ce n'est pas en Turquie que naît le panturquisme en tant qu'idéologie insistant - avec des desseins politiques - sur les liens de parenté entre les Turcs de Turquie et ceux de l'extérieur (*Diş Türkler*). Ce sont des orientalistes occidentaux (hongrois ou français notamment) qui ont d'abord mis en évidence les points communs entre les différents peuples *türk*¹. Leurs essais, écrits au milieu du 19^e siècle, ont eu une influence considérable sur la bourgeoisie intellectuelle tatare de Crimée ou de Kazan qui ressentait avec particulièrement d'amertume le joug de la Russie tsariste et les politiques assimilationnistes de son administration. Largement imprégnés par la nostalgie d'une communauté passée, ces intellectuels se sont saisis de la bannière de la turcité pour l'associer à celle de l'islam et ébaucher, ainsi, un front commun face à l'impérialisme russe. Ce courant, bien loin de fonctionner en vase clos, s'est progressivement enrichi sous l'effet d'un croisement des influences : les *madrasas* de Boukhara ou d'Istanbul qui formaient la plupart des Tatars ont, en effet, constitué de véritables lieux d'échange, de transmission et de confrontation des idées. À peu près au même moment, Istanbul était, justement, le théâtre d'une violente compétition entre plusieurs idéologies visant à préserver l'Empire ottoman du naufrage. Dans ce contexte troublé, certains sujets de l'Empire cherchaient le salut en faisant appel à l'islam (le panislamisme : sauver l'Empire en s'appuyant sur l'islam) ou à la turcité (le panturquisme : sauver l'Empire en s'appuyant sur ses éléments turcs). Mais contrairement à la situation qui prévalait en Russie, les deux idéologies s'opposaient et le panislamisme prôné par le Sultan Abdülhamit II fut rapidement contrebalancé par un courant panturquiste très inspiré des idées d'İsmail Gaspıralı (1851-1914), un Tatar de Crimée. Fondateur du journal *Tercüman* (l'Interprète), lu aussi bien à Istanbul qu'à Samarkand ou Kazan, Gaspıralı prônait l'union de tous les peuples *türk* de Russie en une seule nation, la renonciation aux particularités phonétiques de chacune de leurs langues et la rénovation de l'islam. Il est connu pour sa devise : « unité dans la langue, l'idée et l'action » (*Dilde, fikirde, iste birlik*), slogan de certains courants panturquistes

encore utilisé de nos jours. Gaspıralı avait aussi ses idées sur l'organisation de l'enseignement et il contribua, aussi bien en Russie qu'au Turkestan, où il exerça une influence notable sur le mouvement djadid², à la réforme d'un système arc-bouté sur des dogmes d'un autre âge. D'autres penseurs comme l'Azéri Ali Hüseyinzade ou comme le Tatar Yusuf Akçura, un des fondateurs du nationalisme turc, se sont largement inspirés de ses idées, en leur donnant éventuellement un tour plus politique³.

- 2 Étouffé par la répression de la police tsariste, fragilisé par les divisions grandissantes des musulmans de Russie, le projet panturquiste s'étiola dans l'Empire des Romanov au tournant du siècle, au moment même où il commençait à s'affirmer dans l'Empire ottoman, sous l'impulsion du Comité Union et Progrès⁴ et d'un de ses animateurs les plus marquants, Enver Pacha, qui commandera les armées ottomanes lors de la Première Guerre mondiale. Au lendemain d'une défaite qui fut aussi sa propre défaite, Enver Pacha, isolé et amer, cherchera à se forger un nouveau destin en Asie centrale, en tentant de réaliser le projet grandiose d'unification des peuples türk⁵. Après des tâtonnements et des retournements quelque peu rocambolesques⁶, Enver entra en contact, dans la fin de l'année 1921, avec les *Basmatchis*⁷, un mouvement de résistance contre les Bolcheviks organisé sous forme de guérilla dans le Turkestan soviétique. Enver obtint quelques brefs succès mais ne parvint jamais à unifier les différentes factions. Il fut lui-même tué, le 4 août 1922, lors d'une bataille qu'il livra non loin de la ville de Khowaling, dans l'actuel Tadjikistan⁸. Entre-temps, la situation politique s'était considérablement modifiée en Turquie, puisque Mustafa Kemal, en rupture avec tous les panismes, prônait une idéologie *nationaliste-turquiste* aux ambitions territoriales claires et limitées à la Turquie, tout en entretenant (en tout cas pendant un certain temps) des relations très cordiales avec Moscou⁹.
- 3 Avec la fondation d'une république nationaliste plutôt hostile à un rapprochement avec les « Turcs de l'extérieur », l'idéologie panturquiste ne disparut pas pour autant, mais elle était désormais l'apanage de mouvements marginaux souvent clandestins, systématiquement anticomunistes, installés dans les grandes villes turques ou exilés dans les capitales européennes, où ils bénéficiaient de l'appui des réfugiés originaires de l'URSS. Pendant la Seconde Guerre mondiale on a cru à un possible réveil de ce projet irrédentiste, relancé en Turquie par la propagande nazie qui rêvait d'attirer l'armée turque dans la guerre contre le voisin soviétique. Mais les pressions des alliés et les défaites subies par la *Wehrmacht* ont rapidement convaincu les autorités turques des dangers que pouvait impliquer le retour du panturkisme¹⁰. Après la Seconde Guerre mondiale, la Turquie s'arrima au bloc occidental sans pour autant laisser trop de liberté aux associations panturquistes pourtant farouchement anticomunistes. Dans les années 1960 et 1970, les publications panturquistes connurent néanmoins un franc succès auprès d'une large frange de la population turque, citadine depuis peu et encore mal intégrée dans les grandes villes. La décennie 1970 vit émerger un puissant mouvement panturquiste, le *Milliyetçi Hareket Partisi* (MHP, Parti de l'Action Nationaliste), créé par le colonel Alparslan Türkeş¹¹. C'est alors le seul parti, avec une série d'organisations extrémistes qui lui étaient affiliées, à promouvoir un discours en faveur des *Dış Türkler*, les Turcs de l'extérieur. C'est cette situation qui perdura jusqu'à l'implosion de l'Union soviétique.

Fin de l'URSS, renaissance du panturquisme ?

- 4 La fin de l'URSS, se traduisant par l'apparition de nouveaux États turcophones sur la scène internationale (quatre en Asie Centrale et un dans le Caucase), provoqua l'euphorie en Turquie, aussi bien dans les cercles dirigeants que parmi les panturquistes, jusque-là marginalisés. Consciente des bénéfices et du pouvoir qu'elle pouvait en retirer, l'élite dirigeante turque se laissa séduire par le discours panturkiste, à l'instar du Premier ministre de l'époque, Süleyman Demirel, dont la formule appelant à la création d'« un monde turc de l'Adriatique à la muraille de Chine » fit couler beaucoup d'encre. Encouragés par leurs alliés, qui craignaient un basculement de l'Asie centrale turcophone dans l'orbe de l'extrémisme musulman, mais surtout peu au fait des réalités d'une région longtemps isolée du reste du monde, les officiels turcs ont à un moment cru en la possible émergence d'un « arc turcophone » et ainsi adopté un discours aux accents un peu équivoques. Ce discours, jusque-là propre aux mouvements panturquistes plus ou moins fascisants, avait, certes, été vidé de son contenu agressif et irrédentiste mais il n'en restait pas moins maladroit. S'il ne provoqua pas trop, dans un premier temps, les susceptibilités des dirigeants centre-asiatiques, trop heureux de pouvoir s'émanciper - ne serait-ce que symboliquement - de la tutelle russe, il finit par les incommoder une fois les indépendances plus fermement assurées. Bientôt à Bichkek, Achkhabad, Almaty ou surtout à Tachkent, on n'hésita pas, dans les cercles proches du pouvoir, à s'émouvoir des manières du nouveau grand-frère turc¹². La diplomatie turque, très mal préparée, commit inévitablement d'autres erreurs, comme, pour ne citer qu'un exemple, de tenter d'obtenir des républiques centre-asiatiques la reconnaissance de la République turque de Chypre. De manière générale, les dirigeants turcs ont conçu une politique trop ambitieuse, bien au-dessus des moyens d'un pays à l'économie dynamique mais surendettée. Les demandes en capitaux, expertises et investissements nécessaires pour accompagner les indépendances et les réformes ne pouvaient être raisonnablement satisfaites par la seule Turquie. Manquant de réalisme, les dirigeants turcs oublièrent aussi qu'ils n'étaient pas les seuls acteurs s'intéressant à l'Asie centrale et que liens linguistiques et culturels ou pas, d'autres pays étaient parfaitement en mesure de concurrencer la Turquie dans la région.
- 5 Ce ne sont néanmoins pas tant les maladresses commises par Ankara que les relations entre les maillons du monde turcophone eux-mêmes qui constituèrent les obstacles les plus sérieux à l'émergence d'un « arc *türk* ». En effet, et on ne l'aura jamais suffisamment souligné, les solidarités entre les nouveaux États turcophones relèvent parfois du mythe. Les points communs, certes réels, ne doivent pas masquer les antagonismes qui les opposent, notamment sur le tracé stalinien des frontières, hérité de la période soviétique¹³. Les frictions n'ont pas manqué entre peuples *türk* d'Asie centrale comme l'ont attesté les affrontements meurtriers entre Kirghizes et Ouzbeks dans la région d'Och-Uzgen au Kirghizstan en 1990¹⁴. Des heurts intercommunautaires similaires avaient, d'ailleurs, déjà eu lieu entre Ouzbeks et Meshkets, autre minorité turque¹⁵, dans la vallée de Ferghana, en mai-juin 1989. De fait, en Asie centrale, le culte de la nation et le « narcissisme de la petite différence » l'ont rapidement emporté sur tous les projets de coopération. La tendance chez les dirigeants centrasiatiques n'est pas de rappeler les points communs qui peuvent exister entre États turcophones mais de renforcer ce qui fait la particularité de chaque nation. Ainsi, si la politique culturelle

turque présente Ahmet Yesevi, Dede Korkut, et Yunus Emre (entre autres) comme des grandes figures littéraires et mystiques communes à l'ensemble du monde turc, les mêmes personnages sont redécouverts dans chaque pays d'Asie centrale dans un but exclusivement national et presque anti intégrationniste¹⁶.

- 6 Au grand dam de la Turquie qui n'a pas su concevoir une turcité inoffensive et plurielle qui intègre les particularités centrasiatiques, la turcité n'a donc pas réussi à faire son entrée dans la culture politique et dans les idéologies des États issus de l'ex-URSS. Cette option était pourtant, au départ, présente dans les cercles intellectuels des différents pays. Il existait même une revue ouzbèke, *Turkiston Torixi*¹⁷ (Histoire du Turkestan) qui publiait des articles sur les grandes figures de la pensée panturquiste. Des académiciens ouzbeks exprimaient ouvertement leurs idées panturquistes, comme Kamol Jamol¹⁸, autrefois secrétaire général de l'Union des Écrivains d'Ouzbékistan. Peu à peu, les choix du régime ont, néanmoins, rendu les identifications au panturquisme moins à la mode¹⁹. La vision ouzbèke de la coopération en Asie centrale, exprimée dans plusieurs livres du président Islam Karimov²⁰, privilégie ainsi les échanges économiques dans un vaste marché centre-asiatique qui reste à créer. Le Kazakhstan, de son côté, est également peu sensible au discours panturquiste qui ne figure ni dans la culture politique de ses élites ni dans l'orientation de sa politique étrangère, plus tournée vers l'Occident et la Chine. De plus, ses élites politiques sont encore très marquées par la culture russe et se sentent concernées par ce qui se passe en Russie²¹. Le Kirghizstan s'aligne sur les positions de son voisin kazakh. Quant au Turkménistan, son président, Saparmurat Niazov - qui gouverne, à l'instar de ses pairs centre-asiatiques, par décrets - marque sa préférence pour une politique de neutralité absolue. Les évolutions des dernières années montrent donc que sans disparaître complètement, le panturquisme, en tant qu'idéologie cherchant à fédérer, par un moyen ou un autre, les peuples *türk*, est à nouveau relégué à l'arrière-plan. Chez certains intellectuels et courants politiques de l'opposition comme *Jeltoksan* (Kazakhstan), *Erk* ou *Birlik* (Ouzbékistan) ou *Turkmen Eli* (Turkménistan) l'idéologie reste vivace, mais les masses populaires s'en désintéressent complètement.
- 7 En conclusion, on observe depuis un certain temps déjà un net changement de cap de la diplomatie turque. Elle a notamment su tirer les leçons des maladresses commises pendant les premières années des indépendances. Les dirigeants turcs multiplient aujourd'hui les déclarations apaisantes, aussi bien en direction des républiques centre-asiatiques que de leurs concurrents dans la course à la suprématie régionale (comme la Russie). La ligne de la politique turque est désormais de soutenir les pouvoirs en place, même si ce sont des anciens apparatchiks communistes et qu'ils chassent du pays les panturquistes... La Turquie a donc renoncé aux ambiguïtés des commencements pour s'acheminer vers une turcophonie plus coopérative, basée sur les échanges culturels et éducatifs. La coopération en matière linguistique et culturelle annonce l'avenir et c'est sans doute de cette façon que la Turquie réussit le mieux à assurer son influence dans la région.

Un bref aperçu sur les relations entre l'Empire ottoman et l'Émirat de Boukhara

- 8 Les études réalisées sur les relations entre l'Empire ottoman et les khanats du Turkestan souffrent, en général, de deux limites : d'une part, elles s'intéressent surtout

aux relations diplomatiques et militaires²², d'autre part, elles ne croisent pas les archives ottomanes et celles des khanats²³.

- 9 Il ne s'agit pas ici de dépasser ces limites mais seulement de donner quelques éléments d'information sur les relations culturelles entre l'Empire ottoman et l'Émirat de Boukhara.
- 10 Le parallélisme entre Istanbul, capitale de l'Empire ottoman²⁴ et Boukhara, capitale de l'Émirat, s'il peut paraître hardi, se justifie néanmoins au regard de l'importance culturelle, spirituelle et géopolitique de cette dernière. En fait, le facteur religieux prime le facteur ethnique dans le développement des relations entre l'Empire ottoman et Boukhara. Boukhara, depuis sa conquête par Kutayba ibn Muslim en 705-715, est, en effet, considérée comme un des centres spirituels de l'islam²⁵. Elle fait aussi figure de berceau des sciences islamiques classiques. À partir du règne des Timourides, la ville a également rempli la fonction de Kulturträger pour les pays musulmans même si elle perdit un peu de son éclat au tournant des XVI^e et XVII^e siècles. Quant à Istanbul, c'est évidemment un centre spirituel de la première importance. Au lendemain de sa conquête par Mehmet II, la multiplication des *madrasa* a fait de l'ancienne capitale de Byzance un nouveau pôle culturel et un centre d'études religieuses. Istanbul ne rayonne pas uniquement par sa culture, elle est vénérée par les musulmans pour des raisons religieuses²⁶ :
- 11 Boukhara et Istanbul se rangent dans la même catégorie que la Mecque, Médine et Jérusalem.
- 12 L'un des éléments souvent passé sous silence dans les études consacrées à l'Émirat de Boukhara est le réseau d'interaction islamique. Les musulmans de l'Émirat de Boukhara sont, en effet, restés, par l'intermédiaire du commerce, des voyages et du pèlerinage en contact avec les musulmans des autres pays. Dans ce contexte, Boukhara était très désireuse de nouer des liens avec l'Empire ottoman. La sacralisation d'Istanbul y est pour quelque chose²⁷ et l'héritage du Califat revendiqué par la Sublime Porte a sans aucun doute facilité l'établissement des liens entre l'Empire ottoman et Boukhara. L'Émirat de Boukhara courtisait, en fait, la Porte pour se voir octroyer le droit de représenter le Califat dans toute l'Asie centrale²⁸. L'Empire ottoman était, cependant, réticent à accorder un tel privilège à Boukhara par crainte de voir ses relations avec les khanats de Khiva et de Kokand se détériorer. L'Empire ottoman commence surtout à l'époque d'Abdülhamid II à utiliser le Califat comme un vecteur d'influence pour contrôler les activités culturelles et religieuses dans les autres pays musulmans. Par exemple, la publication du Coran dans l'Émirat de Boukhara ne peut se faire qu'après une autorisation préalable délivrée par les autorités ottomanes. De plus les caractères utilisés pour l'impression doivent provenir de l'Empire ottoman²⁹.
- 13 Le pèlerinage, qui occupe une place centrale dans le réseau d'interaction islamique, est également un élément crucial dans le développement des relations entre Boukhara et l'État ottoman. Le *tekke* des Ouzbeks qui se trouve dans le quartier d'Usküdar, à Istanbul, est construit à la suite des voyages de pèlerinage. Les *şeyh* du *tekke* des Ouzbeks assumeront également des fonctions de médiateurs dans les relations diplomatiques³⁰.
- 14 C'est vers la fin du XIX^e siècle que les relations entre l'Émirat de Boukhara et l'Empire ottoman connaissent leur apogée. Les gens éclairés de l'Émirat de Boukhara suivaient avec une grande attention le processus de modernisation en cours dans l'Empire

ottoman. Par ailleurs, nous savons qu'ils se désolaient des modifications des frontières politiques et géographiques de l'Empire. Le point le plus crucial est la question de la modernisation de l'enseignement. Au sein de l'Empire ottoman, un système d'enseignement reposant sur des méthodes nouvelles s'est substitué au système d'enseignement traditionnel. Cette méthode a pour nom *usul-i djadid*. Ce système, entré en vigueur en 1847 dans l'Empire ottoman, commence, à l'époque, à être mis en vigueur dans les khanats du Turkestan³¹. Il est admis que le mouvement d'*usul-i djadid*³² a été introduit dans l'Émirat de Boukhara par İsmail Gaspıralı³³ de Bahçesaray (Crimée) ; bien que la preuve n'en soit pas encore faite, il est fort probable que les intellectuels ottomans ont joué un rôle important dans le développement de ce système d'enseignement dans l'Émirat de Boukhara.

- 15 Nous savons que les intellectuels de Boukhara lisaient les journaux publiés dans l'Empire ottoman, qu'ils y écrivaient de temps en temps³⁴. Il est difficile de croire que les influences dans le domaine de l'éducation aient été inexistantes entre deux pays aussi étroitement liés. Certes, les preuves tangibles font défaut ; néanmoins, il est fort possible que des livres scolaires aient été envoyés de l'Empire ottoman à l'Émirat de Boukhara.
- 16 Par ailleurs, l'association *Bukhara Terbiye-i Etfal*³⁵ a envoyé des étudiants à Istanbul. Ces étudiants ont joué un grand rôle dans le développement des relations entre l'Empire ottoman et l'Émirat de Boukhara. De plus, le processus de modernisation ou, en d'autres termes, le mouvement de renouveau qui a éclos à Boukhara au début du XX^e siècle présente des similitudes avec les mouvements des Jeunes Ottomans et des Jeunes Turcs. Les Jeunes Boukhares se sont inspirés des Jeunes Turcs tant au niveau de leur organisation interne que dans la préparation de leur programme. D'ailleurs, les textes d'Abdurrauf Fitrat attestent d'une grande fidélité à ceux des Jeunes Turcs : les modifications qui y sont apportées relèvent uniquement d'une volonté d'adaptation régionale³⁶.
- 17 Les relations entre l'Empire ottoman et l'Émirat de Boukhara ont également une dimension politique et militaire. De nombreux officiers ottomans faits prisonniers dans la guerre russo-ottomane de 1877-1878 et dans les affrontements sur le front du Caucase en 1914 se sont rendus, après avoir réussi à s'évader des camps de prisonniers, au Turkestan pour y assumer différentes fonctions y compris celle d'enseignants dans les écoles *djadids*³⁷. Après la chute de l'Émirat de Boukhara, ces officiers continuèrent à jouer un grand rôle dans la mise en place des unités militaires et dans la formation des soldats de la République populaire de Boukhara. Ils constituèrent même le noyau dur du mouvement basmatchi après l'arrivée d'Enver Pacha³⁸ et combattirent à ses côtés pour la libération du Turkestan³⁹.
- 18 La République populaire de Boukhara et le gouvernement d'Ankara perpétuèrent la relation qui s'était nouée entre l'Émirat de Boukhara et l'Empire ottoman. La République populaire de Boukhara a ainsi apporté un soutien financier à l'effort de guerre de Mustafa Kemal Atatürk en Anatolie. Cette aide, qui transita par Moscou, apparaît dans certaines sources comme étant une aide russe. Or il est établi que cette aide provenait de la République populaire de Boukhara⁴⁰.

NOTES

1. Parmi eux, on note Léon Cahun, auteur d'un essai intitulé *Introduction à l'histoire de l'Asie, Turcs et Mongols, des origines à 1405*, Paris, Armand Colin, 1896, dont l'influence fut grande sur tous les idéologues du turquisme, à commencer par Ziya Gökalp. Le turcophile, turcologue et voyageur hongrois Arminius Vambéry a eu également une réelle influence sur les penseurs panturquistes. Voir, à ce sujet, Charles Warren Hostler, *The Turks of Central Asia*, London, Westport, Connecticut, Praeger, 1993, p. 112 ainsi que Bernard Lewis, *The Emergence of Modern Turkey*, Londres, Oxford University Press, 1961, pp. 339-341.
2. Mouvement réformiste en Asie centrale, fortement marqué par les intellectuels tatars de Russie. Voir le dossier spécial des *Cahiers du Monde russe*, Volume XXXVII (1-2), juin 1996, 240 p. URL : http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/issue/cmr_1252-6576_1996_num_37_1
3. Sur l'influence intellectuelle de Gaspıralı sur Yusuf Akçura, voir François Georgeon, *Aux origines du nationalisme turc, Yusuf Akçura*, Paris, ADPF, Paris, 1980, p. 16.
4. L'idéologie panturque eut assez tardivement prise sur le Comité Union et Progrès et sur les Jeunes Turcs, dont le *credo* officiel demeura longtemps l'ottomanisme, même un certain temps après 1908-1909. Le slogan de l'ottomanisation cachait cependant mal le mouvement de turquification ou de redécouverte de la turcité. Notons qu'il s'agit du seul moment où l'idéologie panturquiste est portée par un État et encore, il s'agit d'un État qui se lézarde. Dans les autres séquences historiques, elle est plutôt assumée par des réseaux d'intellectuels, par des organisations politiques marginales ou encore par des individus (Enver Pacha). Olivier Roy remarque, d'ailleurs, que le panturquisme est, historiquement, une idéologie de « perdants ».
5. Pour un rapide aperçu (en bandes dessinées) de la vie d'Enver Pacha, voir Suat Yalaz, *Enver Pasa Efsanesi* (La légende Enver Pacha), Istanbul, Yalaz Prodüksiyon, 1993, 193 p. On peut aussi se référer à la somme en trois tomes de şevket Süreyya Aydemir : *Makedonya'dan Orta Asya'ya Enver Paşa* (Enver Pacha de Macédoine en Asie centrale), Istanbul, Remzi, 1972, notamment au troisième tome consacré à la période 1914-1922, 696 p.
6. Après la défaite, Enver fuit pour Berlin et assista de loin à la révolution de Mustafa Kemal. Rapidement en proie à l'ennui de l'exil, Enver rejoignit rapidement les Soviétiques avec l'espoir de retrouver un rôle à sa mesure. Il arriva à Moscou à l'automne 1920 après une brève détention à Riga. Présent au Congrès des Peuples de l'Orient, en septembre 1920 à Bakou, où l'on donna la lecture d'une déclaration dans laquelle il faisait son *mea culpa* pour le rôle qu'il avait joué pendant la Première Guerre mondiale, il passa le plus clair de l'année suivante en Transcaucasie fraîchement reconquise par Moscou. Au début du mois de novembre 1921, il rejoignit le Turkestan où les Soviétiques entendaient exploiter son aura pour enrayer le mouvement des basmatchis. Enver comprit néanmoins bien vite qu'il recouvrerait bien plus sûrement la gloire en ralliant les basmatchis qu'en étant l'homme de main des Soviétiques et quelques jours après son arrivée il prit le parti des premiers contre Moscou.
7. Le mouvement des basmatchis est encore peu connu. Le témoignage de Joseph A. Castagné, *Les Basmachis. Le mouvement national des indigènes d'Asie centrale depuis la révolution d'octobre 1917 jusqu'en octobre 1924*, Paris, Ernest Leroux, 1925, fut longtemps l'une des seules études à lui être consacré. On trouve aussi des éléments dans la thèse de Hélène Carrère d'Encausse, *Réforme et révolution chez les musulmans de l'Empire russe, Boukhara 1867-1924*, Paris, FNSP, 1964. On peut aussi consulter l'article suivant de H. B. Paksoy : "Basmachis: Turkistan National Liberation Movement 1916-1930s", *Modern Encyclopedia of Religions in Russia and the Soviet Union*, Academic International Press, 1991, vol. 4, pp. 5-20. Les historiographies nationales des différentes républiques centro-asiatiques sont actuellement en train de redécouvrir ce mouvement dans lesquelles elles veulent voir les prodromes de la lutte pour leur indépendance.

8. Peu connu de nos jours chez les peuples d'Asie centrale, Enver Pacha est, en revanche, présent dans la mémoire collective des habitants de Khowaling et de Koulab (nord du Tadjikistan) où il est mort à la suite d'un ultime combat contre l'Armée rouge. Suite à la signature d'un accord entre les présidents turc et tadjik, la dépouille d'Enver Pacha a été rapatriée solennellement à Istanbul en août 1996.

9. Cf. Paul Dumont, « L'axe Moscou-Ankara. Les relations turco-soviétiques de 1919 à 1922 », *Cahiers du Monde russe et soviétique*, XVIII (3), juillet-septembre 1977, pp. 165-193 URI : <http://dx.doi.org/10.3406/cmr.1977.1289> ainsi que « La fascination du bolchevisme Enver Pacha et le Parti des Soviets populaires 1919-1922 », *Cahiers du Monde russe et soviétique*, XVI (2), avril-juin 1975, pp. 141-166. URI : <http://dx.doi.org/10.3406/cmr.1975-1234>

10. Saban Çalis, "Pan-Turkism and Europeanism: a Note on Turkey's' Pro-German Neutrality ' during the Second World War", *Central Asian Survey*, n° 16, 1997, pp. 103-114. URI : <http://dx.doi.org/10.1080/02634939708400974>

11. Alparslan Türkeş est l'une des figures marquantes de la vie politique turque de ces dernières décennies. Sa mort en 1995 n'a pas réduit la combativité de son parti, qui partage actuellement le pouvoir avec le Parti de la Gauche Démocratique (DSP) de Bülent Ecevit et le Parti de la Mère Patrie (ANAP) de Mesut Yılmaz. Le MHP s'est tout de même restructuré après la mort de son fondateur en adoptant, sous l'impulsion de son nouveau chef Devlet Bahçeli, une ligne politique moins extrémiste.

12. Le président ouzbek Islam Karimov fait référence dans un de ses discours devant le *Oliy Majlis* (Parlement ouzbek) à ses nouveaux grand-frères. Voir Anthony Hyman, "Turkestan and Panturkism Visited", *Central Asian Survey*, 1997, n° 16, pp. 339-351.

13. Entrepris dans les années 1920-1930, le découpage administratif du Turkestan répondait à des impératifs plus politiques qu'historiques ou géographiques. Il fut ainsi fait qu'il créa, sur le territoire de chaque république, des minorités titulaires de la nationalité des républiques environnantes. Cf. l'article de fond de Daniel Balland, « Diviser l'indivisible : les frontières introuvables des républiques centre-asiatiques », *Hérodote*, 2^e trimestre 1997, n° 84, pp. 77-123. Des différends assez sérieux (provocations, fermetures temporaires d'axes de communication) opposent notamment aujourd'hui le Kazakhstan et l'Ouzbékistan sur le tracé de la frontière.

14. Un mémoire de DEA de géopolitique est en cours de préparation sur cette question par Shavkat Kholmuradov, sous la direction de Stéphane Yerasimos, Université Paris VII.

15. Minorité turque déportée du Caucase en Asie centrale par Staline en novembre 1944. Après les affrontements de 1989, le nombre de Meshkets (alors officiellement évalué à 70 000) a baissé en Ouzbékistan, la plupart ayant choisi de s'exiler en Russie ou en Turquie. Charles Urjewicz, « Pogroms en Ouzbékistan », *Hérodote*, n° 54-55, 4^e trimestre 1989, pp. 271-277.

16. Voir l'article sur la coopération culturelle et éducative entre la Turquie et l'Asie centrale, dans le même dossier.

17. Revue qui a disparu de la circulation, on peut encore la trouver chez certains bouquinistes de Tachkent.

18. Anthony Hyman, *art. cité*.

19. Conséquence de la suspicion qu'éprouve le régime en place pour le panturquisme, les mouvements d'opposition adhèrent à cette idéologie tout en rejetant l'étiquette panturquiste, l'effet péjoratif de la formule n'ayant pas disparu.

20. Islam Karimov, *Turkiston Umumiy Uyimiz* (Turkestan notre maison commune), Tachkent, 1994 et *Uzbekistan na poroge XXI veka : ugrozy bezopasnosti, uslovija i garantii progressa* (L'Ouzbékistan au seuil du 21^e siècle : menaces sur la sécurité, conditions et garanties du progrès), Tachkent, Uzbekistan, 1997. Dans ce dernier, on peut lire la phrase suivante : « Quoi qu'étant une composante historique et linguistique de la famille des nations *türk*, notre peuple a résolument rejeté les promesses du panturquisme et l'idée chauvine d'un grand Turan. Pour nous, le Turan est un symbole de l'unité culturelle mais non politique des nations turcophones de la région ».

21. Rappelons qu'un peu moins de la moitié de la population du Kazakhstan est encore russe (ou biélorusse, ukrainienne).
22. Mehmet Saray, *Rus İşgali Devrinde Osmanlı Devleti ile Türkistan Hanlıkları Arasındaki Siyasi Münasebetler* (1775-1875) (Les relations politiques entre l'Empire ottoman et les khanats du Turkestan à l'époque de l'occupation russe), Istanbul, I. Ü. Basımevi, 1990 ; Mustafa Budak, "Osmanlı-Özbek Siyasi Münasebetlerinin başlaması" (Le début des relations politiques ouzbéko-ottomanes), *Avrasya Etütleri*, hiver 1995-1996, vol. 2, n° 4, pp. 79-85.
23. Başbakanlık, *Osmanlı Devleti ile Kafkasya ve Kırım Hanlıkları Arasındaki Münasebetlere Dair Arşiv Belgeleri* (1687-1908 yılları arasında) (Les documents d'archives relatifs aux relations entre l'Empire ottoman, et les khanats du Caucase et de Crimée), Ankara, 1992.
24. S. Sami, "Buhara Hanlığı" (Le khanat de Boukhara), *Kamus Al A'lam-Dictionnaire Universel d'Histoire et de Géographie*, vol. II, Istanbul, 1889, p. 1250.
25. Arminius Vambéry, *History of Bokhara*, New York, Arno Press, 1973, pp. 19-34.
26. Eric Hobsbawm, *Nations and Nationalism*, Cambridge, Cambridge University Press, 1990, p. 49.
27. François Georgeon, « À la recherche d'une identité : le nationalisme turc », A. Gökalp (éd.), *La Turquie en transition : disparités-identités-pouvoirs*, Paris, 1986, pp. 142-143.
28. TC Başbakanlık Osmanlı Arşivi (Archives ottomanes, gouvernement de la République turque), İrade-i Hariciye, n° 15225 ; Yıldız Sadaret Hususi, dosya n° 386, sıra n° 97.
29. TC Başbakanlık Osmanlı Arşivi, Yıldız Sadaret Resmi Maruzat, n° 138/27.
30. Cengiz BEktaş, "Özbekler Tekkesi-I-II" (Le tekke des Ouzbeks), *Tarih ve Toplum*, n° 8-9, août 1984, septembre 1984, pp. 40-44, 38-43 ; Azmi Özcan, "Özbekler Tekkesi Postnişini", *Tarih ve Toplum*, n° 100, avril 1992, pp. 12-16.
31. Yahya Akyüz, *Türk Eğitim Tarihi* (Histoire de l'enseignement en Turquie), Istanbul, 1997, pp. 180-183.
32. Pour des informations plus détaillées sur le djadidisme et l'Usul-i djadid, cf. Begali Qasimov, "Jadidchilik", *Ozbek Tili va Ädäbiyatı*, n° 4, 1990, pp. 15-20 ; Stéphane A. Dudoignon, « La question scolaire à Boukhara et au Turkestan russe du premier renouveau à la soviétisation, fin du XVIII^e siècle-1937 », *Cahiers du Monde Russe*, XXXVII (1-2), janvier-juin 1996, pp. 133-210. URI : <http://dx.doi.org/10.3406/cmr.1996.2456>
33. Cafer Seydamet, *Gaspıralı İsmail Bey*, Istanbul, 1934 ; Begali Qasimov, *İsmailbek Gaspıralı*, Tachkent, 1992, Edward James Lazzerini, *Ismail Bey Gasprinski and Muslim Modernism in Russia 1878-1914*, thèse de doctorat non publiée, University of Washington, 1973.
34. Sırat-ı Müstakim, *Sebilürreşad, Türk Yurdu, Tearif-i Müslimin* ne sont que quelques exemples de titres.
35. Pour le texte original cf. *Buhara Ta'min-i Maarif Cemi'yet-i Hayriyyesinin Nizamname ve Hatt-i Hareketidir*, Istanbul H. 1327 ; Hélène Carrère d'Encausse, *Islam and the Russian Empire Reform and Revolution in Central Asia*, Londres, 1998, pp. 194-196.
36. Feyzulla Khodjaev, *K İstoriı Revolyutsii v Buxare* (Pour une histoire de la Révolution à Boukhara), Tachkent, 1926, pp. 19-24.
37. Fahrettin Erdoğan, *Türk Elllerinde Hatıralarım* (Mes souvenirs dans le monde turc), Ankara, ministère de la Culture, 1998 ; Adil Hikmet Bey, *Asya'da beş Türk* (Cinq Turcs en Asie), Istanbul, Ötüken, 1998 ; Ahmet Kemal Habibzade, *Çin Türkistanı Hatıraları* (Souvenirs du Turkestan chinois), Istanbul, Kitabevi, 1996 ; Timur Kocaoğlu, "Türkistan'da Türk Subayları I-XI" (Les officiers turcs au Turkestan I-XI), *Türk Dünyası Tarih Dergisi*, n° 1-11, 1987 ; Raci Çakıröz, *Çarlık ve Bolşevik Rusya'da* (Dans la Russie du Tsar et des Bolcheviks), Istanbul, 1990.
38. Baymirza Hayit, *Basmacılar Türkistan Milli Mücadele Tarihi 1917-1934* (Histoire de la lutte nationale des basmatchis au Turkestan 1917-1934), Ankara, Türk Diyanet Vakfı, 1997 ; Joseph A. Castagné, *Les Basmachis : Le mouvement national des indigènes d'Asie centrale*, Paris, Ernest Leroux, 1925.

39. Masayuki Yamauchi, *The Green Crescent under the Red Star: Enver Pasha in Soviet Russia 1919-1922*, Tokyo, 1991 ; şevket Süreyya Aydemir, *Makedonya'dan Orta Asya'ya Enver Paşa* (Enver Pacha de Macédoine en Asie centrale), Istanbul, Remzi, 1992 ; Ali Bademci, *1917-1934 Türkistan Milli İstiklal Hareketi ve Enver Paşa*, Istanbul, 1975.

40. Samiha Ayverdi, “Lenin’in Türklere Yardım Masalı” (La légende de l’aide apportée par Lénine aux Turcs), *Türk Dünyası Fikir Kültür Dergisi*, année V, n° 18, juillet-août-septembre 1970.

Les sommets de la turcophonie

Bertrand Buchwalter

- 1 Un bon moyen de mettre en évidence les à-coups puis les aggiornamenti de la politique de la Turquie en Asie centrale (la révision de ses ambitions aussi) est de dérouler le scénario des différents sommets de la turcophonie tenus depuis la dislocation de l'Union soviétique. Censés formaliser l'avènement d'un monde *türk* s'étendant, selon la formule de Süleyman Demirel, de l'Adriatique à la muraille de Chine et institutionnaliser une solidarité entre la Turquie et les cinq républiques turcophones ex-soviétiques, les six sommets réunis entre 1992 et 2000 ont surtout formé la caisse de résonance des tâtonnements d'une diplomatie turque bien mal préparée pour ce bouleversement géopolitique. Progressivement réduits à de simples enceintes déclaratoires dans lesquelles rien de vraiment concret ne s'est jamais décidé, ces conciles se sont invariablement conclus sur le plus petit dénominateur commun : l'affirmation de l'importance des liens culturels et historiques - sans que ce discours ne se prolonge dans un projet politique ou dans une institutionnalisation de cette proximité. Le rêve d'une institutionnalisation plus poussée, un temps formé par Ankara, s'est en effet évanoui devant les réticences des républiques turcophones, peu désireuses de se retrouver sous la coupe d'un nouveau « grand-frère ». Il n'est pas anodin de noter que ces réunions qui focalisaient, hier, l'attention de tous les observateurs prompts à y déceler les signes d'un panturquisme renaissant, passent aujourd'hui quasiment inaperçues. Prévues pour être annuelles, elles se sont d'ailleurs imperceptiblement espacées : octobre 1992 à Ankara, octobre 1994 à Istanbul, août 1995 à Bichkek, octobre 1996 à Tachkent, juin 1998 à Astana et avril 2000 à Bakou. Si l'on suit le fil rouge de ces sommets, autrement dit la question des pipelines et du réseau d'évacuation des richesses de la Caspienne et d'Asie centrale, on se rend aussi aisément compte que la Turquie n'est pas parvenue à réunir sur des projets concrets des pays par ailleurs opposés par des intérêts divergents ou même par des différends (on pense notamment au Turkménistan et à l'Azerbaïdjan).

Les sommets de 1992 et de 1994 : l'heure turque¹ ?

- 2 On a, à plusieurs reprises au cours de ce dossier, souligné l'importance des ambitions de la Turquie dans les années qui suivirent les indépendances des républiques turques, grossièrement entre début 1992 et 1994-1995. Il faut aussi rappeler l'ambiguïté du discours alors tenu par Ankara. Soucieux d'éviter les accusations de panturquisme et multipliant les déclarations apaisantes en direction de Moscou, les officiels turcs ont néanmoins cultivé, sur cette période, une certaine équivoque. La présence d'Alparslan Türkeş, leader du MHP, aux côtés de Süleyman Demirel (alors Premier ministre) lors de sa première visite en Asie centrale et en Azerbaïdjan en avril 1992, certaines déclarations de ce dernier évoquant une communauté des États *türk* pouvaient être interprétés comme autant de signes de cette ambivalence. L'assiduité des plus hauts personnages de l'État (qu'il s'agisse d'Özal, de Demirel ou de Çiller) aux conférences des peuples *türk* régulièrement organisées par Alparslan Türkeş dans la foulée des sommets (ce qui entretenait parfois la confusion) laissait la même impression. Avec le recul, ce caractère équivoque peut probablement être imputé à l'impréparation de la Turquie et de ses gouvernants. Cette impréparation marqua, d'ailleurs, la tenue du premier sommet, les 30 et 31 octobre 1992 à Ankara. Dans son discours d'ouverture, Turgut Özal évoqua la création d'un marché commun *türk* et d'une banque de commerce et d'investissement ainsi que la construction d'un pipeline reliant l'Asie centrale et l'Azerbaïdjan aux marchés mondiaux via la Turquie. Le président turc conclut son intervention en assurant que le XXI^e siècle serait *türk*. Les résultats furent, cependant, très en deçà de ces belles formules. Premier signe patent du hiatus entre les ambitions turques et la réalité : on eut très rapidement recours à des interprètes pour traduire les propos des uns et des autres. Aucune déclaration commune ne fut, par ailleurs, adoptée sur le conflit arméno-azerbaïdjanais du Haut-Karabagh. Quant aux présidents ouzbek et kazakh, ils écartèrent toute institution d'un mécanisme supranational. Dans les deux cas, l'ombre de Moscou était clairement perceptible. Seul résultat tangible : une déclaration (dite d'Ankara) aux contours plutôt vagues qui ne faisait pas mention des projets d'Özal et qui se bornait à affirmer la nécessité d'un renforcement des liens entre les six participants². Ce qui sonna un peu comme un camouflet pour Ankara.
- 3 Le deuxième sommet, maintes fois reporté³, se tint finalement à Istanbul le 19 octobre 1994. En dépit d'un contexte difficile⁴, le sommet fut, contrairement au premier, un succès. Il faut dire que les ambitions de la Turquie étaient beaucoup plus limitées. Pour éviter la déconvenue d'Ankara, un avant-projet de déclaration avait circulé parmi les participants. Elle mentionna, cette fois-ci, le conflit du Haut-Karabagh en réclamant l'application des résolutions votées par les Nations Unies et en rappelant le principe de l'intégrité territoriale de l'Azerbaïdjan. Bakou et Ankara pouvaient être satisfaits. Les dirigeants des républiques centre-asiatiques n'avaient, pourtant, rempli que le service minimum. Tout indique, en effet, que Demirel et Aliiev avaient milité, sans succès, pour imposer une formulation plus véhémente, désignant notamment l'Arménie comme l'agresseur. Un autre article de la déclaration revint sur l'épineux problème du pipeline. Là encore, on avait l'impression d'avoir avancé : le texte parlait d'un acheminement des ressources naturelles par la voie la plus courte et la plus économique, ce qui dans l'esprit de la plupart des observateurs voulait dire via la Turquie. Ceci dit, le président turkmène, Saparmurad Niazov, témoigna du malaise créé par la signature, à Bakou, d'un juteux accord pétrolier off-shore sans consultation

préalable de ses voisins, ce qui tempéra un peu l'optimisme alors affiché ici et là, notamment par des journalistes turcs qui n'hésitèrent pas à parler de l'apparition sur la scène internationale du T6⁵. Il est vrai que lors du sommet, les participants avaient envisagé l'hypothèse d'actions solidaires dans les organisations internationales mais on était bien loin d'une réelle institutionnalisation. Il n'en reste pas moins que le ton adopté lors de ce deuxième sommet était suffisamment assuré pour que la Russie réagisse assez vivement. Par l'entremise du porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Moscou mit en garde contre toute résurgence du panturquisme, indiquant que si la

« Russie n'était pas opposée à la tenue de réunions conformes aux règles internationales, elle ne masquait pas son inquiétude devant un sommet organisé sur fond ethnique et susceptible d'alimenter les conflits dans l'ex-Union soviétique ».

- 4 Joignant le geste à la parole, Eltsine convoqua en urgence un sommet de la CEI qui se réunit dans la foulée de la réunion d'Istanbul.

Fissures dans le bloc turcophone

- 5 Les trois sommets qui suivirent - Bichkek (premier sommet tenu en dehors de la Turquie), le 28 août 1995 ; Tachkent les 22-23 octobre 1996 (en marge des commémorations officielles et pleines de pompe du 660^e anniversaire de la naissance de Tamerlan) ; Astana (en marge de l'inauguration de la nouvelle capitale du Kazakhstan), le 9 juin 1998 - n'apportèrent guère de réelles avancées. Dans la veine de la réunion de 1994, on prononça beaucoup de discours, on vota quelques résolutions vagues concernant la lutte contre le terrorisme et le trafic de drogues, mais on se garda bien d'adopter des mesures concrètes. On n'enregistra, par ailleurs, aucun progrès sur la question du pipeline, à l'exclusion d'une affirmation de plus en plus évidente d'un axe Bakou-Ankara. La réunion de Tachkent décida de la création d'un secrétariat permanent pour appliquer les décisions prises lors des sommets et les préparer mais ce projet était encore bien loin de figurer une institutionnalisation ou l'embryon d'une communauté turque. Signe des lézardes grandissantes dans le bloc turcophone, on entendit à plusieurs reprises au cours de ces sommets certaines fausses notes. En 1995, à Bichkek, Karimov prévenait qu'il cesserait de participer à ces conciles s'ils « *continuaient à être si politisés* ». En 1998, il n'hésita pas, en marge du sommet d'Astana, à relativiser la solidarité que se devaient entre eux les peuples *türk*. Soulignant que les précédents sommets avaient été le théâtre de rivalités malsaines, Karimov indiqua qu'il devait y avoir des limites à l'unité du monde *türk*. Évoquant l'exemple des Ouïghours de la province chinoise du Xinjiang qui demandaient l'aide des États turcophones, Karimov suggéra qu'il n'entendait en aucun cas compromettre ses relations avec la Chine⁶.
- 6 Le sommet de Bakou, initialement prévu pour 1999⁷ puis reporté aux 8 et 9 avril 2000, devait encore plus clairement révéler les fissures et les divisions du bloc turcophone. Pire, la solidarité bon an mal an affichée jusque-là vola quasiment en éclats avec l'absence remarquable des présidents turkmène et ouzbek, seulement représentés par les présidents de leurs parlements respectifs. Fait sans précédent. Véritable soufflet même pour un président Demirel en fin de mandat qui avait fait un énième⁸ voyage à Achkhabad, fin mars, pour arrondir les angles entre l'Azerbaïdjan et le Turkménistan

qui se disputent la propriété de champs pétroliers off-shore et convaincre Niazov de se déplacer. À Tachkent, on assure que le président Karimov était malade. Ces deux absences révèlent, en vérité, deux réalités lourdes de menaces pour l'avenir du bloc turcophone : la nette détérioration des relations turco-ouzbèkes, d'une part, et l'impasse sur la question des pipelines d'autre part, que ce soit sur le projet de pipeline pétrolier Bakou-Tbilissi-Ceyhan ou sur le pipeline gazier trans-caspien. Depuis les six explosions du 16 février 1999 à Tachkent qui ont fait 16 morts et près de 100 blessés, les relations se sont, en effet, à nouveau beaucoup tendues entre la Turquie et l'Ouzbékistan. Le régime de Tachkent qui a profité de l'attentat pour reprendre brutalement en main son opposition toutes tendances confondues, a accusé la Turquie d'avoir joué un rôle dans sa préparation, en abritant sur son territoire des opposants notoires. Ankara a été déclaré coupable de vouloir déstabiliser le régime laïque ouzbek et les étudiants ouzbeks ont, comme en 1994, été rappelés au pays, les écoles turques fermées. Par l'entremise de la télévision ou de la presse⁹, Tachkent a adressé de très vives critiques à la Turquie et il est probable que les relations ouzbéko-turques soient désormais refroidies pour un certain temps d'autant que l'Ouzbékistan s'est, ces derniers temps, sensiblement rapproché de la Russie¹⁰. En ce qui concerne la construction des pipelines, le sommet de Bakou est aussi un véritable échec. D'un côté, l'absence de Niazov fragilise la concrétisation du pipeline trans-caspien devant acheminer vers 2001-2002 le gaz turkmène et azerbaïdjanais jusqu'à la Turquie via, encore une fois, la Géorgie. En plus du traditionnel différend entre Achkhabad et Bakou sur la Caspienne, le projet achoppe non seulement sur les conditions de rétribution des promoteurs du projet, les compagnies anglo- néerlandaise Shell et américaine PSG, mais aussi sur le partage, entre les deux pays, de la capacité dudit pipeline. Avouant qu'il doutait de la faisabilité du projet, Saparmurad Niazov a, par ailleurs, indiqué fin mars qu'il envisageait la construction d'un pipeline de 60 km entre Serakhs (Turkménistan) et Meched (Iran) d'une capacité de 50 millions de m³ par an. Le Turkménistan a aussi prévu d'augmenter l'exportation de gaz en direction de la Russie¹¹. Les très récents rappels à l'ordre de Washington qui entend distribuer les cartes du jeu dans la région ne semblent guère avoir ému à Achkhabad. D'un autre côté, les positions du Kazakhstan, refusant lors du sommet de garantir un volume de pétrole destiné à être acheminé par le pipeline Bakou-Tbilissi-Ceyhan, compromettent l'équilibre financier de cet autre pipeline de 1730 km (prévu pour 2004 à un coût de 2,3-3 milliards de \$) qui a besoin d'un volume de 20 millions de tonnes par an pour être rentable¹². Le Kazakhstan qui avait pourtant signé des accords en ce sens en marge du sommet de l'OSCE à Istanbul (novembre 1999) s'est déclaré sceptique à propos de la rentabilité économique de ce projet et a indiqué qu'il attendait le résultat d'autres prospections pétrolières pour se décider¹³. Tout indique, cependant, que Nazarbaev souhaite privilégier les voies d'évacuation russes (via Makhachkala au Daghestan et Novorossisk). Or, sans l'appoint kazakh, autant dire que le projet est condamné. La déclaration finale - testamentaire ? - de Demirel au sommet de Bakou, assurant que le XXI^e siècle serait « celui du renforcement des liens entre les nations turques » avait de quoi faire sourire alors que les tensions ne s'étaient jamais aussi clairement affichées. En fait, à y regarder de plus près, la question des pipelines est surtout un problème de coopération régionale : Ankara (et en sous-main Washington) ne sont pas réellement parvenus jusqu'ici à associer l'Azerbaïdjan et les pays d'Asie centrale dans un « projet caspien ».

- 7 Les sommets de la turcophonie montrent, en définitive, assez bien les limites de la solidarité et la fragilité des liens qui unissent eux entre les chaînons du monde *türk*. S'exprimant volontiers dans le domaine culturel, comme on le montre abondamment dans ce dossier, cette proximité déborde rarement sur d'authentiques initiatives politiques communes. Ses succès, la diplomatie turque les obtient plus dans le cadre de la coopération bilatérale qu'au cours de ces forums qui peinent à rassembler des pays aux visées et aux intérêts passablement divergents. Après l'échec retentissant du sommet de Bakou, on peut raisonnablement douter qu'il en sera autrement dans l'avenir.
-

NOTES

1. Pour les deux premiers sommets on peut consulter : Gareth Winrow, *Turkey in Post-Soviet Central Asia*, Londres, The Royal Institute of International Affairs, Londres 1995 ; les articles du *Monde*, 21 octobre 1994 et de *La Croix*, 25 octobre 1994, ainsi que l'article de Sami Kohen dans *Milliyet*, repris dans *Courrier International*, 3 novembre 1994.
2. Le président tadjik, Nabiev, invité par Ankara fut retenu à Douchanbé à cause de violents combats. La Turquie avait souhaité associer le Tadjikistan qui, quoique persanophone, avait vocation à se rapprocher du monde *türk* puisque appartenant lui aussi à l'islam hanéfite.
3. Prévu pour se tenir à Bakou en 1993, les événements (disparition de Turgut Özal, renversement par un coup d'État du « protégé » d'Ankara à Bakou, Aboulfaz Elchibey, en juin 1993 et arrivée au pouvoir de Gueïdar Aliev, *a priori* plus proche de Moscou) le retardèrent sensiblement. Reporté à janvier 1994, toujours à Bakou, il fut annulé deux jours avant la date prévue. Les présidents des républiques centre-asiatiques étaient réticents à ce que le sommet se tienne à Bakou, soucieux, en plein conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, de ne pas trop déplaire à Erevan (et à Moscou). Le Turkménistan venait, d'ailleurs, d'accepter de livrer du gaz à l'Arménie. Les divisions du monde *türk* commencent déjà alors à s'afficher clairement.
4. En plus du changement politique à Bakou (qui *a posteriori* n'affecta pas énormément les relations turco-azerbaïdjanaises - à ce sujet, cf. chronologie en fin de dossier), il faut mentionner le premier durcissement des relations entre l'Ouzbékistan et la Turquie. Tachkent reprochait à Ankara, comme aujourd'hui, d'accueillir des opposants (notamment Mohammed Solih, dirigeant du parti Erk) sur son territoire.
5. Cf. notamment Sami Kohen art. cité.
6. RFE/RL, "Karimov on Turkic unity", 9 juin 1998.
7. Le sommet devait se tenir en juin 1999 en même temps que la commémoration du 1300^e anniversaire de l'épopée *türk* de Dede Korkut. Il a notamment été reporté en raison de la mauvaise santé d'Aliev.
8. Depuis avril 1992, Süleyman Demirel s'est rendu à 21 reprises en Asie centrale et en Azerbaïdjan.
9. Un programme de la télévision ouzbèke a montré un reportage dans lequel un des accusés avouait avoir reçu de l'argent de Necmettin Erbakan. Un article publié le 6 juillet 1999 dans le quotidien *Ozbekiston Ovozi*, adoptait un ton particulièrement acerbe : « nous respectons le peuple turc frère... mais nous nous demandons néanmoins, même si ces mots peuvent paraître amers, quel est ce genre de pays qui permet qu'un acte terroriste contre un État frère soit organisé sur

son territoire (...) ». Pour une version complète de l'article, traduit en anglais, cf. BBC, 7 août 1999.

10. Tachkent qui s'était retiré début 1999 du traité de sécurité collective de la CEI (voté en 1992 à Tachkent), ce qui avait fortement déplu à Moscou (certains analystes ont d'ailleurs voulu voir la main de Moscou derrière les attentats du 16 février), s'en est depuis progressivement rapproché. Karimov soutient ainsi fermement Poutine dans l'« affaire tchéchène ». Les deux pays ont, par ailleurs, signé en décembre 1999 à Tachkent un traité bilatéral de coopération militaire. Cf. BBC, 12 décembre 1999.

11. Agence Interfax, 22 mars 2000.

12. Michael Lelyveld, "Caucasus/Central Asia: Turkic Summit Calls For Cooperation", *RFE/RL*, 13 avril 2000.

13. L'annonce de la découverte, le 10 mai, par le Premier ministre kazakh d'importantes réserves à l'est du champ offshore de Kashagan (cf. *RFE/RL Newslines* du 11 mai 2000), ne devrait guère changer les choses.

II. Dimensions culturelles

Coopération culturelle et éducative entre la Turquie et les républiques turcophones d'Asie centrale

Bayram Balci

- 1 À l'époque soviétique, le cloisonnement idéologique était tel que les contacts culturels entre les maillons du monde *türk* étaient, sinon inexistants, très rares. Les poètes et les écrivains d'Asie centrale turcophone étaient, ainsi, très peu connus en Turquie. De manière générale, l'intérêt pour les « Turcs de l'extérieur » (monde *türk* au sens large) s'exprimait surtout dans les colonnes des publications de droite, ouvertement panturquistes ou parfois plus modérées comme les revues *Türk Edebiyatı* ou *Dergâh*. Ces revues permettaient généralement à des exilés originaires du Turkestan (chinois ou soviétique) de publier leurs œuvres et de participer ainsi à la promotion de la littérature d'Asie centrale, mais elles n'avaient qu'une audience assez limitée¹. Les publications dites « de gauche » comme *Varlık* ou *Adam* accordaient, pour leur part, peu d'importance à la production centrasiatique². Cette situation n'a guère évolué depuis l'éclatement de l'URSS, puisqu'on est encore globalement aujourd'hui dans une configuration où les milieux conservateurs et religieux sont les principaux diffuseurs en Turquie de la littérature des pays du monde *türk*.
- 2 Le principal changement, cependant, des années 1990 en matière d'échanges culturels et éducatifs est l'irruption de l'État turc dans un domaine qui était jusque-là l'apanage quasi- exclusif de la droite associative. Afin d'affirmer son influence en Asie centrale, la Turquie a, en effet, accompagné la rhétorique « de la redécouverte des peuples frères » d'une authentique politique culturelle couvrant des champs aussi variés que l'enseignement ou que la codification d'une mémoire et d'un héritage communs.

1) La construction d'une représentation de la turcité

- 3 Dès le début des années 1990, l'histoire et la mémoire furent largement invoquées par les architectes de la politique turque en Asie centrale, comme si on entendait montrer,

à Ankara ou à Istanbul, que la Turquie ne cherchait pas dans cette région une rente stratégique mais qu'elle entendait seulement renouer des liens naturels. Linguistes et historiens furent donc sollicités pour construire ce qu'il serait loisible d'appeler une représentation de la turcité, autrement dit un maillage de signes et de symboles attestant l'unité du monde *türk*. Des épopées et des mythes fondateurs furent dépoussiérés et on ne négligea pas même les détails, comme l'illustre l'officialisation par les autorités turques de la fête du Nawrouz.

La portée politique du Nawrouz

- 4 Signifiant « nouvel an » en persan, le Nawrouz est une fête commémorée chaque année le 21 mars du calendrier chrétien, jour du printemps, dans les principaux pays de culture turco-persane. En Iran ou bien en Afghanistan, ce jour est une fête nationale depuis des siècles. En Asie centrale, à l'arrivée des Soviétiques, le Nawrouz fut interdit de peur qu'il ne serve les idées hostiles à la révolution. Ici ou là, comme en Ouzbékistan, par exemple, la fête se perpétua néanmoins de 1917 à 1991, surtout dans les campagnes, mais sans jamais vraiment déborder les limites de la sphère privée³. À partir de 1991-1992, récupérée partout par les nouveaux « récits nationaux », le Nawrouz entra dans le calendrier des fêtes officielles qu'on commémore en grande pompe chaque année avec des arrières-pensées très idéologiques. En Ouzbékistan, les *mahalla* (quartiers ou plus exactement *communautés de voisinage*) sont, ainsi, tenues de prendre part à l'organisation de la fête. La manière dont elle est organisée n'est, d'ailleurs, pas sans rappeler l'esprit des campagnes de propagande des années précédant l'indépendance : planification rigide, financement par le *khokhimiyat* (pouvoir local), compte-rendus au district, présence des séides locaux du président Karimov⁴.
- 5 En Turquie, le Nawrouz a connu une longue éclipse à partir de la proclamation de la République. Alors qu'à l'époque ottomane, le sultan accordait une réelle importance à cette célébration au cours de laquelle se déployaient toutes sortes de munificences, le Nawrouz n'a pas été intégré dans le bréviaire des fêtes républicaines par le kémalisme. Toujours plus ou moins discrètement célébré par les Bektachis ou par les Alévis, il effectua un retour populaire et sanglant dans les années 1980, c'est-à-dire à partir du moment où il fit l'objet d'une récupération par le PKK qui vit là un excellent moyen de mobiliser les Kurdes. Dès les débuts de son utilisation par la propagande kurde, cette fête fut marquée par de violents affrontements entre forces de l'ordre et manifestants. Symbole absolu de la cristallisation du séparatisme kurde, elle fut interdite par l'État turc, déterminé à étouffer cette expression de particularisme culturel.
- 6 Parce que cette fête est importante pour tous les peuples *türk* d'Asie centrale, mais aussi parce qu'elle permet chaque année au PKK de faire preuve de sa capacité de mobilisation, la Turquie opéra au début des années 1990 un revirement radical de politique. Les historiens turcs se sont d'abord mobilisés pour rappeler que le Nawrouz faisait partie des traditions turques depuis des millénaires. Certains comme Mahmut Tezcan sont allés jusqu'à dire que cette fête n'appartenait pas à la culture persane, mais qu'elle était *türk* depuis toujours⁵. Selon cet auteur, elle correspondrait au jour où les *Türk* sont sortis de l'*Ergenekon*, berceau mythique de la turcité⁶. Pour Mustafa Aksoy, excellent connaisseur de la question, la fête n'est ni turque ni iranienne, mais bien un mélange syncrétique des héritages culturels turcs et iraniens⁷. En fait, le Nawrouz, fête ni musulmane ni turque dont les origines remontent à une tradition de la civilisation

iranienne préislamique, est célébré dans tout le bassin turco-persan et même au-delà, jusqu'en Mongolie⁸.

- 7 Un temps confiné dans des cénacles d'intellectuels, ce débat a rapidement été récupéré par les autorités turques qui, pour des raisons de politique tant intérieure qu'extérieure, levèrent l'interdiction de cette fête. Elles allèrent même plus loin en faisant du Nawrouz une fête officielle. En Ouzbékistan, au Kazakhstan, Turkménistan et Kirghizstan, les ambassades, centres culturels et écoles turcs participent même désormais aux festivités de Nawrouz. Ce volte-face montre bien que sur les voies du rapprochement avec l'Asie centrale turcophone, la Turquie n'a pas hésité à manipuler les symboles.

Les contours mythiques de la turcité

- 8 La construction d'une « représentation de la turcité » ne s'arrête pas à ces quelques retouches. Elle passe aussi par la mise en exergue d'une histoire et d'une mémoire communes aux contours plutôt allégoriques. Légendes, épopées et mythes plus ou moins rancés ont ainsi été recyclés par la Turquie pour être intégrés dans un discours célébrant l'« unité » du monde *türk*. La parution du livre de Faruk Sümer (grand turcologue connu pour ses recherches sur les Oghuz, groupe ethno-linguistique *türk* auquel se rattachent les Azéris, les Turcs de Turquie et les Turkmènes) mérite, à cet égard, d'être signalée. Intitulé *Türk Cumhuriyetlerini Meydana Getiren Eller ve Türk Destanları* (Les bâtisseurs des Républiques turcophones et les gestes *türk*), il présente au lecteur les épopées de Manas, de Köroğlu, de Dede Korkut ou d'Alpamysh et connut à sa parution, en 1997, un important succès de librairie.
- 9 *Dede Korkut*, personnage légendaire qui compte beaucoup pour les Anatoliens, Azéris et Turkmènes, fait, par exemple, partie de ces « pères communs » dont la Turquie cherche à raviver la mémoire⁹. Ouvrages, séminaires, colloques et autres manifestations culturelles, populaires ou scientifiques qui célèbrent cet héritage commun reçoivent, dès lors, l'appui de la Turquie.
- 10 Au cœur de cette politique de rapprochement culturel, un personnage historique commun à tout le monde turc fait l'objet d'une attention particulière. Il s'agit d'Ahmet Yesevi¹⁰. Mystique du 12^e siècle et originaire du sud de l'actuel Kazakhstan, Yesevi est un homme de foi qui a beaucoup influencé les peuples *türk* de son temps. Fondateur d'un ordre mystique, la *yeseviyya*, plus tard absorbée par la *nakchibendiyya* avant de réapparaître au 19^e siècle, cet homme est considéré comme un demi-dieu par certains croyants en Asie centrale. Sa littérature, belle et rigoureuse, fut interdite pendant toute la période soviétique. Il fallut ainsi attendre la vague des indépendances pour la redécouvrir. Depuis 1991, on a, en Ouzbékistan post-soviétique, consacré beaucoup de livres et de manifestations scientifiques diverses à l'homme ou même à l'influence de son œuvre sur les mœurs¹¹. Il devient un nouveau héros. Les Kazakhs, quant à eux, transforment sa modeste tombe en un grand lieu de pèlerinage grâce à l'appui de la Turquie. La création d'une université¹² portant son nom au Kazakhstan, l'organisation de plusieurs conférences internationales et l'édition de ses poèmes (*hikmetler*) constituent les principales mesures prises en vue de l'intégration de la « variable yesevi » dans la politique centrasiatique de la Turquie. Ceci dit, il importe de noter que si ces récits ou héros fondateurs sont redécouverts en Turquie comme les linéaments de quelque chose qui s'appellerait la turcité, il en va tout autrement dans les

républiques d'Asie centrale, plus promptes à les « nationaliser ». À Tachkent, Achkhabad ou Bichkek, on raisonne, ainsi, plus en termes de culture nationale que d'héritage commun.

2) Une politique intégrationniste de coopération linguistique et littéraire

- 11 La langue fut, d'emblée, l'un des principaux leviers de la politique turque en Asie centrale. Peu de temps après les indépendances, la parenté entre les différentes langues turques semblait pouvoir figurer une aire *türk*, dotée d'une identité forte. Comme les historiens ou les critiques littéraires, les linguistes turcs furent largement mobilisés. La tâche était de taille : il fallait composer des dictionnaires, des grammaires et surtout codifier un alphabet commun pour les langues centre-asiatiques toutes transcrites en cyrillique depuis les années 1940.
- 12 La recherche d'un alphabet commun
- 13 Lorsqu'on parle de langues turques, il ne faut pas s'y tromper ; cette dénomination occulte en réalité une grande diversité. On distingue, ainsi, de façon schématique quatre sous-groupes parmi les langues turques :
 - celui du sud-ouest (oghuz) inclut l'azéri, le gagaouze, le turc de Crimée, le turc de Turquie et le turkmène (du Turkménistan et d'Iran)
 - celui du nord-ouest (groupe *kiptchak*) comprend le bachkir, le karaïm, le karakalpak, le kazakh, le kirghize, le tatar de Kazan, etc.
 - celui du sud-est (*tchagataï*) rassemble principalement l'ouïghour et l'ouzbek.
 - celui du nord-est (groupe *sibérien* de l'Altaï), ne concernant pas notre sujet limité à la Turquie et à l'Asie centrale, englobe surtout le tувинien et le khakas¹³.
- 14 L'intercompréhension entre des locuteurs d'un même sous-groupe est plus ou moins possible mais devient très compliquée quand on passe de l'un à l'autre. Par exemple, un Turc d'Istanbul qui se rend à Bakou et à Achkhabad saura s'y faire comprendre, même s'il éprouvera plus de difficulté avec un Turkmène qu'avec un Azéri. En revanche, s'il se rend à Almaty ou Bichkek (groupe *kiptchak*), il sera obligé d'avoir recours à un interprète, à moins qu'il ne se rende uniquement au marché de la ville, où les marchands kazakhs ou kirghizes comptent de la même manière que dans les échoppes du Grand Bazar d'Istanbul.
- 15 Le rêve d'une langue littéraire commune à tous les peuples *türk* de la Sibérie, de l'Asie centrale, du Caucase et de l'Anatolie s'est toujours nourri de cette connexité linguistique. Ce rêve aura d'abord été celui d'intellectuels tatars de Kazan ou de Crimée, désireux d'opposer, à la fin du 19^e siècle, un front uni à l'impérialisme tsariste. İsmail Gaspralı (Gasprinski), Tatar de Crimée, proposait ainsi dans son journal *Tercüman* d'unifier les langues *türk* en élaborant un parler commun, plutôt marqué par la variante d'Istanbul. À la même époque, Ilminsky, orientaliste célèbre qui avait l'oreille du tsar, proposait de doter chaque dialecte *türk* d'une grammaire spécifique. Pour des raisons essentiellement politiques, c'est Ilminsky qui l'emporta sur Gaspralı. Ainsi, au lieu d'une unification qui aurait renforcé le monde *türk* contre le monde slave, le pouvoir tsariste favorisa la diversification des langues turques, diversification encore accentuée quelques dizaines d'années plus tard avec la soviétisation de l'Asie centrale, divisée en plusieurs républiques dotées d'autant de langues nationales différenciées.

- 16 La question de l'intégration des langues turques refit son apparition après la disparition de l'URSS, surtout en Turquie. Rêvant un temps d'une langue commune, les Turcs incitèrent leurs partenaires d'Asie centrale à adopter l'alphabet latin¹⁴. En fait, un peu dans la veine des projets initiés par les réformateurs turco-tatars un siècle auparavant, les linguistes turcs s'étaient attelés dès le début des années 1990 à la création d'un alphabet commun à toutes les langues *türk*. Pour réaliser ce programme, une organisation appelée TÜRKSOY, *Türk Kültür ve Sanatları Ortak Yönetimi* (Organisation d'Administration Commune de la Culture et des Arts Türk) avait même été mise sur pied à la suite d'un accord entre les principaux ministres de la Culture et de l'Éducation des États turcophones (les quatre d'Asie centrale, la Turquie et l'Azerbaïdjan)¹⁵. Dirigé par Ahmet Bican Ercilasun, le responsable de la très officielle *Türk Dil Kurumu* (Fondation de la langue turque, institution prestigieuse créée par Atatürk pendant son règne réformiste) et impliquant de nombreuses institutions (dont l'Université de Marmara), le projet aboutit à l'adoption d'un alphabet commun *türk* de 34 lettres latines¹⁶. L'éventail étant assez large, il permettait en principe l'expression et la transcription de toutes les langues *türk*¹⁷. L'idée des concepteurs du projet était que chaque État puisse puiser ce qui lui convenait dans cet alphabet. Les linguistes turcs n'attendaient pas de leurs partenaires centrasiatiques qu'ils l'adoptent tel quel mais plutôt qu'ils s'en inspirent pour mener à bien leurs réformes linguistiques¹⁸.
- 17 Le résultat obtenu est plutôt mitigé. Azéris (dès décembre 1991), Tatars de Crimée et Karakalpaks¹⁹ adoptèrent un alphabet latin conforme au *Ortak Türk Alfabesi* (alphabet turc commun). En revanche, en Asie centrale, les deux États - Ouzbékistan (en septembre 1994) et Turkménistan (avril 1993)²⁰ - qui ont latinisé leur transcription ne se sont pas référés aux propositions des Turcs. Quelques lettres diffèrent, notamment, en turkmène. Animé par une logique de différenciation, Achkhabad a, en effet, adopté le signe de la livre anglaise pour le son « J » (le son « je » en français). L'ouzbek a, pour des raisons de commodité, adopté un alphabet capable d'être transcrit avec n'importe quel clavier international en excluant les signes trop particuliers. Le projet proposé par les Turcs n'a donc pas obtenu l'adhésion unanime des centrasiatiques mais les débats linguistiques n'étant pas totalement clos, rien n'exclut son utilisation dans les années à venir.

La coopération littéraire

- 18 La fabrication d'une « représentation de la turcité » passe aussi par une intégration des littératures en langues *türk*, vaste projet auquel se sont attelées nombre d'organisations de Turquie, plus ou moins soutenues par des associations similaires dans l'aire *türk*. La plus grande initiative en vue d'une intégration culturelle fut celle du *Atatürk Yüksek Kurumu* (Haut Conseil Atatürk) qui, par l'intermédiaire d'une de ses branches, l'*Atatürk Kültür Merkezi* (Centre Culturel Atatürk) a conçu un Projet de littérature du monde *türk*, dont l'un des objectifs avoués est de tendre à une unification de la culture de tous les États turcophones²¹. Mis en œuvre en 1995, ce projet s'attache d'abord à la compilation d'œuvres littéraires sous forme d'encyclopédies²².
- 19 Histoire de la littérature du monde *türk* : les auteurs ont l'ambition de répertorier toutes les grandes œuvres représentatives du monde *türk* « des origines » - le projet n'a pas arrêté de date de départ - « jusqu'à nos jours ». Procédant par ordre chronologique,

le travail prévoit de rassembler toute la production dans 13 volumes d'environ 600 pages chacun.

- **Encyclopédie des personnalités littéraires du monde *türk*** : ce projet bibliographique de tous les écrivains et poètes de langue *türk* obéit à un ordre alphabétique des noms. Cette encyclopédie devrait se composer de 5 volumes de 600 pages.
 - **Dictionnaire encyclopédique de tous les concepts et termes de la littérature du monde *türk*** : ce dictionnaire doit faire un inventaire de toutes les notions fondamentales les plus utilisées dans la littérature des différents États turcophones, contemporains ou passés. Ce travail sera condensé dans 4 volumes de 600 pages.
 - **Anthologie des idées et des styles de la littérature du monde *türk*** : il s'agit de réunir en 8 volumes de 600 pages une présentation de tous les styles littéraires et des idées.
- 20 Les promoteurs de ce projet prévoient de diffuser ces encyclopédies dans l'ensemble du monde *türk*. Rédigé en turc (et bientôt en ouzbek, azéri et kazakh), ce travail a pour ambition de fournir des ouvrages de référence aux nouveaux programmes scolaires. En Turquie, on a déjà commencé à sensibiliser écoliers et étudiants à la richesse de la littérature *türk*. En revanche, en Asie centrale, en l'état actuel des choses, l'introduction de ces œuvres dans les programmes n'est pas acquise. Les Ministères de l'éducation nationale des différentes républiques sont, en effet, avant tout soucieux de concevoir des 'programmes nationaux'.
- 21 De manière moins grandiose mais sans doute plus réaliste, les Turcs travaillent déjà à présenter la littérature de chacune des républiques centrasiatiques en Turquie. Les œuvres des écrivains kazakhs Abaï et Oljas Suleïmanov, du kirghize Tchinguiz Aïtmatov, l'épopée *Manas* bien sûr, mais aussi les livres des turkmènes Makhtumkuli et Hudaynazarov et enfin des ouzbeks Abdurrrauf Fitrat²³ et Abdullah Kadiri²⁴ se trouvent désormais, en traduction, sur les étagères des librairies d'Istanbul. Les penseurs *djadids* sont, eux aussi, depuis quelques années étudiés en Turquie. À l'inverse, on constate une méconnaissance générale des auteurs turcs en Asie centrale. Pendant la période soviétique, seuls les auteurs communistes étaient autorisés à être traduits et diffusés. On lisait donc surtout Nâzım Hikmet, poète communiste turc mort à Moscou en 1963 ou Aziz Nesin dont une pièce de théâtre était encore jouée récemment au théâtre Navoi de Tachkent. Depuis la fin de l'URSS, ils sentent, néanmoins, un peu le soufre et n'ont guère été remplacés par d'autres écrivains de Turquie.
- 22 Soulignons enfin la sortie prochaine d'un manuel d'histoire du monde *türk*, préparé par le Ministère turc de l'Éducation nationale et destiné à être utilisé dans toutes les républiques turcophones. Là aussi, on peut émettre des doutes sur sa capacité à franchir le seuil des écoles d'Asie centrale, surtout celles d'Ouzbékistan²⁵. Mais le fait que de telles initiatives existent montre sans doute que certains milieux croient en Turquie au succès de la coopération avec le monde *türk*. En définitive, c'est surtout dans le domaine de l'éducation que la politique turque connaît ses plus grands succès.

3) La coopération éducative : forces et enjeux²⁶

Échange d'étudiants et ouverture d'écoles publiques

- 23 Prendre part à la formation des futures élites de l'Asie centrale post-soviétique : tel est le pari de la politique consistant à accueillir des milliers d'étudiants du monde *türk* dans les universités de Turquie. Lancée en 1992-93, l'idée voit sa première concrétisation

grâce à une série d'accords au niveau ministériel entre la Turquie et les nouvelles républiques d'Asie centrale²⁷. Appelé « Projet 10 000 étudiants du monde *türk* », le programme évalue chaque année le nombre d'étudiants par pays susceptibles d'être accueillis dans les universités turques.

Nombre d'étudiants inscrits dans les universités turques en 1996/97²⁸

Azerbaïdjan	1793
Kazakhstan	1178
Kirghizstan	804
Ouzbékistan	438
Turkménistan	226
Le reste des communautés <i>türk</i> d'Asie	1710
Pays balkaniques	1396
Total	9545

- ²⁴ Ce tableau n'est qu'un instantané car les chiffres évoluent chaque année en fonction des diplômés, du renouvellement ou non des contrats, des abandons d'étudiants²⁹, etc. Il s'agit, ainsi, d'un formidable thermomètre des relations qu'entretiennent ces États avec la Turquie. Remarquons d'emblée que les pays qui envoient le plus d'étudiants en Turquie sont l'Azerbaïdjan et le Kazakhstan. Les bonnes relations politiques qu'entretient la Turquie avec ces États expliquent en partie leur bonne volonté. L'Ouzbékistan, le pays le plus peuplé d'Asie centrale, envoie de moins en moins d'étudiants en Turquie, à cause de la détérioration de ses relations politiques avec Ankara. Alors qu'il y avait 438 étudiants ouzbeks en 1996-97, leur nombre a chuté à 12 en janvier 2000, au lendemain de la crise politique entre les deux pays³⁰. Les étudiants turkmènes sont, pour leur part, de plus en plus nombreux à venir en Turquie. En janvier 2000, ils étaient plus de 1800 à suivre des études dans les universités turques³¹. Les pays balkaniques envoient, eux aussi, de plus en plus d'étudiants.

Quotas réservés à chaque république pour l'année universitaire 97/98³²

Azerbaïdjan	175
Kazakhstan	175
Kirghizstan	175
Ouzbékistan	175
Turkménistan	175
Le reste des communautés <i>türk</i> d'Asie	500

Pays balkaniques	300
Total	1675

- 25 Le quota de 500 étudiants affecté aux communautés *türk* d'Asie concerne essentiellement les populations turcophones de la Fédération de Russie et du Caucase. Ankara entend ainsi renforcer les liens avec ces populations qui, bien que sujets de la Fédération russe, ne vivent pas moins généralement dans des républiques qui disposent d'une très large autonomie.
- 26 Les matières les plus prisées par les étudiants sont les disciplines techniques, commerce international, mathématiques, chimie, physique et informatique. Les disciplines littéraires ne sont pas négligées pour autant puisque le développement de la turcologie est l'un des soucis des autorités turques conscientes des plus-values symboliques que cette dernière peut apporter.

Nombre d'étudiants turcs inscrits dans les universités centrasiatiques en 1996/97³³

Azerbaïdjan	27
Kazakhstan	12
Kirghizstan	34
Ouzbékistan	103
Turkménistan	36
Autre	6
Total	218

- 27 Le nombre de Turcs inscrits dans les universités centrasiatiques est en hausse ces dernières années même s'il reste globalement faible. Paradoxalement, la Turquie envoie plus d'étudiants dans les pays qui en envoient le moins. Le cas de l'Ouzbékistan est assez révélateur, puisqu'il reçoit beaucoup d'étudiants de Turquie.
- 28 Les accords signés entre la Turquie et les républiques d'Asie centrale permettent aux Turcs d'ouvrir des établissements d'enseignement dans les républiques indépendantes. Nombre d'écoles primaires, centres linguistiques, lycées et universités furent ainsi inaugurés par des personnalités turques lors de visites officielles en Asie centrale. Des lycées dits *Anadolu Koleji* (lycées à caractère scientifique de très bonne réputation) ont été créés par la République turque qui délègue la gestion de ces établissements à l'Ambassade ou, plus exactement, à l'attaché linguistique. Ce dernier est un véritable ministre dans son pays de mutation. Plus actif que son collègue attaché culturel - il a plus de travail que lui -, il doit superviser de nombreux dossiers, qu'il s'agisse des échanges d'étudiants, des écoles turques ou des universités créées sur place³⁴.

Établissements d'enseignement ouverts par les autorités turques en Asie centrale, en 1997/98³⁵

Azerbaïdjan	2
Kazakhstan	1
Kirghizstan	3
Ouzbékistan	8 *
Turkménistan	3
Tadjikistan	1
Total	18

***LE GOUVERNEMENT OUZBEK VIENT DE FERMER TOUTES LES ÉCOLES PUBLIQUES TURQUES PRÉSENTES EN OUZBÉKISTAN. LE MOTIF EST TOUJOURS LE MÊME : LES RELATIONS POLITIQUES SE SONT DÉTÉRIORÉES ENTRE LES DEUX PAYS.**

- 29 Ne donnant pas le détail des établissements, ce tableau exige quelques précisions supplémentaires. Au Kazakhstan, les statistiques font, en fait, référence à l'unique centre de langue turque créé par l'Ambassade. L'université turco-kazakhe répond à une autre logique. Sa gestion est plus complexe. On reviendra donc sur ce point plus longuement. La politique turque au Kazakhstan consiste surtout à envoyer des professeurs dans des établissements kazakhs³⁶. Au Kirghizstan et au Turkménistan, l'État turc a créé des lycées professionnels en réponse à une demande d'enseignement pratique de la part de ces deux États.

La coopération universitaire : principal vecteur de diffusion de discours « turcique » de la Turquie

- 30 La coopération universitaire occupe une place non négligeable dans la stratégie turque d'ouverture vers l'Asie centrale. Outre la création d'un « conseil universitaire » à l'échelon du monde *türk*, qui donne lieu à des rencontres régulières entre universitaires des deux côtés, la Turquie a financé la création de deux universités d'État, l'une au Kazakhstan et l'autre au Kirghizstan.
- 31 L'université turco-kazakhe Ahmet Yesevi mérite un développement particulier pour différentes raisons³⁷. Comme son nom le laisse deviner, elle est dédiée à ce mystique *türk* du 12^e siècle, qui, comme indiqué précédemment, tient une place très importante dans le patrimoine culturel de pratiquement tous les peuples *türk*, notamment Anatoliens, Turkmènes, Kazakhs et Ouzbeks. L'université exploite à l'extrême cette mémoire « commune » du mysticisme de Yesevi. Construite en plein milieu de la steppe, en bordure de la ville historique de Turkestan, patrie d'Ahmet Yesevi et berceau de la *yeseviyya*, l'université impressionne avant tout par sa taille : plus de 300 hectares lui ont été cédés par les autorités kazakhes. Un projet d'agrandissement du campus est même à l'étude et permettra l'augmentation de la capacité d'accueil qui dépasse déjà les 10 000 étudiants. Affichant un caractère *türk* au sens global du terme, elle veut attirer des étudiants de l'ensemble des États turcophones même si, à l'heure actuelle,

plus de 90 % des inscrits sont originaires du Kazakhstan. Les étudiants venus de Turquie constituent une minorité (environ 500), mais les administrateurs assurent que leur part va augmenter dans les années à venir³⁸. La direction est mixte, moitié kazakhe, moitié turque. L'université est très marquée par le charisme de Namık Kemal Zeybek³⁹, ancien ministre de la Culture et proche de l'ancien président turc Süleyman Demirel.

- 32 Les matières enseignées vont de l'histoire et de la philologie à la médecine et au tourisme. D'autres villes voisines comme Tchimkent et Kentau accueillent des annexes de l'université. Les Turcs ont tendance à privilégier les sciences humaines, la turcologie et l'histoire notamment, mais leurs partenaires kazakhs sont obligés de tenir compte des consignes du gouvernement qui imposent une nette priorité aux matières scientifiques.
- 33 L'objectif de l'université est de « former les jeunes de la République de Turquie, de la République du Kazakhstan et des autres républiques et communautés *türk* sous un même toit dans l'optique de la conscience *türk* (*Türklük bilinci*) et selon les normes de l'enseignement international moderne »⁴⁰. Dans la pratique, cela passe par l'enseignement du turc de Turquie aux jeunes kazakhs, par la sensibilisation à l'histoire commune, aux mouvements d'idées, à la géographie et à l'actualité politique... du monde *türk*. Les élèves venus de Turquie apprennent le kazakh et le russe - qui constituent avec le turc les trois langues d'enseignement. Le règlement exige que chaque étudiant diplômé soit en mesure de parler couramment le turc et le kazakh⁴¹.
- 34 Si cette université est souvent considérée comme un laboratoire de la turcité par les Turcs, les Kazakhs ont en revanche tendance à la considérer avant tout comme un établissement kazakh. Il s'agit, en effet, de la plus grande université du sud du pays et elle est particulièrement importante pour un régime en panne de symboles⁴². Région en crise, le sud du Kazakhstan pourrait être redynamisé grâce à cette université, pense-t-on du côté kazakh. L'idéal turkiste est donc moins fort chez les Kazakhs que chez leurs partenaires turcs. Ces derniers font une lecture *türk* de Yesevi tandis que celle de leurs partenaires est nationale et kazakhe⁴³. En Turquie, cet établissement est parfois critiqué pour son coût excessif. On estime que de telles dépenses n'auraient pas dû se faire dans le désert qu'est la région de Turkestan-Chimkent. Ses défenseurs rétorquent que c'est le lieu qui est très important. Hautement symbolique, la région de naissance de Yesevi peut, assurent-ils, à nouveau être un centre de rayonnement de la turcité.

L'université Manas au Kirghizstan

- 35 Le choix du nom de cette université n'est pas neutre. Faisant référence à la grande geste kirghize *Manas*, dont le millénaire fut très officiellement fêté en 1995, cette université créée en collaboration avec la Turquie ressemble à celle de la ville kazakhe de Turkestan.
- 36 Inaugurée le 13 novembre 1998 lors de la visite officielle du président Süleyman Demirel au Kirghizstan, elle est cependant d'une taille beaucoup plus modeste puisque pour l'année universitaire 1997-1998, on y dénombrait à peine 500 étudiants - ce chiffre étant appelé à augmenter dans les années à venir⁴⁴.
- 37 L'esprit qui anime cette université est le même que celui qui règne à Turkestan. La turcité est clairement placée au cœur de la mission pédagogique et idéologique de cet établissement. La lecture de la charte fait penser à celle de l'université Ahmet Yesevi⁴⁵. D'autres structures d'enseignement supérieur existent, évidemment, dans la capitale

Bichkek, qui compte même deux autres universités étrangères, une russo-kirghize et une autre américaine. Le directeur de cette dernière, John Clarks, parfaitement turcophone pour avoir été volontaire des *peace corps*⁴⁶ en Turquie dans les années 1970, juge positivement cet établissement qu'il qualifie cependant de moins dynamique que l'université privée turque, *Ala Taou*.⁴⁷

- 38 Il est encore trop tôt pour mesurer l'impact réel de cette université et sa portée politique. Les premiers diplômés ne sortiront qu'en 2003 ou 2004 mais tout porte à croire qu'elle sera fréquentée par une jeunesse désireuse d'une ouverture sur le monde extérieur⁴⁸.
- 39 Les efforts déployés par la Turquie pour la diffusion du turc de Turquie en Asie centrale ne se limitent pas à l'école. La télévision occupe une place importante dans la politique culturelle et linguistique de la Turquie.

Avrasya : la dimension audiovisuelle de la diffusion du turc de Turquie en Asie centrale

- 40 Soucieuse de ne pas se laisser distancer sur le marché international des télécommunications, la Turquie avait en fait, bien avant l'indépendance des républiques centre-asiatiques, manifesté son intérêt pour une présence turque sur les ondes. Le lancement par la fusée Ariane du satellite turc de communication *Türksat* - originellement prévu pour la communauté turque d'Europe occidentale - rendit possible la diffusion de deux chaînes de télévision (*Avrasya* et *TRT International*). Ces deux canaux se partagent le temps d'antenne accordé à la Turquie par les États d'Asie centrale⁴⁹. Les accords signés diffèrent légèrement en fonction du pays et mesurent assez fidèlement l'intérêt et l'ouverture des uns et des autres à la culture turque. Par exemple, le Turkménistan a demandé plus d'heures d'émission que l'Ouzbékistan, le Kazakhstan plus que le Kirghizstan.
- 41 Le contenu pose problème. Certains voudraient qu'*Avrasya* diffuse uniquement des informations sur le monde *türk*⁵⁰, car elle est au service de la turcité et doit permettre aux différents peuples *türk* de mieux se connaître. La littérature, l'histoire et la géographie de chacun des États font ainsi l'objet de la majeure partie des programmes. La prépondérance de la Turquie, sans être explicitement mise en avant, est cependant partout sous-jacente, que ce soit dans la nature des émissions ou bien dans la langue utilisée - le turc de Turquie. Un projet initial prévoyait d'utiliser sur cette chaîne une langue turque simplifiée, capable d'être comprise par les centrasiatiques. Abandonné, il réapparaît de temps en temps dans les colonnes de la presse turque⁵¹.
- 42 Il est difficile de mesurer la popularité ou l'impopularité de la chaîne en Asie centrale. Une chose est sûre, tout le monde connaît son existence. Les intellectuels la regardent et la comprennent un peu. Le quidam a tendance à lui préférer les chaînes russes ou nationales plus familières et plus proches. Mais cela ne permet pas de dire que le projet *Avrasya* est un échec. Au contraire, avec cette chaîne de télévision, la turcophonie et la turcité disposent d'un canal de diffusion non négligeable.
- 43 L'une des principales caractéristiques de la politique culturelle turque en Asie centrale consiste à multiplier et à « épaissir » les points communs entre la Turquie et les « républiques sœurs », par le biais notamment de l'éducation et de la formation des nouvelles élites. Marquée dès le départ par un fort « anatolocentrisme », cette politique

cherche néanmoins depuis quelques années à tenir davantage compte de la diversité et de la complexité des sociétés centrasiatiques. Le but ultime de cette politique est de parvenir à forger une turcité commune dans laquelle se reconnaîtraient tous les peuples turciques. Mais force est de constater qu'après dix ans d'échanges culturels entre les États turcophones, la dichotomie demeure entière entre la conception turque de la turcité et celle des peuples d'Asie centrale. Si la première est intégrationniste, les secondes sont exclusivistes et cherchent avant tout à renforcer les nouvelles entités nationales. La conciliation des deux approches suppose une entente politique entre tous les États concernés, mais cette dernière se fait toujours autant désirer.

« Aujourd'hui, l'Union Soviétique est notre amie, notre voisine et notre alliée. Nous avons besoin de cette amitié. Mais personne ne peut aujourd'hui prévoir ce qui se passera demain. Cette Union, comme l'Empire ottoman, comme l'Autriche-Hongrie, peut se fragmenter. Les nations qu'elle détient aujourd'hui peuvent lui échapper un jour. Le monde peut parvenir à un nouvel équilibre. Ce jour-là, la Turquie doit savoir ce qu'elle a à faire. Nous avons des frères qui vivent sous l'administration de cet allié. Ces frères ont la même foi et la même croyance que nous. Nous devons être prêts à les soutenir (sahip çıkmak). Être prêt ne signifie pas se taire et attendre ce jour-là. Il faut se préparer. Comment les nations se préparent-elles à cela ? En conservant des ponts culturels vivants. La langue est un pont, l'histoire est un pont. Nous devons plonger dans notre passé et nous unir dans ce passé commun brisé par les événements. Nous ne pouvons pas attendre qu'ils (les Turcs de l'extérieur) s'approchent de nous. Nous devons aller de nous-mêmes vers eux »⁵²

- 44 Attribuée à Mustafa Kemal Atatürk qui l'aurait prononcée lors de son discours marquant le dixième anniversaire de la fondation de la République turque, en 1933, cette longue citation, dont le caractère reconstruit est plus qu'apparent, a une valeur biblique pour la plupart des expatriés turcs travaillant en Asie centrale, notamment pour les professeurs de langue et pour les diplomates envoyés dans la région pour souder leur pays à ces jeunes « États frères ». En dépit du paradoxe - car c'est finalement, aussi un peu au nom du kémalisme que la Turquie s'est toujours tenue à distance de l'Asie centrale - les idées de Mustafa Kemal occupent une place non négligeable dans la stratégie de séduction des républiques turcophones.

La promotion des idées d'Atatürk en Asie centrale

- 45 Il existe de nombreux modes de diffusion des idées d'Atatürk en Asie centrale. À Bichkek, une fondation portant le nom d'Atatürk a été créée à partir de 1996 et installée dans le même local que les bureaux de la représentation de TIKA. Selon le responsable de cette fondation, Asan Ormusev, homme d'une quarantaine d'années et auteur d'une biographie du président Akaev, les objectifs de la fondation sont multiples. Grâce à ses conférences, à ses séminaires et à sa bibliothèque, elle entend d'abord diffuser les grandes idées d'Atatürk en permettant à la population de se documenter sur le personnage⁵³ Un buste d'Atatürk a été érigé dans un grand parc de la capitale kirghize à la suite d'une initiative commune de la fondation et de l'ambassade de Turquie.
- 46 Au Turkménistan, une statue grandeur nature d'Atatürk trône au milieu d'un parc public, en plein centre-ville, en face de l'ambassade de Turquie. Le parc, aménagé par une société turque, a été inauguré par Süleyman Demirel lors d'une visite officielle à Achkhabad, en novembre 1998. Au Turkménistan, plus que dans les autres républiques, l'image du fondateur de la Turquie se diffuse aisément, et le président Saparmurad

Niyazov s'est même inspiré du nom d'Atatürk pour s'autoproclamer *Türkmenbachi*. Les milieux diplomatiques occidentaux présents dans la capitale turkmène affirment qu'il envisageait même de se faire attribuer le nom de Atatürkmen. Il a finalement préféré le titre de « chef des Turkmènes » à celui de père.

La place du discours kémaliste dans la politique turque en Asie centrale

- 47 Les établissements d'enseignement turcs présents en Asie centrale jouent aussi un rôle important dans la diffusion de l'*Atatürkçülük* (littéralement, en français, Atatürkisme). Ainsi, l'université Ahmet Yesevi a organisé, en octobre 1999, une conférence internationale sur le père fondateur de la République turque, ses idées et le caractère actuel de ses réformes. Réunissant plus de 50 conférenciers venant du monde entier, cette conférence cherchait à démontrer le caractère universel du modèle kémaliste. Des universitaires du monde arabe invités à cette conférence ont rappelé l'influence du kémalisme sur les élites nationales de leurs pays au lendemain des décolonisations.
- 48 En Ouzbékistan, cette mission a d'abord été accomplie par les écoles privées turques qui firent paraître en ouzbek un livre sur la vie d'Atatürk, ses idées et sa perception par les grands hommes politiques de son temps. Ces écoles gérées par les *fethullahçı* (du nom de Fethullah Gülen, leader d'un mouvement d'obédience nourdjou) font ainsi d'une pierre deux coups. En payant leur écot aux idées laïques de Mustafa Kemal⁵⁴, ils rassurent à la fois les autorités turques et le président Karimov qui se sont toujours méfiés d'eux⁵⁵. Karimov comme Niyazov avouaient, en effet, au lendemain des indépendances leur admiration pour les idées kémalistes. Depuis les choses ont changé : leurs idées sont fondamentalement les mêmes mais ils ne s'inscrivent plus dans sa filiation.
- 49 Ce qui est intéressant dans cette construction d'un discours kémaliste à destination de l'Asie centrale, c'est d'abord la volonté de réconcilier un héritage kémaliste originellement très fermé, voire hostile à toute solidarité avec les *Diş Türkler*, avec la nouvelle géographie des possibles (l'ouverture à l'Asie centrale). Cela tient un peu, à l'examen, du grand écart mais cela avait l'avantage de rassurer tout le monde à bon compte. Cela permettait à la fois à la Turquie de désarmer les critiques sur un éventuel resurgissement du panturquisme et de proposer à l'Asie centrale un modèle politique moderniste et laïque⁵⁶. Si le modèle kémaliste parut, un temps, séduire les nouveaux régimes, cela ne dura que l'espace d'un instant. Les indépendances désormais consolidées, ces derniers préférèrent plutôt parler en termes de modèles nationaux.

Le journal *Zaman* en Asie centrale

Unique périodique turc présent dans les quatre coins du monde (Europe, Australie, Amérique), *Zaman* constitue un des piliers de la présence turque en Asie centrale où il est édité dans chaque capitale, sauf à Tachkent, depuis 1992/1993. Porte-parole des Nourdjous (*Nurcu*) et de leur leader, Fethullah Gülen, il défend en Asie centrale la même cause qu'en Turquie, mais de façon beaucoup plus subtile.

Un journal turc de dimension internationale

En Turquie, le premier numéro de *Zaman* a paru le 3 novembre 1986, à l'initiative d'un groupe d'intellectuels conservateurs partagés entre l'adhésion à la ligne politique du Parti de l'Ordre National de Necmettin Erbakan et le positionnement dans la mouvance de Fethullah Gülen, personnalité religieuse nourdjou très en vue

dès cette époque. Après une longue période de tergiversations, la direction du quotidien a choisi de suivre la mouvance de Fethullah Gülen, devenu depuis, en quelque sorte, le président d'honneur du journal. Le directeur général en est Hüseyin Gülerce, un homme connu pour sa fidélité à la communauté nourdjou. Depuis le début des années 90, *Zaman* affiche ouvertement ses convictions. Le chef de la communauté nourdjou trouve ici -et dans l'hebdomadaire *Aksiyon*- une tribune exceptionnelle. Des figures éminentes du mouvement y occupent des postes clés (Latif Erdoğan, İsmail Büyükçelebi et Fehmi Kori, tous trois principaux responsables de la publication).

Le journal occupe une place importante dans la presse en Turquie où il se signale par un tirage quotidien d'environ 300 000 exemplaires, chiffre qui le place dans la bonne moyenne des grands quotidiens populaires du pays. Faisant une large place aux débats et à des analyses approfondies de l'actualité, *Zaman* donne l'image d'un quotidien sérieux, mené par des professionnels du journalisme moderne. Édité aussi dans quelques-unes des principales villes de province (Adana, Erzurum, Izmir et Istanbul), il bénéficie d'une bonne diffusion à travers tout le pays.

Dès le départ, les dirigeants du journal ont cherché à doter celui-ci d'une stature internationale en mettant en place, dans divers pays (notamment aux États Unis, en Allemagne, aux Pays-Bas et en Roumanie), des éditions locales. Celles-ci utilisent généralement la langue vernaculaire, sauf en Allemagne et aux États-Unis où le lectorat se compose surtout d'expatriés turcs. L'Allemagne, avec ses quatre millions d'immigrés, constitue pour le journal un marché particulièrement important.

Publié en Asie centrale, *Zaman* est également présent en Azerbaïdjan (5 fois par semaine, tirage : 7 300 exemplaires), ainsi qu'en Bachkirie et au Tatarstan, avec pour chacune de ces républiques un tirage de 3000 à 3400 exemplaires. Le journal ne dispose pas d'édition moscovite, mais un correspondant permanent qui travaille avec ses collègues de Oufa et de Kazan et informe les lecteurs du *Zaman*, à travers le monde entier, sur les développements de l'actualité en Russie.

Zaman en Asie centrale turcophone

Suivant une logique d'implantation caractéristique des nourdjous, les représentants de la communauté de Fethullah Gülen arrivent en Asie centrale dès 1991-1992 pour évaluer les besoins des nouveaux États. En l'espace de quelques mois, grâce à des contacts noués avec des journalistes sur place, des bureaux sont créés à Almaty, Bichkek, Achkhabad et Tachkent où l'aventure du *Zaman* sera de courte durée puisque la crise politique qui éclate entre la Turquie et l'Ouzbékistan en 1994 a pour conséquence directe la fermeture du quotidien.

Zaman Kazakhstan propose une édition hebdomadaire comme la plupart des journaux du pays. Tiré à plus de 15 000 exemplaires (il avait commencé à moins de 10 000) et rédigé en turc, kazakh et russe, il a réussi en peu de temps à se faire une place dans la presse écrite du Kazakhstan même si on ne peut pas le comparer à des journaux comme *Panorama*, *Egemen Kazakistan* ou *Karavan*, ce dernier étant soutenu par de grands milieux financiers de l'ancienne capitale, Almaty. La communauté turque expatriée et les Kazakhs qui travaillent dans les entreprises turques constituent l'essentiel de son lectorat. Il vit grâce aux nombreuses firmes turques (restauration, construction, commerce) dont il assure la publicité et qu'il contribue à faire connaître à travers l'ensemble du pays⁵⁷.

Zaman Kirghizstan bénéficie d'une situation comparable. Avec un tirage de plus de 10 000 exemplaires, il est loin de pouvoir concurrencer des journaux kirghizes de langue russe comme le *Vecherniy Bichkek*. Ses pages en turc, kirghize et russe lui attirent un lectorat diversifié, même s'il est surtout destiné au monde de la coopération économique et éducative turco-kirghize. Par le biais des lycées turcs, présents dans chaque ville importante, il parvient à toucher tout le territoire.

Zaman Turkménistan regroupe, dans ses locaux d'Achkhabad, 4 journalistes turcs permanents et une quinzaine de Turkmènes. L'hebdomadaire compte parmi les meilleurs d'un pays où la situation de la presse est problématique depuis l'indépendance. Tiré à 16 000 exemplaires, il est avant tout le reflet du dynamisme de la présence turque dans une capitale au paysage urbain complètement transformé par les entreprises turques.

Une des missions que la direction de *Zaman* assigne à ses représentations en Asie centrale est de jouer un rôle de passerelle entre la Turquie⁵⁸ et l'Asie centrale. Il est fréquent de trouver dans les colonnes des *Zaman* publiés dans les républiques centrasiatiques des reportages sur la Turquie ou des articles historiques sur les grands intellectuels turcs, l'Empire ottoman, la société turque, etc. L'utilisation de trois langues -turc, langue vernaculaire et russe- parfois d'une quatrième, l'anglais, permet de toucher tous les lectorats et toutes les communautés ethniques. Le journal occupe une place très importante dans la vie des Turcs expatriés en Asie centrale où lycées, entreprises et même ambassades composent avec un organe dont les journalistes se considèrent comme les représentants de la Turquie, un pays qu'ils entendent servir⁵⁹ en diffusant sa langue et ses « idées », en l'occurrence celles de la communauté de Fethullah Gülen.

Zaman joue un rôle non négligeable dans le développement d'une sphère d'influence turque en Asie centrale. Sa présence dans le paysage médiatique de ces pays peut aider à long terme à un réel rapprochement entre les langues turciques, à tel point que certains de ses journalistes le comparent déjà au *Tercüman*, le journal de Gaspıralı, qui était lu au début du siècle d'Istanbul à Kachgar.

NOTES

1. Les émigrés originaires du Caucase ou d'Asie centrale, installés en Turquie à partir de la russification puis de la soviétisation de ces territoires, jouèrent un rôle fondamental dans la diffusion des œuvres des écrivains turkestanais ou caucasiens turcophones. Pour une liste quasi-complète des publications de ces émigrés, voir Lowell Bezanis, "Soviet Muslim Emigrés in the Republic of Turkey", *Central Asian Survey*, n° 13, 1994, pp. 59-180. URI : <http://dx.doi.org/10.1080/02634939408400852>

2. Timour Muhidine, « Les relations culturelles entre la Turquie et l'Asie centrale turcophone », *Anka*, n° 22/23, 1994, pp. 113-121.

3. İstıy Kuckartaev, "Özbekistanda Nevruz Bayramı" (La fête de Nawrouz en Ouzbékistan), *Türk Yurdu*, 1995, dossier spécial, pp. 90-95

4. E. Kh. Arifkhanova, "Rol' Mahalli v vozrojdenii nacional'nyx tradicii uzbekskogo naroda" (le rôle de la Mahalla dans la renaissance des traditions nationales du peuple ouzbek), *Obchestvennye Nauki v Uzbekistane*, juillet 1998, pp. 24-30. Pour le Tadjikistan, on peut se reporter à la contribution d'Ali Athar, "Nawruz in Tadjikistan, Ritual or Politics?", dans le livre édité par T. Atabaki et J. O'Kane, *Post Soviet Central Asia*, Londres, Tauris Academic Studies, 1998, pp. 231-247.
5. Mahmut Tezcan, "Türk Coşkusunun Simgesi Nevruz" (Nevruz, symbole de la joie turque), *Türk Dünyası*, numéro spécial sur Nawrouz, pp. 26-29.
6. La légende de l'Ergenekon est, en fait, partagée par plusieurs traditions. L'Ergenekon est ainsi, semble-t-il, d'abord mentionné dans le récit des origines des Mongols. C'est le nom d'une plaine entourée de montagnes qui aurait servi de refuge à deux princes mongols et à leurs femmes pourchassés par les Tatars. Au bout de quatre cents ans, leurs descendants devinrent nombreux et parvinrent à en sortir en faisant fondre, sur le conseil d'un forgeron, un flanc de montagne. Ces éléments sont essentiellement extraits de l'article de P. N. Boratav dans *l'Encyclopédie de l'Islam*, 2^e édition, Leyde & Paris, J. Brill et G. -P. Maisonneuve & Larose, 1965, tome 3, p. 726. Pour une version turque de la légende, on peut se reporter au livre de Fuad Köprülü, *Türk Edebiyatı Tarihi* (Histoire de la littérature turque), Istanbul, 1926.
7. Mustafa Aksoy, "Kültür Sosyolojisi Açısından Nevruz Kavramı" (la fête du d'un point de vue de sociologie culturelle), *Yeni Türkiye*, juin 1997, tome 2, 1997, pp. 447-462. URL : <http://www.j-humansciences.com/ojs/index.php/IJHS/article/download/82/80>
8. Également interdit en Mongolie pendant les années de sujétion au communisme, le Nawruz est de nouveau fêté et chômé à partir de 1990. Françoise Aubin, « Renouveau gengiskhanide et nationalisme dans la Mongolie postcommunisme », *CEMOTI*, juillet-décembre 1993, pp. 137-203. URL : <http://cemoti.revues.org/310>
9. Üçler Bulduk, "Dede Korkut Destanlarında Ortak Kültür Unsuru Olarak Yaşatılan Coğrafya" (La géographie entretenue comme élément de culture commune dans les gestes de Dede Korkut), *Yeni Türkiye*, n° 15, 1997, pp. 466-470.
10. Pour une approche de la philosophie de Yesevi, voir l'excellent ouvrage de Fuad Köprülü, *Türk Edebiyatında ilk Mutasavvıflar* (Les premiers mystiques dans la littérature turque), Ankara, Milli Eğitim Bakanlığı, 1992. Une lecture critique de ce livre a paru dans la revue *Diyanet Vakfı*, en septembre 1993.
11. Sur la place que prend Yesevi dans la vie socio-culturelle des Ouzbeks, voir Mahmud Hasaniy, Ahmad Yassavi, *Divani Hikmatlar*, Toshkent, Ghafur Ghulam Namidagi Nashriyat-Matbaa Birlashmasi, 1992, 208 p.
12. Sur l'université Ahmet Yesevi, voir Bayram Balcı, « Ahmet Yesevi, le mausolée et l'université », *CEMOTI*, n° 27, 2000, pp. 313-328. URL : <http://cemoti.revues.org/671>
13. György Hazai, « La question linguistique dans le monde turc actuel », *CEMOTI*, n° 14, 1992, pp. 5-15 URL : <http://cemoti.revues.org/340> et Louis Bazin, « Les peuples turcophones en Eurasie : un cas majeur d'expansion ethnolinguistique », *Hérodote*, n° 42, 3^e trimestre 1986, pp. 75-108.
14. Rappelons-nous que toutes les langues *türk* de l'ex-URSS se transcrivaient en cyrillique. Des alphabets latins avaient remplacé les caractères arabes dans les années 1920 mais dès les années 1940, on assista à une cyrillisation généralisée. En 1990 (et même, dans une certaine mesure, aujourd'hui encore) la langue de communication entre peuples *türk* de l'ex-espace soviétique est le russe !
15. Les principaux objectifs de l'organisation sont, sans porter atteinte à l'intégrité territoriale et à la souveraineté des États membres, de travailler de conserve pour faciliter les échanges culturels entre les États turcophones, de soutenir la recherche scientifique sur la langue *türk*, de la défendre sur le plan international... et de travailler à la création d'un alphabet commun, prélude à une langue commune. La charte fut signée le 12 juillet 1993 mais les travaux avaient déjà commencé en Turquie. TÜRKSOY, financée par l'État et des organismes privés, fut à l'origine

de plusieurs initiatives de dimension internationale comme la représentation de la langue turque à Expolangues, exposition internationale des langues, tenue à Paris en février 1996.

16. Pour un aperçu et une présentation de cet alphabet, voir Ahmet Bican Ercilasun, *Örneklerle Bugünkü Türk Alfabeleri*, (Les alphabets turcs contemporains à travers des exemples), Ankara, Kültür Bakanlığı, 1997 (réédité plusieurs fois).

17. Pour une lecture critique de cet alphabet, voir Ertuğrul Yaman, "Türk Dünyasında Dil Birliği" (Unité linguistique dans le monde *türk*), *Yeni Türkiye*, n° 15, 1997, pp. 199-206.

18. Entretien avec Alâettin Korkmaz, Conseiller Culturel près l'Ambassade de Turquie au Kazakhstan, Almaty, avril 1998. M. Korkmaz a travaillé dans l'entourage du Ministre de la culture, notamment dans la section « monde *türk* ».

19. Peuple turcophone vivant dans la République autonome du Karakalpakstan au sein de la République d'Ouzbékistan. Leur langue est à mi-chemin du kazakh et de l'ouzbek

20. Ahmet Bilan Ercilasun, "Tarihten Geleceğe Türk Dili" (La Langue Turque d'hier à aujourd'hui), *Yeni Türkiye*, n° 15, 1997, pp. 187-191.

21. Dursun Dağasan, "Türk Dünyası Edebiyatı Projesi ve 1997 Taşkent Toplantısı" (Le projet de littérature du monde *türk* et la réunion de Tachkent de 1997), *Bilge*, n° 14, 1994, pp. 10-12.

22. Pour une analyse de ces sous-projets, voir Sadık Tural, "Türk Dünyasında Bütünleşmenin Araştırmasında bir Araç : Edebiyat Projesi", *Yeni Türkiye*, n° 15, 1997, pp. 471-475.

23. Abdurrauf Fitrat est un poète djadid très apprécié en Turquie. Ayant vécu à Istanbul au début du 20^e siècle, il fait partie des Djadids influencés par le mouvement des idées des Jeunes Turcs. Il joua un rôle de premier plan dans le mouvement des Jeunes Boukhares avant la soviétisation de l'Asie centrale.

24. Ötken Künler était le seul roman de Kadiri traduit de l'ouzbek en turc. L'indépendance de l'Ouzbékistan a permis la diffusion en Turquie de ses autres romans.

25. Entretien avec Ahmet Sevgi, attaché linguistique près l'Ambassade de Turquie à Tachkent, juillet 1998.

26. Pour un bilan détaillé des échanges éducatifs entre la Turquie et les républiques turcophones, voir le rapport établi par le ministère de l'Éducation nationale, *Cumhuriyetin 75'inci Yıl Dönümünde Türk Cumhuriyetleri Türk ve Akraba Toplulukları ile Eğitim İlişkilerimiz*, Ankara, Milli Eğitim Bakanlığı Yayınları, 1998, 143 p.

27. Les accords ont été signés lors de la Conférence des ministres de l'Éducation nationale des États turcophones, entre le 18 et 23 mai 1992 à Ankara. La seconde conférence a eu lieu à Bichkek, du 29 septembre au 3 octobre 1992. Voir Köksal Toptan, "Türk Dünyasında Eğitim" (L'instruction dans le monde *türk*), *Yeni Türkiye*, n° 14, 1997, pp. 693-695.

28. Mehmet Sağlam, "Türk Cumhuriyetleri ile Eğitim İlişkilerimiz ", *Yeni Türkiye*, n° 14, 1997, pp. 683-684.

29. Ceux-ci seraient non négligeables et dus, semble-t-il, au montant trop faible des bourses octroyées par la Turquie.

30. La crise a éclaté en été 1999 quand les autorités ouzbèkes ont constaté que deux des personnes soupçonnées d'avoir participé aux attentats du 16 février 1999 qui ont secoué toute la capitale ouzbèke se trouvaient en Turquie. Les négociations pour leur extradition sont allées à un rythme qui déplut aux autorités ouzbèkes dont la réaction fut de fermer certaines écoles turques en Ouzbékistan et de procéder au rapatriement des étudiants ouzbeks inscrits en Turquie.

31. Entretien avec le responsable des relations extérieures du ministère de l'Éducation nationale turque, section coopération avec l'étranger. Un bilan de la coopération, sur le point d'être achevé, montre une baisse générale du nombre d'étudiants inscrits en Turquie. Les diplômés n'ont pas tous été remplacés.

32. Mehmet Sağlam, *art. cité*

33. *ibidem*.

34. Divers entretiens avec Ahmet Sevgi, attaché linguistique près l'Ambassade de Turquie à Tachkent.
35. Mehmet Sağlam, *art. cité*.
36. Entretien avec Atilla Erbil, attaché linguistique près l'Ambassade de Turquie au Kazakhstan, Almaty, avril 1998.
37. Bayram Balcı, « Ahmet Yesevi, le mausolée et l'université », *art. cité*.
38. Trois missions ont été effectuées dans cette université durant lesquelles plusieurs professeurs, étudiants et administrateurs ont été rencontrés.
39. Namık Kemal Zeybek se dit disciple d'Ahmet Yesevi et donc de la confrérie *yeseviyya*. Ses idées sont cependant très proches de la synthèse turco-islamique.
40. Article II de la Charte de l'université.
41. En réalité tous les diplômés ne sont pas bilingues en sortant de l'université, mais l'établissement est à peine structuré. Une chose est sûre cependant, tous les étudiants qui viennent de Turquie apprennent le kazakh et le russe, conditions sine qua non pour la poursuite de leur scolarité.
42. Pour un exposé des motivations kazakhes pour la création de cette université, notamment pour les différents vœux exprimés par les officiels, dont le Président Nursultan Nazarbaev, voir *Bes Jil Bes Jeles* (Cinq ans, cinq obstacles), livre de présentation de l'université paru à Almaty, Almaty Rauan, 1996, 141 p.
43. Entretien avec Mustafa Koç, professeur d'histoire à l'université Ahmet Yesevi, Turkestan, avril 1998.
44. Entretien avec Osman Çiğdem, professeur de turc à l'université Manas, Bichkek, avril 1999.
45. Voir Genç Manas (Le jeune Manas), revue de présentation de l'université.
46. Jeunes volontaires américains répartis dans le monde entier pour contribuer au développement économique de leur pays d'affectation (et servir accessoirement d'« yeux et d'oreilles » au Département américain). De nos jours, l'institution des peace corps a des représentants partout, en Afrique, en Asie et même en Europe.
47. Entretien avec John Clarks, recteur de l'université américaine de Bichkek, le 21 avril 1999.
48. L'université est payante mais les tarifs n'étaient pas encore fixés lors de la mission.
49. Stéphane de Tapia, « Türksat et les républiques turcophones de l'ex-URSS », *CEMOTI*, n° 20, 1995, pp. 399-413. URL : <http://cemoti.revues.org/199>
50. C'est le cas de Namık Kemal Zeybek, père de l'idée d'une chaîne turque pour l'Asie centrale.
51. Voir Enes Cansever, *Zaman*, 25 juin 1995.
52. L'authenticité de cette citation est plus que douteuse. Les discours d'Atatürk édités avant la dislocation de l'Union soviétique n'y font pas référence, en tout cas pas en ma connaissance. Je prie le lecteur qui trouverait ce discours dans une publication antérieure à 1989 de m'en informer.
53. Entretien avec Asan Ormusev, président de la fondation, Bichkek, 29 avril 1998.
54. Ces lycées accrochent dans leur entrée le fameux *Atatürk köşesi* (le tabloïde Atatürk), un tableau qui présente en texte et en images la vie et les réformes de Mustafa Kemal.
55. Les *fethullahçı* sont, cependant, depuis un certain temps inquiétés en Ouzbékistan. Leurs écoles - comme toutes les écoles turques - ont été fermées.
56. Point qui ne pouvait que faire plaisir au Département d'État américain obnubilé par les risques d'un basculement de la région dans l'orbe iranienne.
57. Entretien avec Adem Yılmaz, directeur de Zaman Kazakhstan, Almaty 21 avril 1998.
58. Entretien avec Mustafa Gerek, Zaman Kirghizstan, Bichkek, 30 janvier 1998.
59. Entretien avec Mirza Çetinkaya, Zaman Turkménistan, Achkhabad, 7 novembre 1998.

III. Dimensions religieuses

État, islam et laïcité en Asie centrale

Habiba Fathi

- 1 Coupé du monde musulman pendant plus de soixante-dix ans, l'islam centrasiatique se développe avec une vitalité originale. Émergeant sur le champ public à la faveur des indépendances, il se trouve désormais réintégré à l'ensemble de la communauté musulmane. Mais cette réintégration a favorisé la pénétration d'idées religieuses extérieures, et il est donc naturellement traversé par divers courants de pensée allant du traditionalisme au radicalisme. Les dirigeants centrasiatiques sont non seulement confrontés à la nécessité de relever des défis nés de l'éclatement de l'empire soviétique, mais aussi ceux du renouveau islamique propre à tout le *Dâr-al-Islâm*.
- 2 En Asie centrale, l'apparition de cinq États indépendants comptant une communauté musulmane de 40 millions d'âmes¹, pose le traditionnel problème de la laïcité en islam². Bien que l'héritage historique légué par le soviétisme en matière de sécularisation n'ait pas été remis en cause, les dirigeants centrasiatiques se sont cependant référés au modèle de laïcité instauré par Atatürk³. Si ce modèle se révèle particulièrement pertinent pour ces jeunes États centrasiatiques, on aurait sans doute tort d'y voir une quelconque percée de la Turquie, l'une des puissances régionales les plus actives dans la région, qui, depuis 1991, cherche à étendre son influence sur ce nouvel espace géostratégique.
- 3 D'une manière générale, les mécanismes de laïcisation de la société récemment mis en œuvre par les dirigeants centrasiatiques sont le résultat d'une combinaison entre un modèle d'inspiration extérieure et des formes de recomposition intérieure. C'est parce qu'ils sont alarmés par le développement de divers courants islamistes, appelés *wahhabi*⁴, qui agitent toute la région depuis la fin des années 80, que ces dirigeants ont été amenés à produire un nouvel espace de laïcité. Il convient de souligner qu'il n'y a pas d'équivalent du concept de laïcité dans les langues centrasiatiques, qui ont emprunté au russe la plupart des mots du domaine politique, comme le terme « sécularisation ». Mais, dans la langue arabe, on ne trouve pas non plus de synonyme de ce terme, qui est le plus souvent traduit dans une acception moderne par le mot « *'ilmâniyya* » (le profane).
- 4 Les questions qui nous intéressent donc ici sont les suivantes : comment se définit la laïcité dans ces jeunes États indépendants ? Que signifie-t-elle et, enfin, comment

s'exprime-t-elle ? Ces questions ne prétendent nullement fournir des éléments de définition, mais visent plutôt à une réflexion où l'accent sera mis sur les rapports qu'entretiennent État et religion dans l'espace post-soviétique.

Rappel historique

- 5 Dès sa création dans les années 20, l'ancienne Union soviétique accorda une place de premier plan au concept de laïcité pour des raisons idéologiques évidentes. Les Bolcheviks adoptèrent ainsi un projet de modernisation visant à l'instauration d'un pouvoir législatif autonome, au service d'un État moderne, dégagé des contraintes des sociétés dites traditionnelles. Dès 1918, Lénine adopta un décret sur la séparation de l'Eglise et de l'État, et un an plus tard, il fixa les principes de la propagande antireligieuse afin d'extirper « les survivances du passé ». Cependant, les premières mesures visant à détruire les bases juridiques de l'islam⁵ ne furent prises qu'à partir de 1924, après la fin de la guerre civile. Les *waqf* - biens de mainmorte publics ou privés -, les tribunaux coutumiers et chariatiques, ainsi que les établissements scolaires (*maktab* et *madrasa*) furent, en effet, supprimés. Puis, à partir de 1928, on déclencha une campagne de fermeture des mosquées qui, pour la plupart, furent détruites ou transformées en musées de l'athéisme, cinémas, entrepôts, etc. Parallèlement, les obligations religieuses des croyants (*zakât*, jeûne, pèlerinage à La Mecque, etc.) furent interdites, ainsi que les caractères arabes qui furent remplacés d'abord par les caractères latins, puis cyrilliques dans le cadre de la politique de consolidation des langues nationales et littéraires d'Asie centrale. L'ancienne Union soviétique se vantait ainsi d'être une patrie laïque, le marxisme-léninisme étant la seule « religion / idéologie » tolérée et l'athéisme militant un de ses dogmes.
- 6 En 1942, pour s'assurer le concours de la population dans l'effort de guerre, Staline fit d'importantes concessions aux diverses religions du pays en créant un Conseil aux affaires religieuses, qui autorisa à son tour la création d'une *Direction spirituelle des musulmans* (DSM) d'Asie centrale et du Kazakhstan basée à Tachkent. Celle-ci était officiellement chargée de venir en aide aux croyants en leur offrant la possibilité d'étudier dans les deux seules *madrasa* de toute la région : celle de *Mir-i-Arab* à Boukhara, et celle de *l'Imam al-Bukhari* à Tachkent, en Ouzbékistan. Cependant, seule une poignée de personnes pouvait être formée à la théologie et effectuer le pèlerinage à La Mecque, notamment les dignitaires religieux qui étaient chargés de représenter les intérêts de l'URSS dans le monde arabe⁶.
- 7 Toute activité religieuse pratiquée en dehors de cette administration « officielle » était ainsi considérée comme illégale. Mais loin d'être réduit à une religion marginale, l'islam a su se maintenir d'une manière clandestine, grâce notamment à l'activité de mollahs se réclamant du soufisme⁷. La majorité des individus s'adressaient en effet à des mollahs, tant hommes que femmes (*âtân/otin*)⁸, dits « parallèles » ou encore « auto désignés », pour effectuer les divers rites de mariage (*nikâh*), de deuil (*zanâze*), de circoncision et de lecture du Coran à l'occasion des fêtes musulmanes, du jeûne du mois de Ramadan, etc.
- 8 Alors que les propagandistes antireligieux annonçaient le déclin de la religion, on assista au contraire, au réveil de l'islam à la fin des années 80. Celui-ci fut également favorisé par la politique de M. Gorbatchev, qui fit voter un nouveau texte de loi sur « la liberté de croyance ».

- 9 Pour la première fois depuis 1917, un décret protégeait les croyants de toute confession, ce qui permit à de nombreux musulmans de sortir de l'ombre et de pratiquer ainsi leur religion dans l'espace public.
- 10 Sous la *perestroïka*, la vie religieuse a été essentiellement caractérisée par deux phénomènes. Le premier est lié à l'augmentation du nombre de mosquées, *madrasa*, centres ou instituts d'études religieuses, facilitée par la réouverture d'anciens édifices religieux. Parallèlement, on assista à la construction de nouvelles mosquées et *madrasa*, financées par diverses puissances islamiques rivales (Turquie, Arabie Saoudite, Pakistan, Iran, etc.). Si, en 1986, le nombre des mosquées « officielles » dans toute l'Asie centrale et le Kazakhstan était estimé à 250, en 1990, après avoir encouragé la légalisation des mosquées clandestines, leur nombre a atteint 5000, selon la DSM de Russie⁹. De même, durant cette même année, le Kazakhstan a décidé de se dégager de la traditionnelle tutelle religieuse exercée par Tachkent en créant sa propre *Direction spirituelle des musulmans*, à Alma-Ata. Par la suite, en particulier après les indépendances, les trois pays ont suivi cet exemple.
- 11 Le deuxième phénomène observé sous la *perestroïka* est lié à la politisation de l'islam. De nombreux musulmans, tant en Russie qu'en Asie centrale, furent séduits par les idées extrémistes venues du monde extérieur musulman. Un certain nombre de dignitaires religieux « officiels », en particulier ouzbeks et tadjiks, ont également été touchés par cette politisation. En 1990, à Astrakhan, ces islamistes, à la fois opposés aux communistes et au pouvoir des Directions spirituelles, ont créé un parti islamique, le Parti de la renaissance islamique (PRI), regroupant tous les musulmans de l'Union soviétique, quelle que soit leur appartenance ethnique. Si ce parti disposait d'une existence légale, conformément à une loi russe sur les associations publiques, il avait trois branches régionales divisées géographiquement : une dans la partie européenne de la Russie et de la Sibérie (Tatars), une autre au Caucase, et une autre encore en Asie centrale. Cependant les dirigeants, tant tadjiks qu'ouzbeks, considéraient que le statut de ce parti n'était pas conforme à leur propre Constitution et le firent interdire sur leurs territoires respectifs. Malgré ces interdictions, une branche tadjike a été créée à la fin de l'année 1990 à Douchanbé, puis une autre, ouzbèke, à Tachkent, mais qui a été aussitôt dissoute par la police. Au début de l'année 1991, K. Mahkamov et I. Karimov, alors chefs des anciens PC tadjik et ouzbek, ont adopté un décret gouvernemental interdisant l'activité de partis religieux dans chacune de leur république.
- 12 C'est dans un tel contexte d'agitation islamique que les pays d'Asie centrale se retrouvèrent soudainement indépendants à la suite du putsch manqué d'août 1991 à Moscou.
- 13 Depuis l'accession aux indépendances, l'islam tend à se développer davantage. Les présidents de ces jeunes États, tous issus des anciennes structures communistes, à l'exception du Kirghiz A. Akaev, ont continué à souligner le caractère illégal de l'islamisme dans leurs diverses déclarations. Ils ont néanmoins pris des mesures pour réhabiliter l'islam en tant que foi et patrimoine. Cela a contribué à renforcer les signes d'une identité islamique autrefois mise à mal : port de la barbe chez les hommes et du hijab chez les femmes, autorisation d'accomplir le pèlerinage à La Mecque, diffusion d'une littérature religieuse, possibilité de faire l'appel à la prière publique en arabe, etc.

Indépendance et laïcité post-soviétique

- 14 En ce qui concerne la laïcité, elle n'est certes pas remise en cause mais elle ne se réduit pas seulement à un héritage historique. C'est aussi l'armature politique qui permet aux chefs d'États de légitimer leur pouvoir. En quête de légitimité, ils contribuent à redéfinir la laïcité dans un contexte politique nouveau, celui de la construction de l'État-nation. La religion continue de disposer d'un statut légal comme à l'époque soviétique, mais elle n'est plus attaquée. Une fois les relations normalisées entre le pouvoir et la religion, les chefs d'État centrasiatiques ont accordé une grande place à l'islam, en insistant notamment sur les diverses valeurs qu'il véhicule au sein de la société, comme la morale, la solidarité, le respect des anciens, etc.¹⁰.
- 15 Quelle que soit la manière dont ces chefs d'État envisagent la laïcité, à leurs yeux, elle est d'abord considérée comme un acquis de la révolution d'Octobre, laquelle donna naissance à la création des cinq pays d'Asie centrale par le découpage entrepris par Staline dans les années 20¹¹. Mais à la différence de la sécularisation soviétique, où l'idéologie officielle, le marxisme-léninisme, était construite contre le religieux, la sécularisation caractérisant le post-soviétisme est désormais conçue comme un moyen de renforcer le pouvoir de l'État sur le religieux et surtout de le contrôler davantage.
- 16 D'une manière générale, ces pays ne semblent pas réunir les conditions favorables à l'instauration d'un réel système laïque dans lequel l'organisation de la société relèverait plus de la société civile que d'une mesure autoritaire. C'est pourquoi les élites politiques se contentent de réaffirmer le caractère laïc de leur pays dans un contexte d'agitation islamiste qui déstabilise l'ensemble de la société, touchée par de sérieux problèmes socio-économiques. Rappelons qu'en dehors du Tadjikistan, où les islamistes sont entrés dans un processus de négociations avec le pouvoir néocommuniste de Douchanbé, ceux d'Ouzbékistan, bien que divisés, sont favorables à l'instauration d'un régime islamique. Enfin, quant à ceux du Kazakhstan et du Kirghizistan, ils ne s'attaquent pas au pouvoir en place dans leur propre pays, mais participent à des actions antigouvernementales dans les pays voisins aux côtés de leurs « frères » ouzbeks ou tadjiks, comme l'ont montré les attentats de février 1999 dans la capitale ouzbèke ou la crise de l'été 1999 dans les arrondissements de Bahkten et de Tchon-Alaï, au sud du Kirghizistan, non loin de la frontière tadjike¹².
- 17 Dans ces conditions, il semble que la sécularisation de l'islam se manifeste par un processus d'une double opposition. D'une part, il s'agit d'une opposition à certaines pratiques islamiques locales jugées déviantes, comme le culte des saints¹³, forme de croyance pourtant la plus répandue dans toute l'Asie centrale. D'autre part, il s'agit d'une opposition à tout militantisme politique s'appuyant sur la religion. Depuis que les islamistes du Tadjikistan ont effectué une réelle percée politique face au régime néocommuniste de Douchanbé, en obtenant notamment une petite part du pouvoir en mai 1992, on assiste à une montée en flèche de l'islam politique dans presque toute l'Asie centrale. L'apparition de cette idéologie politique inquiète considérablement les dirigeants, qui y voient une menace pour leur pouvoir. Dans ces conditions, aux yeux de ces derniers, toute forme d'islam non conforme à celle de l'État est considérée comme illégale.
- 18 Toutefois, cela ne signifie nullement qu'ils s'attaquent à la religion en tant que telle. En effet, ils ne sont pas contre la foi, mais ils condamnent des pratiques ou des actions politico-religieuses qu'ils jugent illégitimes. En tant que représentant de l'autorité, ils

estiment qu'il leur appartient non seulement de dicter la norme en matière de pratique ou de comportements religieux mais aussi de la faire respecter.

Religion et indépendance : vers un islam « orthodoxe »

- 19 En institutionnalisant le religieux, les élites politiques centrasiatiques souhaitent réunir la société autour de nouvelles valeurs, celles de l'indépendance. Depuis 1991, leur thématique renvoie à une idéologisation nationale qui se situe d'ailleurs dans une pure tradition soviétique. Dans ce domaine, ils ne font que reprendre un corpus idéologique nourri de nouveaux slogans qui prétendent faire évoluer leur pays vers l'État moderne. L'Ouzbékistan aspirerait ainsi à une « société de citoyenneté » (*fuqarolik ziamati*) dont la première étape serait, à en croire le président ouzbek I. Karimov, le passage d'un État fort à une société forte, - illustré par sa célèbre phrase « D'un État fort à une société forte ! » (*Kusli davlatdan - kusli ziamat sari*). Ce qui prédomine, c'est un discours idéologique de mobilisation autour de la glorification des héros, à travers notamment la figure de Tamerlan (Ouzbékistan) ou d'Ismaël-e-Samani (Tadjikistan), ou encore celle de Manas (Kirghizistan), ainsi qu'à une mythologisation d'un passé kazakh, turkmène, etc., selon les versions présidentielles.
- 20 Le fait que le pouvoir ait instrumentalisé le religieux à des fins de légitimation et de contrôle contribue également à renforcer le sentiment national dans chaque pays. En édifiant un islam national, c'est-à-dire kazakh, tadjik, etc., les élites politiques affirment que la religion dans sa forme laïque est le pivot de l'identité nationale. Rien d'étonnant à ce qu'elle soit alors perçue comme une composante d'un « système d'organisation socio- politique dans lequel les citoyens doivent respecter les lois¹⁴ ». En s'appuyant sur une lecture juridique de la religion dont les dispositions sont fixées par la Constitution, ils tentent en réalité de neutraliser l'influence islamiste.
- 21 Alors qu'ils font l'objet d'une attaque frontale de la part des autorités gouvernementales depuis 1990, et en particulier depuis 1992 -année où éclata la guerre civile au Tadjikistan -, les islamistes centrasiatiques parviennent néanmoins à capter toute forme d'injustice et affirment trouver dans le message coranique des solutions aux problèmes de la société. La plupart de ces imams, mollahs, soufis ou chefs de groupuscules religieux, comme « *Adolat* » (Justice) ou « *Islom lackarlari* » (Soldats de l'islam)¹⁵ en Ouzbékistan, préconisent un retour à l'« ordre islamique ». Bien que divisés, ils sont tous favorables à une réforme des mœurs sur le plan de la pratique religieuse. Quant aux islamistes tadjiks, ils sont regroupés au sein d'un parti politique, le Mouvement islamique du Tadjikistan (MIT) - ancien Parti de la renaissance islamique - et jouent un rôle déterminant dans l'« opposition tadjike unifiée » (OPU). Disposant d'un réel programme politique, ils participent au processus de « réconciliation nationale » entrepris par le Parlement tadjik sous l'égide de l'ONU pour ramener la paix dans le pays¹⁶. En mai 1998, ils ont même obtenu une victoire : ce Parlement tadjik fit nommer en effet deux personnalités importantes du MIT au poste de Premier ministre (Akbar Turadjonzâda) et à celui de ministre de l'Economie (Davlat Usman).
- 22 Le recours à la laïcité s'est justifié par les exigences qui ont entraîné la rupture avec le proche passé soviétique, lors de l'accession aux indépendances où de nouvelles institutions et législations ont vu le jour. Cette laïcité a été alors comprise dans le sens d'une garantie sur le « droit de culte et de liberté de conscience ». D'autant plus que ces

pays comptent aussi de nombreux citoyens non musulmans - chrétiens, juifs et bouddhistes¹⁷ -, ce qui justifie aussi la défense de leur foi.

- 23 Si la liberté de croyance est garantie dans les Constitutions adoptées entre 1992 et 1995, l'islam n'est pas reconnu comme religion d'État. En effet, celles-ci disposent que l'« Église » est séparée de l'État et qu'elle ne doit en aucune façon s'immiscer dans les affaires de ce dernier. Elles précisent également qu'aucun parti politique ne doit se constituer sur une base religieuse¹⁸. Certes la référence à l'islam n'est nullement mentionnée, mais les allusions n'y manquent pas, comme dans la phrase : « Les citoyens doivent protéger l'héritage historique, spirituel et culturel du peuple de l'Ouzbékistan » (art. 49, chap. II).
- 24 Dans les Constitutions, L'Islam est évoqué en tant qu'élément de culture nationale et sa mention voisine parfois avec l'affirmation de valeurs relevant de codes de conduites ancestraux, ce qui montre combien la religion est enracinée dans la culture de ces peuples. En ce qui concerne l'exercice du pouvoir présidentiel, l'appartenance religieuse du chef d'État n'y est pas mentionnée. Mais en Ouzbékistan, « une parfaite connaissance de la langue d'État » est exigée (art. 90, chap. XIX). Certes, il n'est pas clairement dit que le président doit être musulman mais étant donné que les autres groupes ethniques non musulmans mais citoyens de ce pays (Russes, Ukrainiens, etc.) se montrent peu enclins à apprendre l'ouzbek, il ne pourrait en être autrement.

Un islam d'État contre l'islam « hors norme »

- 25 Dans leur volonté de construire un islam national, les dirigeants s'appuient sur un appareil religieux très conservateur, représenté par une Direction spirituelle des musulmans (DSM), avec à sa tête un mufti¹⁹. Ils cherchent donc à diffuser leur propre vision du religieux, c'est-à-dire celle d'un « islam officiel » de type modéré. Se considérant ainsi comme le seul garant de l'autorité religieuse, ils ne reconnaissent pas les autres « manières de croire » c'est-à-dire les modes pluriels de l'islam existant dans leur pays. Depuis la réhabilitation officielle de la religion, on assiste à l'expression d'un pluralisme religieux et il se développe ainsi un islam de type soufi, modéré, extrémiste, chamanisé, populaire, politique, etc. Or les représentants de ces types d'islam s'avèrent être des adversaires de l'État. Bien qu'ils ne s'expriment pas dans un cadre institutionnel, ils ne paraissent pas être de farouches opposants aux régimes en place - à l'exception des islamistes -, ils revendiquent à leur tour leur propre vision de l'islam.
- 26 On a donc affaire à une prise de conscience généralisée chez tous les musulmans, y compris chez les plus extrémistes d'entre eux. Ils ont pris conscience du monopole qu'exerce le politique sur le religieux et c'est précisément cela qu'ils souhaitent remettre en cause afin de pouvoir vivre « leur islam » d'une façon légale. S'il n'y a pas d'affrontement direct entre l'État et ces adversaires, excepté toutefois chez les islamistes²⁰, ils demandent de plus en plus à être écoutés. Ils ne veulent plus continuer à subir les pressions des autorités qui, à travers les fonctionnaires religieux issus des DSM, essaient d'introduire un islam d'État.
- 27 Ces fonctionnaires gèrent les mosquées²¹, *madrasa*, instituts ou établissements islamiques, ainsi que les relations avec le monde extérieur musulman en vue de l'organisation du pèlerinage à La Mecque ou de celle de la formation de théologiens centrasiatiques. Ils sont également chargés de diffuser la politique de l'État en matière de sécularisation²², et aussi de réunir sous leur tutelle la communauté musulmane afin

de la regrouper officiellement autour de « valeurs nationales » mais de l'écarter en réalité de toute influence islamiste. De nombreux croyants, des jeunes inemployés pour la plupart, adhèrent à l'islamisme plus par souci communautariste qu'idéologique. La plupart de ces jeunes nous ont affirmé qu'ils n'ont pas de « programme politique », qu'ils souhaitent « un retour à la pureté originelle de l'islam » et qu'ils ne se réfèrent qu'au « Livre saint »²³. Il s'agit bien du « post-islamisme », c'est-à-dire, comme l'a écrit Olivier Roy, d'une « réaffirmation du religieux en dehors de projet politique²⁴ ».

- 28 Ces adversaires musulmans non regroupés en partis politiques contestent la tutelle des DSM, jugées compromises, notamment en raison, disent-ils, de leurs liens avec l'ancien pouvoir soviétique. Pour eux, et plus particulièrement chez la jeune génération de croyants, ces DSM sont très marquées par le poids de l'ère soviétique, dont ils cherchent à se démarquer. Ils se distinguent par une volonté d'autonomie des structures religieuses de l'État. Si des structures plus ou moins de cet ordre existent au Kazakhstan, seul pays de la région qui autorise les individus à se regrouper au sein d'une association religieuse²⁵, elles se révèlent néanmoins incapables de s'organiser car elles restent encore soumises à des organisations islamiques extérieures (Égypte, Jordanie, Pakistan, Turquie, etc.).
- 29 Ce qui est donc frappant, c'est la volonté de sortir le religieux de la sphère privée et institutionnelle et de le faire évoluer vers la sphère publique. Un aspect intéressant est à relever dans les propos que nous avons entendus dans plusieurs mosquées et qui expriment le désir de sortir du cadre institutionnel et de ne plus être encadré par des espaces religieux investis par l'État :

« Les DSM, c'est du passé maintenant. Il faut que les musulmans s'organisent eux-mêmes et trouvent des solutions adaptées à leurs besoins. »
- 30 La volonté de gérer soi-même sa propre foi est un fait non seulement nouveau en Asie centrale, mais montre aussi que l'État se révèle incapable de répondre aux espoirs des musulmans.
- 31 En Asie centrale, la présence de forces islamistes a amené l'État à redéfinir un nouvel espace de laïcité. Ces forces qui, pour l'heure, cherchent à renverser les régimes en place (Ouzbékistan, Tadjikistan), pourraient s'attaquer directement à cette sécularisation - perçue comme une entreprise non islamique - au nom d'une lecture révolutionnaire du Coran et en faire ainsi un réel instrument de mobilisation.
- 32 La laïcité en Asie centrale, telle qu'elle est comprise par les autorités politiques, pourrait se définir de la façon suivante : principe étatique protégé par un cadre juridique qui garantit « la liberté de croire ou de ne pas croire ». On comprendra donc qu'en restreignant le sens de cette définition, qui s'inscrit d'ailleurs dans une tradition soviétique, l'État écarte tous les modes de pensée qui seraient susceptibles d'organiser la société autour d'une véritable culture démocratique. Ils se montrent donc très peu favorables à une quelconque ouverture de cet ordre.

Quelques développements récents de l'islamisme en Asie centrale

Depuis le début du mois d'août 2000, des accrochages mettent à nouveau aux prises islamistes armés et troupes gouvernementales dans la région ouzbèke du

Surkhandarya, dans la vallée de Ferghana et autour de Batken au Kirghizstan. Certains combats ont même eu lieu à Ghazalkent, ville peu éloignée de Tachkent...

Des heurts similaires s'étaient déjà produits, début août 1999, dans la région, après qu'une bande armée d'environ 1000 islamistes (probablement ouzbeks) s'était infiltrée au Kirghizstan depuis le Tadjikistan. L'aventure s'était soldée par une prise d'otages et par le versement, au bout de quelques mois, d'une forte rançon²⁶. Cette conclusion provisoire laissait néanmoins penser que les choses n'en resteraient pas là et les événements actuels n'étonnent guère. Devant la menace, les républiques d'Asie centrale ont tâché de coordonner leur réponse et se sont réunies le 20 août pour afficher clairement leur fermeté. Ankara et Moscou ont proposé aux républiques leur aide dans la lutte contre le terrorisme.

Depuis 1996, les gouvernants pointent tous un doigt accusateur en direction de l'Afghanistan et des *Taliban* alors que leur implication est loin d'être évidente. Le wahhabisme ou l'évocation des *Taliban* constituent, en fait, autant d'épouvantails et de repoussoirs commodes pour justifier une reprise en main de l'islam et de l'opposition toutes tendances confondues. La seule certitude, c'est que l'instabilité chronique au nord de l'Afghanistan rend la frontière avec le Tadjikistan particulièrement perméable, ce qui nourrit par ricochet (trafics d'armes, de drogues) les troubles en Asie centrale. La politique maladroite des gouvernants centrasiatiques (ouzbeks en particulier) est, en définitive, pour quelque chose dans ce feu de paille. Entraîné depuis les attentats du 16 février 1999 dans une spirale de la fermeté et de la répression, Tachkent finit par provoquer ce qu'il veut justement empêcher, à savoir l'instabilité.

NOTES

1. Les Ouzbeks, Kirghiz, Kazakhs et Turkmènes sont turcophones, de rite sunnite, comme le sont aussi les Tadjiks, seuls persanophones de la région. Les chiïtes sont représentés par une ethnie ouzbékophone, les Ironis, vivant essentiellement en Ouzbékistan, et divers peuples du Pamir localisés au Tadjikistan.
2. Citons entre autres M. Arkoun, *Ouvertures sur l'islam*, Paris, Jacques Grancher, 1989 ; O. Roy, *Vers un islam européen*, Paris, Seuil, 1999.
3. Le modèle de laïcité à la turque n'a été évoqué par les chefs d'État que durant les premières années des indépendances. Par exemple, le président kazakh, Nursultan Nazarbaev, de retour d'Iran en septembre 1992, déclara : « *En Turquie, l'islam est pratiqué, mais l'islam turc, en comparaison à d'autres pays, comme l'Iran et le Pakistan, est un pays de culture mondiale où la religion n'occupe pas une place de premier plan.* » Ostankino Channel 1, TV Moscow, 1945 GMT, 15/09/1992.
4. Pour une analyse du wahhabisme en Ouzbékistan, un des pays les plus touchés par ces courants islamistes, voir Bakhtiar Babadjanov, « Muhammadjon Hindustani et le début d'un schisme chez les musulmans de l'Ouzbékistan », à paraître dans *Islam and Politics in Russia and Central Asia*, Londres.

5. Sur cette question consulter A. Bennigsen, C. Lemerrier-Quelquejay, *L'Islam en Union soviétique*, Paris, Payot, 1968, pp. 144-158.
6. A. Bennigsen, « La Stratégie islamique du Kremlin », dans *Politique internationale*, Paris, n 34, hiver 1986-1987, pp. 53-64.
7. A. Bennigsen, C. Lemerrier-Quelquejay, *Le Soufi et le commissaire, les confréries musulmanes en URSS*, Paris, Seuil, 1986.
8. Sur les femmes mollahs, voir H. Fathi, « Le pouvoir des otin, institutrices coraniques, dans l'Ouzbékistan indépendant », dans *les Cahiers d'Asie centrale*, « Boukhara-La-Noble », Tachkent/Aix-en-Provence, Edisud, n° 5-6, 1999, pp. 313-333. URL : <http://asiecentrale.revues.org/549>
9. Entretien avec l'imam de la mosquée de Moscou, Ravil Gaïnutdinov, Moscou, mars 1990.
10. Voir par exemple l'interview du président turkmène Saparmurad Niazov accordée à V. Portnikov, « Ritm reformy my dolzny opredelit' sami : pozicija prezidenta Saparmurad Niazova » (Nous devons nous-mêmes définir le rythme des réformes : la position du président Saparmurad Niazov), *Nezavisimaja gazeta*, Moscou, 20 octobre 1992, pp. 1-3.
11. O. Roy, *La Nouvelle Asie centrale ou la fabrication des nations*, Paris, Seuil, 1997.
12. Selon les autorités gouvernementales kazakhes, plusieurs citoyens du Kazakhstan auraient participé aux attentats de février 1999, à Tachkent. Au sud du Kirghizistan, un groupuscule islamique armé ouzbek, aidé par des éléments kirghizes et tadjiks, avait pris en otages 12 personnes, dont 4 géologues japonais. Voir à ce sujet, V. Kocevnikov, « Kirgiztanu grozjat dzihadom » (Le Kirghizistan est menacé par un jihad), *Delo*, Bichkek, 8 septembre 1999, pp. 1-4.
13. Dans leur volonté d'instaurer un islam étatique, les élites politiques n'hésitent pas à dicter la loi en matière de pratique religieuse. Par exemple, elles ont chargé leur DSM de dissuader la population d'observer cette forme de croyance car, comme nous l'avons souvent entendu de la part de certains fonctionnaires religieux, « dans le Coran on ne trouve aucune mention sur le culte des saints ». Notons, par ailleurs, que ces derniers se rapprochent des islamistes centrasiatiques qui, eux, dénoncent d'une façon encore plus virulente cette forme de croyance.
14. Entretien avec Zohidullah Munavvarov, recteur de l'« Université islamique » de Tachkent, qui a vu le jour en avril 1999 et qui, contrairement à son nom, n'est pas un établissement d'études théologiques mais d'études sur le monde islamique. Tachkent, mars 1999.
15. Ces groupuscules islamiques ouzbeks ont été jugés responsables des troubles à Namangan et Kokand, villes de la vallée de la Ferghana. Sur cette question voir Zohidullah Munavvarov, « Tarozuning ikki pallasi » (Les deux plateaux de la balance), *Fidokor*, Tachkent, 8 avril 1999, pp. 1-2.
16. Voir Jean Radvanyi (dir.), *De l'URSS à la CEI : 12 États en quête d'identité*, Paris, Ellipses, 1997.
17. Dans chaque pays à l'exception du Kazakhstan, un Conseil aux affaires religieuses, rattaché au gouvernement, est chargé de gérer les affaires des confessions suivantes : l'islam, le christianisme, le judaïsme et le bouddhisme.
18. Le Tadjikistan est le seul pays où un parti religieux, le PRI rebaptisé MIT, a effectué une réelle percée sur la scène politique. En mai 1998, le Parlement tadjik fit pourtant voter une nouvelle loi interdisant l'activité de partis religieux, ce qui suscita une vive réaction de Abdullah Nuri, chef de l'OTU, qui demanda aussitôt une révision de cette loi.
19. Les muftis de ces DSM sont les suivants : Moldo Abdusatar (Kirghizistan), Abdurashid Bahromov (Ouzbékistan), Ratbek Nysanbaï-Ugly (Kazakhstan), Nasrullah ibn Ubadullah (Turkménistan) et Amanullah Nematzâda (Tadjikistan).
20. En Ouzbékistan, le premier affrontement armé opposant la police à un groupuscule islamique, à Namangan, ville de la vallée de la Ferghana, a éclaté en décembre 1997.
21. Les DSM de chaque pays nous ont communiqué les chiffres suivants. En 1999, on dénombrait 1700 mosquées « autorisées à fonctionner » en Ouzbékistan, 5000 au Kazakhstan, 1200 au Kirghizistan, et 3350 au Tadjikistan. Quant au Turkménistan, elles étaient estimées à 350, en 1996.

22. Officiellement, ces fonctionnaires sont chargés d'appliquer la politique religieuse de l'État, mais ils peuvent aussi être sollicités sur d'autres questions. Par exemple, en Ouzbékistan, à la demande des autorités, le personnel de la DSM a prononcé une fatwa pour condamner les attentats terroristes et l'islamisme.

23. Il arrive toutefois que certains de ces jeunes se soumettent à un shaykh, maître du savoir qui, lui, en revanche, peut se trouver engagé dans un projet de société islamique. Une des particularités du wahhabisme centrasiatique, c'est qu'il fonctionne exactement sur les mêmes modes de structurations que le soufisme.

24. O. Roy et P. Haenni, « Le post-islamisme », *Revue du Monde musulman et de la Méditerranée*, n° 85/86, Aix-en-Provence, Edisud, 1999. URL : http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/issue/remmm_0997-1327_1999_num_85_1

25. Le point 1 de l'art. 109 de la législation religieuse du Kazakhstan, adoptée en 1995, stipule que, pour enregistrer une association religieuse au ministère de la Justice, il faut au minimum dix adultes. Ya. F. Trofimov, *Religiya v Kazahstane* (La religion au Kazakhstan), Almaty, Adiletpress, 1996, p. 21

26. Morgan Y. Liu, "Evaluating the Appeal of Islam in the Ferghana Valley", *Eurasia Insight*, 1er août 2000. URL : <http://www.eurasianet.org/departments/insight/articles/eav080100.shtml>

La dimension religieuse de la politique turque en Asie centrale turcophone

Bayram Balci

- 1 Très visible dans l'espace centrasiatique, la présence religieuse turque ne se réduit nullement à celle des acteurs privés -nourdjou (*nurcu*) ou nakchibendi- mais résulte aussi d'une volonté délibérée de la Turquie de concevoir un modèle religieux susceptible d'être exporté dans ces États indépendants. Cette politique officielle (coordonnée aux autres volets économique, diplomatique ou culturel) cherche plus, comme on va le voir, à composer qu'à s'opposer à l'islam confrérique incarné par les Nourdjous ou par les Nakchibendis. L'exportation de l'islam turc s'effectue aisément grâce à sa bonne adaptation à l'esprit religieux local, confrérique et soufi, même si on ne peut pas dire que tous les États réservent le même accueil, favorable dans l'ensemble, à l'arrivée de l'islam turc chez eux.
- 2 Indispensable pour une bonne compréhension des interférences entre la variante turque et la variante centrasiatique, l'arrière-plan historique des rapports entre religion et pouvoir en Asie centrale constitue la première partie de la présente analyse. Les remarques sur le renouveau religieux en Asie centrale doivent être prises pour ce qu'elles sont, de simples indications. On n'a, aujourd'hui, pas suffisamment de recul pour pouvoir déterminer si cette curiosité pour l'islam est passagère ou durable, enracinée ou superficielle. Il en est de même pour l'influence de la politique religieuse turque dans cette région : il est difficile de tirer, dès à présent, des conclusions définitives.

1) L'islam en Asie centrale

Toile de fond historique

- 3 C'est par la conquête arabe, au VII^e siècle, de la Transoxiane et du Khorezm, que l'islam pénétra en Asie centrale¹. La conversion à l'islam des populations demeura néanmoins

longtemps inachevée, particulièrement chez les nomades, restés chamanistes, et elle fut, les siècles suivants, l'œuvre de missionnaires soufis appartenant à un des trois principaux ordres religieux apparus à partir du X^e et XI^e siècles, la *Yeseviyya*, la *Kubrawiyya* et la *Nakchibendiyya*. Les nomades kirghizes et kazakhs furent seulement islamisés au XVIII^e siècle². À l'époque où les Russes subjuguèrent la Transoxiane, ils y trouvèrent une société particulièrement hétérogène, divisée entre plusieurs États dirigés par des dynasties ouzbèkes rivales et despotiques. Le clivage restait important entre populations sédentaires anciennement islamisées et nomades encore unis par l'observation des règles du droit coutumier (*adat*) mais l'islam constituait néanmoins un réel ciment d'unité³.

- 4 La présence russe, même si elle fut beaucoup moins pesante au Turkestan que dans le gouvernorat des Steppes⁴ (qui correspond grossièrement à l'actuel Kazakhstan), ne tarda pas à nourrir, sur fond de crise morale, une réaction qui épousa les contours d'une réforme linguistico-religieuse. En Asie centrale, cette réaction fut essentiellement assumée par les *djadids*, des réformistes musulmans très proches des idées des intellectuels tatars de Crimée ou de Kazan⁵⁻⁶. D'abord « cooptés » par les soviétiques au lendemain de la Révolution d'octobre, ils furent ensuite progressivement éliminés à partir du moment où l'autorité de Moscou s'affermissait. Dès le départ, la politique soviétique était tiraillée entre la volonté d'obtenir la confiance des musulmans d'une part et la détermination à éradiquer l'islam de l'autre⁷. Le régime une fois renforcé, c'est la deuxième tendance qui l'a emporté. La politique anticléricale (appelée *hudjum*, « attaque » par l'historiographie soviétique) fut alors bien plus violente que celle des kèmalistes en Turquie puisqu'elle était traversée par une logique de terreur. En URSS, la simple détention d'un Coran était passible de lourdes peines de prison. Les lieux de culte et les écoles religieuses furent détruits ou, plus souvent, transformés en entrepôts ou en usines. Staline desserra néanmoins l'étau à partir de 1942, lorsqu'il prit conscience que c'était là le meilleur moyen d'assurer la fidélité des populations musulmanes et leur participation à l'effort de guerre. C'est à partir de ce moment-là que l'on crée une vitrine officielle de l'islam en URSS (avec les différentes Directions spirituelles des musulmans), vitrine qui disposera même un peu plus tard d'un organe (de propagande) publié en plusieurs langues.
- 5 Sous l'éteignoir des campagnes athéistes et de l'islam officiel, l'islam continua néanmoins à marquer de son empreinte la société, particulièrement dans les campagnes. Pendant soixante-dix ans, un islam souterrain a ainsi continué à prospérer, alimenté par les dons de « citoyens soviétiques » qui persistaient à vivre bon nombre d'événements de leur vie en fidèles (circoncision, mariages, enterrements)⁸. Essentiellement mystique, cet islam sera à l'avant-garde du renouveau islamique au lendemain des indépendances.

Le renouveau de l'islam en Asie centrale, libéralisation et indépendances

- 6 Si la littérature soviétique date le début de la réislamisation de l'Asie centrale au milieu des années 1970, en le situant dans la vallée de Ferghana, c'est surtout dans la décennie suivante que l'islam refait réellement surface. La fin de la décennie 1970 est, en effet, lourde de répercussions pour l'islam centrasiatique. En 1979, la révolution éclate en Iran, ce qui inquiète fortement les dirigeants soviétiques qui réagissent en adoptant

progressivement une attitude plus tolérante envers l'islam. 1979 marque aussi le début de la guerre d'Afghanistan qui permit l'ouverture de la frontière qui séparait les musulmans afghans et pakistanais de leurs coreligionnaires ouzbeks et turkmènes. C'est essentiellement grâce à cette guerre que les œuvres des grands théoriciens historiques de l'islamisme comme Mawdudi, Banna ou Qutb firent leur entrée en Union soviétique⁹. Ceci dit, le réveil de l'islam ne joua aucun rôle dans le processus d'éclatement de l'URSS d'abord provoqué, comme on sait, par un effondrement du centre.

- 7 Au lendemain des indépendances, les nouvelles élites (c'est-à-dire les anciens cadres dirigeants reconvertis et recyclés dans le système étatique post-soviétique) furent promptes à promouvoir l'islam comme fondement des nouvelles idéologies nationales¹⁰. Le président ouzbek et son homologue turkmène se sont ainsi rendus en pèlerinage à la Mecque et ont prêté serment lors de leur investiture sur le Coran. D'autres mesures furent adoptées par les 'nouveaux' régimes pour inscrire l'islam dans la vie culturelle et le rendre plus visible dans l'espace social et national avec la construction de centaines de mosquées¹¹, l'autorisation et même l'encouragement au pèlerinage aux lieux saints et l'édition par l'État des classiques de la littérature religieuse. L'islam confrérique (ou soufi), reconstruit au lendemain de l'indépendance se politisa parfois comme ce fut le cas en Ouzbékistan où certains de ses membres adhérèrent au Parti de la Renaissance Islamique (PRI)¹². Conscientes de l'emprise de cet islam populaire, les autorités des nouveaux régimes, comme l'atteste le cas ouzbek, ont tâché d'intégrer l'héritage soufi dans le processus de fabrication de la nouvelle identité nationale. Ainsi, à partir de la décennie 1990, chaque État d'Asie centrale consacra une série de colloques et de publications à ses héros mystiques. Ce faisant, les États entendaient surtout récupérer le dynamisme de cet islam confrérique pour le mettre au service des nouvelles idéologies nationales.
- 8 Conscientes de l'importance de l'islam dans la culture populaire et désireuses de s'en servir comme source morale et spirituelle dans leur projet identitaire, les nouvelles élites au pouvoir ont aussi intégré la variable « islamique » dans leur politique étrangère. Ainsi, les chefs d'États se sont rendus dans des pays musulmans et engagé avec eux des politiques de coopération religieuse. À partir de 1992, des accords sont signés avec des États comme la Jordanie, l'Égypte, l'Arabie Saoudite, la Libye et l'Iran en vue de former des cadres religieux et de construire de nouveaux lieux de culte¹³. La prise en compte de la variable religieuse dans la politique étrangère de ces pays s'est aussi faite par l'adhésion à des organisations islamiques comme la Ligue islamique ou à l'ECO, organisation certes économique mais dont tous les membres sont des États musulmans (Turquie, Iran, Pakistan).

2) Le poids de l'islam dans la politique centrasiatique de la Turquie¹⁴

- 9 La politique religieuse de la Turquie en Asie centrale est essentiellement assumée par la très officielle *Diyanet İşleri Başkanlığı*, la Direction des Affaires Religieuses, un véritable ministère des cultes ainsi que par quelques groupes privés, confrériques pour la plupart à l'instar des Nakchibendis. S'apparentant à celle d'une confrérie tout en étant bien différente, l'action des disciples de Fethullah Gülen, chef de l'organisation nourdjou la plus importante du pays, est sans conteste la plus visible de tous les acteurs religieux

turcs en Asie centrale. L'objet de la présente analyse est, cependant, d'insister sur la politique religieuse officielle d'Ankara en tant que volet d'une politique plus large destinée à assurer la prééminence de la Turquie dans la région.

La métamorphose de la Diyanet

- 10 Si on devait faire quelques considérations générales sur le contexte dans lequel est née la politique religieuse turque pour l'Asie centrale (et le Caucase), il faudrait sans contester rappeler que les décennies 1980 et 1990 ont été marquées, en Turquie, par un « retour » du religieux dans l'espace public. On est, alors, dans l'ère de la synthèse turco-islamique¹⁵, ce courant apparu à la fin des années 1970 pour concilier islam et turcité et décrétée, à partir de septembre 1980, par les militaires comme idéologie officielle qui ne dit pas son nom. En d'autres termes, quand naquit le besoin d'une présence turque en Asie centrale, la société et l'État en Turquie s'étaient suffisamment conciliés avec la religion pour que s'amorce une « conquête spirituelle ».
- 11 L'existence de la Diyanet est bien évidemment antérieure à l'éclatement de l'URSS mais sa « politique extérieure » était jusqu'alors circonscrite à l'Europe et plus particulièrement à l'Allemagne où la présence d'une importante communauté musulmane turque justifiait sa présence. En France aussi, chaque année à l'occasion du mois de Ramadan, certaines mosquées situées dans des villes où vit une importante population turque accueillent des imams de la *Diyanet*. À partir du début de la décennie 1990, avec l'apparition d'une nouvelle « géographie des possibles », la Diyanet a vu ses effectifs considérablement augmenter. Ainsi, alors qu'on recensait, en 1990, 607 fonctionnaires religieux, il y en a plus d'un millier en 1995¹⁶ et probablement encore davantage aujourd'hui.
- 12 Créé sous les auspices de la *Diyanet*¹⁷, l'*Avrasya İslâm Şurası* (Conseil Islamique d'Eurasie) est un autre levier d'action de la Turquie. Cet organisme religieux patronné par la Turquie réunit tous les deux ou trois ans les autorités religieuses officielles de plusieurs pays du Caucase, des Balkans et de l'Asie centrale. À ce jour, la *şura* s'est réunie quatre fois, en octobre 1995, en octobre 1996, en mai 1998 (en Turquie) et en juillet 2000 à Sarajevo. Véritable outil d'influence de l'islam turc sur l'islam balkanique, caucasien et centrasiatique, ce Conseil permet à la Turquie d'exporter son modèle religieux dans ces pays. La formation des cadres religieux en Asie centrale, la lutte contre les missionnaires des « sectes » chrétiennes, la mise en concordance des dates des fêtes, les publications destinées à la communauté islamique figurent parmi les principaux objectifs à l'ordre du jour de chaque réunion de la *şura*. Ces dernières qui devaient, selon la lettre de la charte de fondation, se tenir à rythme annuel ne sont pas si régulières. À l'étranger, la *Diyanet* est représentée dans chaque ambassade par un conseiller aux affaires religieuses (*Diyanet İşleri Müşaviri*), véritable diplomate chargé de gérer la coopération entre la Diyanet et les autorités religieuses du pays et de préparer les réunions de la *Sura*.
- 13 Au centre de la politique de la Diyanet en Asie centrale : édition et diffusion d'une littérature religieuse, formation des élites et construction de nouvelles mosquées
- 14 L'une des principales activités de la *Diyanet* en Asie centrale est d'assurer l'édition de livres et de brochures à caractère pédagogique et islamique. La vie du prophète, les cinq piliers de l'islam, la prière, le Coran expliqué aux enfants comptent parmi les sujets les plus volontiers abordés. D'abord imprimées en langue turque, ces

publications ont progressivement été traduites en ouzbek, kazakh, kirghize, turkmène ou même en russe ou en serbo-croate. En cela, la *Diyanet* ne fait qu'imiter les Nourdjous qui ont propagé l'œuvre de Saïd Nursi (et particulièrement la *Risale-i Nur*, la Lettre de la lumière) en Asie centrale, dans le Caucase et les Balkans. Distribuées gratuitement, ces publications sont très bien diffusées puisqu'on les trouve très facilement à la sortie des mosquées, dans les librairies et les centres culturels et religieux turcs installés dans les villes d'Asie centrale¹⁸.

- 15 La Turquie participe aussi à la formation des élites religieuses centrasiatiques, que ce soit en accueillant les étudiants ouzbeks, kazakhs ou turkmènes dans ses écoles ou facultés de théologie ou par le biais d'établissements religieux créés sur place. Ainsi, à Och au Kirghizstan, à Achkhabad au Turkménistan et à Chimkent dans le sud du Kazakhstan, la Turquie a financé l'ouverture de facultés de théologie dotées d'équipements modernes et animées par un corps d'enseignants de qualité. Le choix de ces villes n'est pas neutre et on peut supposer qu'il a été dicté par des considérations symboliques et politiques. En effet, Chimkent et Och sont des villes plutôt conservatrices. Och, qui abrite la tombe d'un saint musulman local connu et vénéré, Takhti Suleyman, est sans doute la ville la plus ancienne de toute l'Asie centrale et a toujours été un carrefour du commerce et des idées, notamment des idées religieuses. La gestion des établissements turcs relève de la compétence de l'attaché religieux (*Diyanet Müşaviri*) qui doit gérer le personnel venu de Turquie, les fréquents séjours des étudiants en Turquie, l'organisation des cours, la coordination de l'enseignement avec les autorités locales, etc.¹⁹ À Achkhabad, la faculté de théologie, rattachée à l'université d'État Mahtumkuli, (l'unique de la ville) est doublée d'un lycée religieux, semblable à un *Imam Hatip Lisesi* de Turquie.
- 16 Ces facultés connaissent un vif succès auprès de la population pour plusieurs raisons. Quasiment gratuites, elles fournissent de surcroît une formation ouverte sur l'étranger. La Turquie accueille, en effet, les élèves de première année une dizaine de mois afin qu'ils apprennent bien le turc. Les matières islamiques, bien que dominantes, ne sont pas les seules disciplines enseignées, ce qui n'enferme pas les diplômés dans une carrière religieuse, bien au contraire. Une ouverture aux matières « laïques » dans ces facultés est d'ailleurs indispensable, compte tenu de l'inexistence, à l'heure actuelle, de postes d'enseignement religieux dans le système éducatif de la plupart de ces États, c'est le cas notamment au Turkménistan. Dans ce pays, les autorités turques, estimant que l'enseignement de la religion était une affaire trop importante pour être laissée à des initiatives privées, ont exercé toute leur influence sur le gouvernement turkmène afin qu'il introduise les cours de religion dans les écoles publiques. Pour les Turkmènes, qui ont hérité d'un système éducatif qui ne laissait aucune place à la religion, une telle réforme n'était pas aisée à entreprendre²⁰ mais en 1998, la question était enfin à l'ordre du jour.
- 17 Enfin, la *Diyanet* supervise aussi en Asie centrale la construction et la restauration de mosquées. Là encore, compte tenu des bonnes relations entre la Turquie et le Turkménistan, c'est à Achkhabad que la politique a été la plus ambitieuse, audacieuse pour les uns, mégalomane pour les autres. S'intégrant dans un vaste projet de centre culturel et religieux, la mosquée d'Achkhabad, copie réussie de la *Kocatepe Camii* d'Ankara, a été construite sur un vaste terrain de 27 000 mètres carrés, offert par le gouvernement turkmène²¹. Ce centre culturel et religieux est organisé à la turque : une cafétéria proposant du thé et de la cuisine turque, une salle de télévision où l'on peut

regarder toutes les chaînes turques, une bibliothèque d'ouvrages en langue turque et une salle de conférence jouxtent la mosquée inaugurée lors de la visite de Süleyman Demirel en novembre 1998. Caractéristique importante de ce centre qui fait la fierté de la Diyanet, les Russes n'en sont pas exclus puisque l'autorité religieuse orthodoxe siège dans les mêmes locaux, ce qui permet à l'attaché religieux turc de dire que son pays respecte les autres religions du pays²². D'autres mosquées ont été construites en Asie centrale, comme celle de *Kochkor Ata* au Kirghizstan et de *Talgar* au Kazakhstan, sans parler des petites mosquées restaurées. Les mosquées construites ou financées par la Turquie dans ces États sont conçues sur le même modèle ottoman, qui jure assez franchement avec le style architectural local.

La Turquie dans le processus de recomposition du champ islamique en Asie centrale

- 18 Depuis 1991, l'islam centrasiatique est à nouveau ouvert sur le monde et il se recompose sous l'effet conjugué des dynamiques du *dedans* et des dynamiques du *dehors*. La Turquie n'est pas, à cet égard, le seul pays à avoir conçu une politique religieuse à destination de l'Asie centrale. Il s'agit néanmoins de la plus cohérente de toutes. Téhéran, en dépit de tous les mauvais augures, n'a pas exporté la révolution religieuse, préférant privilégier la coopération économique avec des États, dont l'islam sunnite (seul les Azéris sont chiites) est très éloigné du chiisme iranien²³. De fait, l'Iran semble surtout actif en Azerbaïdjan. L'Arabie Saoudite a, pour sa part, inondé la région de centaines de milliers d'exemplaires du Coran²⁴.
- 19 Les acteurs privés ne sont pas en reste. À peine indépendantes, les nouvelles républiques d'Asie centrale ont vu arriver des missionnaires musulmans de différentes tendances et horizons géographiques. Désormais ouvertes, les frontières de ces États étaient chaque jour franchies par des hommes d'affaires, des prédicateurs et autres colporteurs de messages religieux. Tendances pakistanaise (via des membres de la *Tablighî Jamâ'at*) ou saoudienne, les mouvements dits *wahhabis* ont fait à cette époque leur apparition dans la vallée de Ferghana, un des conservatoires de la conscience musulmane des peuples d'Asie centrale²⁵. Étroitement surveillés par un pouvoir ouzbek peu désireux de voir ces courants religieux s'installer sur son territoire, ces organisations ou d'autres groupuscules islamistes ont profité de l'instabilité politique qui règne en Afghanistan et au Tadjikistan et de la relative perméabilité des frontières pour s'infiltrer dans les campagnes ouzbèkes, kirghizes et kazakhes et mener des campagnes de déstabilisation.
- 20 L'islam non-officiel turc présente, en comparaison, un visage beaucoup plus modéré. Il est, par ailleurs, relativement bien implanté : les Nakchibendis et les Nourdjous sont ainsi présents dans chaque république²⁶. Les Nourdjous de Gülen ont créé un important réseau d'écoles et d'établissements d'enseignement en Asie centrale et disposent même de leurs propres médias (journal *Zaman*, stations de radio, etc.). Ces acteurs entretiennent des rapports complexes avec l'État turc. On pourrait supposer que ces deux canaux religieux turcs aux conceptions diamétralement opposées s'affrontent en Asie centrale. En vérité, la situation est plus complexe. Généralement, c'est plus le dialogue et la coopération qui caractérisent les relations entre ce vecteur officiel et le vecteur privé de l'action religieuse turque en Asie centrale. Attachés religieux, Nourdjous et Nakchibendis fréquentent les mêmes lieux et s'apprécient. L'ex-parti

Refah, baptisé Fazilet au lendemain de son interdiction, est, quant à lui, quasiment absent en Asie centrale sans doute parce qu'il privilégie le terrain européen, où la communauté turque établie depuis des décennies lui donne de larges possibilités d'action.

- 21 Tous ces acteurs du *dehors* doivent, cependant, composer avec les États centrasiatiques qui revendiquent tous le monopole de (re)défi- nition de l'islam, tout en agitant les islams extérieurs comme autant d'épouvantails. Signe de leur volonté de marquer leur indépendance, même religieuse, les États d'Asie centrale se sont ainsi dotés, dès leur indépendance, d'une direction nationale des affaires religieuses, appelée *müftülük* ou *kazia* selon le pays. L'ancienne représentation qui coiffait les cinq républiques centrasiatiques, la *Direction des Affaires Spirituelles d'Asie Centrale et du Kazakhstan* a été enterrée avec l'Union soviétique. Si le Kazakhstan, le Turkménistan, le Kirghizstan et même le Tadjikistan coopèrent volontiers avec la Turquie, il n'en est pas de même pour l'Ouzbékistan qui entend garder la gestion et le contrôle exclusifs de ses affaires religieuses. Alors que la plupart des États réservent un bon accueil au modèle turc de gestion de l'islam, à savoir un islam au service de l'État, compatible avec des institutions laïques et pro-occidentales, le gouvernement ouzbek se montre hostile à la coopération religieuse avec la Turquie. Présent à Tachkent dans les premières années de l'indépendance, le représentant de la Diyanet près l'Ambassade de Turquie à Tachkent a vu son poste supprimé par son gouvernement, incapable de faire accepter au gouvernement ouzbek son offre de collaboration. L'attitude ouzbèke est caractéristique de la manière dont Tachkent conçoit ses relations avec Ankara. Déjà tendues par l'installation précoce de l'opposition ouzbèke (les leaders des mouvements *Birlik* et *Erk*) en Turquie, les relations turco-ouzbèkes se détériorent chaque jour un peu plus et la coopération religieuse, déjà faible entre les deux États²⁷, est aujourd'hui complètement gelée par les autorités de Tachkent qui n'envoient plus de représentants aux réunions du Conseil Islamique d'Eurasie. Le différend est bien plus politique que dogmatique car la manière dont Tachkent organise son islam national n'est pas fondamentalement éloignée du modèle turc²⁸.
- 22 La politique religieuse officielle de la Turquie en Asie centrale est donc un des leviers par lesquels Ankara assoit son influence dans la région. L'esprit de l'islam turc est proche de celui qui prévaut en Asie centrale, dans le sens où ils accordent tous les deux une certaine importance au mysticisme et au culte des saints, ce qui donne plus de chances au modèle turc d'y trouver un large écho. Que l'on ne s'y trompe cependant pas, en Asie centrale comme dans bon nombre de pays musulmans, l'orientation de l'islam est plus que jamais déterminée par les régimes en place.

NOTES

1. Sur l'arrivée de l'islam dans la région, voir Jean-Claude Garcin, Michel Balivet, Marc Gaborieau (dir), *États, sociétés et cultures du monde musulman médiéval, 10^e-15^e siècles*, Paris, PUF, 1995, 467 p. La Transoxiane (territoire que les Arabes appelaient *Ma wara'nahr*, littéralement au-delà du fleuve) est la région qui se trouve par-delà l'Amou-Darya (l'Oxus des Grecs).

2. Shirin Akiner, *Formation of the Kazakh Identity*, Londres, The Royal Institute of International Affairs, 1995, 84 p.
3. Alexandre Bennigsen et Chantal Lemerrier-Quelquejay, *L'islam en Union soviétique*, Paris, Payot, 1968, pp. 28-29.
4. Les administrateurs russes, avant tout enfoncés dans une logique d'exploitation du territoire, interfèrent peu avec les institutions et les personnalités religieuses. Quant aux khanats de Kokand et de Khiva et à l'Émirat de Boukhara, le statut de protectorat (temporaire pour certains) qui leur est accordé en fait de véritables conservatoires de l'islam traditionnel.
5. Sur le mouvement djadid, voir Les Cahiers du Monde russe, Volume XXXVII (1-2), Paris, juin 1996, 240 p.
6. Le mouvement djadid est actuellement redécouvert dans les républiques soviétiques, notamment en Ouzbékistan où les autorités organisent des conférences et colloques à son honneur. Des auteurs djadids sont remis au goût du jour mais avec une nette réinterprétation "nationale ouzbèke". La plupart des réformateurs sont présentés aux jeunes générations ouzbèkes comme les pères fondateurs de la nation et de l'indépendance ouzbèke. On sait cependant que leurs idées étaient plus complexes : les djadids agitaient, en effet, plus volontiers des bannières pan-istes que proprement nationales.
7. Shirin Akiner, « L'Asie centrale post-soviétique, le facteur islamique », *Les Cahiers de l'Orient*, n° 41, 1996, pp. 47-69.
8. Cf. Thierry Zarcone, « L'islam d'Asie centrale et le monde musulman, restructuration et interférences », *Hérodote*, n° 84, 2^e trimestre 1997, pp 57-76. Pour décrire les différentes réalités de l'islam en Asie centrale, Zarcone propose une typologie particulièrement opératoire : 1) l'islam traditionnel mêlant influences soufies et pré-islamiques, 2) l'islam officiel ou national, construction des nouveaux gouvernements et 3) l'islam moderniste, « conséquence des échanges de ces dix dernières années avec les autres pays musulmans, dans lesquels on découvre des islams modérés comme le noureddinisme turc, et des islams conservateurs comme le wahhabisme saoudien ou la *Tablighi Jamaat pakistanaise* », pp. 60-61.
9. Habiba Fathi, « La naissance de la coopération islamique en Asie centrale », *Recherches Internationales*, n° 46, automne 1996, pp. 65-80.
10. Shirin Akiner, *art. cité* (1996).
11. La construction de lieux de culte (mosquées, mosquées de vendredi, établissements religieux) suit une évolution vertigineuse. Ainsi, pour ne prendre que quelques exemples, au Turkménistan il y avait 4 mosquées ouvertes en 1980, on en trouvait plus de 100 en 1997. En Ouzbékistan, les 300 mosquées recensées en 1989 (déjà en augmentation par rapport aux décennies précédentes) ne sont rien comparées aux milliers d'autres qui ont été construites depuis l'indépendance. De nos jours, chaque village, chaque quartier même possède la sienne.
12. Thierry Zarcone, « La résurrection des confréries », *Les Cahiers de l'Orient*, n° 41, 1996, pp. 68-75.
13. Sur les échanges « religieux » entre l'Asie centrale le monde musulman, voir Habiba Fathi, *art. cité*.
14. Voir Jean Nosebe, « Les politiques religieuses de la Turquie en ex-URSS musulmane », *Les Annales de l'autre islam*, n° 6, ERISM, INALCO, Paris, 1999, pp. 385-402.
15. Sur ce sujet, voir Nicole et Hugh Pope, *Turkey Unveiled. Atatürk and After*, Londres, John Murray, 1997, pp. 316-337.
16. Document de la Diyanet, *TC Başbakanlık Diyanet İşleri Başkanlığı, Yurtdışı Hizmetleri* (Les services rendus par la Diyanet à l'étranger). Numéro spécial consacré à ses services rendus à l'étranger. Pour les statistiques quant à ses effectifs, voir pp. 7-11.
17. La Diyanet exerce, de fait, un contrôle financier et administratif sur le Conseil. Voir les différents articles du protocole, *Avrasya İslâm Şurası*, Ankara, Diyanet Yayınları, 1997.
18. Parmi les principales publications de la Diyanet, on peut noter la réédition de la grande œuvre du grand intellectuel turc, Fuad Köprülü, *Türk Edebiyatında İlk Mutasavvıflar* (Les premiers

mystiques dans la littérature turque) dans lequel on peut lire notamment deux excellentes analyses des mystiques Ahmet Yesevi et Yunus Emre, poètes dont l'héritage a été redécouvert et instrumentalisé par la Turquie dans sa politique de rapprochement avec les États turcophones d'Asie centrale. La Diyanet a également encouragé la tenue de rencontres sur Yesevi sur lequel ses publications ne manquent pas. Voir par exemple la revue *Diyanet Aylık Dergi*, septembre 1993.

19. Entretien avec Nureddin Korkut, responsable du centre religieux turc près l'institut d'orientalisme de Chimkent, Chimkent, 30 septembre 1998.

20. Entretien avec Yaşar Aydın, Directeur de la faculté de théologie d'Achkhabad, Achkhabad, 9 novembre 1998.

21. Pour les différentes caractéristiques de la mosquée voir Diyanet, *Yurtdışı Hizmetler* (Services à l'étranger), Diyanet Yayınları, 1998.

22. Entretiens avec Sait Tandoğan, Attaché religieux près l'Ambassade de Turquie au Turkménistan, Achkhabad, juin 1997 et novembre 1998.

23. Sur l'influence de l'Iran en Asie centrale voir, Adam Tarock, "Iran's Policy in Central Asia", *Central Asian Survey*, 1997, n° 16 (2), pp. 185-200. URI : <http://dx.doi.org/10.1080/02634939708400983>

24. Thierry Zarcone, *art. cité* (1996), pp. 68-75.

25. Sur l'arrivée des mouvements wahhabites en Asie centrale, voir le dossier spécial de la *Lettre d'Asie centrale*, n 4, automne 1994. Comme l'explique Marc Gaborieau, l'étiquette *wahhabi* peut très bien renvoyer à des groupes religieux d'origines diverses. Ceux-ci partagent néanmoins généralement la même aversion pour le culte des saints et militent pour un retour à l'islam de la tradition.

26. Voir le dossier spécial dirigé par Elizabeth Özdalga, *Naqshbandis in Western and Central Asia, Change and Continuity*, Swedish Research Institute in Istanbul, vol. 9, 1999.

27. Entretien avec Ahmet Şark, conseiller religieux près l'Ambassade de Turquie en Ouzbékistan, Tachkent, avril 1997.

28. En lisant le décret du président Karimov relatif à la création d'une université islamique, on décèle ainsi une certaine inspiration inavouée du modèle turc. Le décret du 7 mai 1999 prévoit de doter le pays d'une université islamique chargée de former les cadres religieux de l'État. Voir notamment les articles 2 et 9 du décret, dans le journal ouzbek *O'zbekiston Adabiyati va San'ati*, 7 mai 1999.

IV. Dimensions économiques

Les relations économiques entre la Turquie et les républiques turcophones d'Asie centrale

Bayram Balci

1) Principales caractéristiques du marché centrasiatique

- 1 L'immense étendue de la région -3 851 000 km²- est la principale caractéristique du marché centrasiatique même si une bonne partie est « grignotée » par les déserts arides du Karakum et du Kızilkum¹. La superficie du seul Kazakhstan, constitué principalement de steppes stériles, dépasse les 2,7 millions de km² soit environ 5 fois la France et plus de 3 fois la Turquie. Cet espace est peuplé par un peu plus de 50 millions d'habitants, autant dire qu'il est relativement sous-peuplé (13,2 hab/km²)². La répartition de la population est cependant loin d'être homogène, surtout au Kazakhstan, où les *oblast* (provinces) méridionaux d'Almaty, de Djamboul et de Chimkent concentrent plus des trois quarts des 18 millions de Kazakhstanais. Au Turkménistan, prédominance du désert oblige, les déséquilibres sont même encore plus tranchés. La deuxième caractéristique principale du marché centrasiatique, c'est sa richesse en ressources naturelles. Le pétrole et le gaz naturel de la Caspienne ont attiré depuis le début de la décennie 1990 de nombreuses compagnies pétrolières internationales comme Chevron, BP, Lukhoïl ou Total, pour ne citer que les plus importantes³. Outre ces hydrocarbures, l'Asie centrale est riche en minerais, métaux précieux (or en Ouzbékistan et au Kirghizistan) et en uranium. Quant à l'agriculture, sa diversité et son indispensable modernisation offrent de véritables opportunités de coopération aux entreprises étrangères.
- 2 L'autre grand atout du marché centrasiatique, c'est de pouvoir compter sur une population jeune et éduquée. C'est là incontestablement un legs positif du « soviétisme ».

- 3 Contrairement à de nombreux pays en voie de développement qui doivent composer avec un fort analphabétisme, les républiques d'Asie centrale ont, en effet, suffisamment de cadres pour réussir leur transition économique, même s'il est vrai que les élites formées sous le régime soviétique éprouvent parfois quelques difficultés à s'adapter.
- 4 Ces quelques considérations sur le marché centrasiatique ne doivent, cependant, pas masquer toute une kyrielle de difficultés. Réglementations foisonnantes et mal adaptées, bureaucratie kafkaïenne, corruption généralisée et système bancaire archaïque constituent autant d'obstacles pour l'investisseur, souvent obligé de prendre des risques pour s'établir dans la région. L'enclavement de l'Asie centrale est, par ailleurs, souvent considéré comme le principal obstacle au redressement des économies nationales⁴. En effet, un simple coup d'œil sur une carte de la région permet de comprendre l'impérieuse nécessité des différents projets de désenclavement aujourd'hui à l'étude. L'insuffisance des réseaux routiers, l'instabilité chronique en Afghanistan et au Tadjikistan et la ceinture des hautes montagnes du Pamir et du Tien Shan à l'Est contribuent à faire de l'Asie centrale une région aux ouvertures géographiques encore limitées⁵. Les relations économiques et la circulation des flux sont, par ailleurs, encore largement conditionnées par l'héritage soviétique. Ainsi, la plupart des routes d'Asie centrale mènent à Moscou et il n'est pas rare que, pour aller d'un point à un autre à l'intérieur d'un même pays, il faille traverser (parfois même à plusieurs reprises) la frontière. Des négociations sont en cours pour relier les axes routiers et ferroviaires entre Istanbul, Téhéran, Achkhabad, Tachkent, Och et Kachgar mais les relations politiques entre tous les pays concernés ne sont pas suffisamment claires pour que ces projets aboutissent. Quant aux deux mers intérieures qui bordent les frontières des États centrasiatiques, elles apportent plus de problèmes que de solutions. La mer d'Aral s'assèche depuis plus d'une trentaine d'années, ce qui bouleverse de fond en comble l'écosystème de toute la région. La Caspienne, elle, est source d'interminables litiges juridiques (lac ou mer ?) entre ses riverains : Iran, Azerbaïdjan, Turkménistan, Kazakhstan et Russie.
- 5 Dans un autre ordre d'idées, les infrastructures industrielles héritées de la période soviétique sont dans un état tel qu'il est illusoire de tenter de les engager dans le jeu de la compétition internationale. L'appareil productif est dans l'ensemble obsolète, les usines ne tournent plus, la production est en chute libre essentiellement du fait de l'arrêt des commandes par Moscou. Les réformes économiques indispensables pour marquer la rupture avec le *credo* dirigiste d'antan piétinent toujours, même si des différences notables existent selon les cas. Alors que le Turkménistan subventionne encore certains produits de base comme le sucre, la farine ou l'huile, le Kazakhstan a choisi plus franchement la voie de la libéralisation. La privatisation de la terre et des entreprises n'a, elle, guère avancé. Quand elle a eu lieu, elle a, comme ailleurs dans l'ancien bloc communiste, enrichi les anciens apparatchiks. De manière générale, on observe un net décalage entre la volonté affichée d'amender le système économique et les mesures effectivement adoptées.
- 6 Dans le secteur de l'agriculture, les économies d'Asie centrale souffrent de leur trop grande spécialisation dans la culture du coton. La situation est particulièrement préoccupante en Ouzbékistan où il constitue encore 40 % des revenus à l'exportation⁶. L'autre grand problème est structurel : conformément à une logique que l'on peut taxer de coloniale, les récoltes, à l'époque soviétique, étaient directement exportées vers la Russie où se concentraient les industries de transformation. En somme, la périphérie

assumait le rôle de fournisseur tandis que le centre se réservait la création de la valeur ajoutée. La périphérie, devenue indépendante, doit donc désormais entièrement repenser l'ordonnancement de ses circuits économiques et créer ses propres industries.

2) L'intégration de l'Asie centrale dans le discours géo-économique de la Turquie

a) L'établissement des liens économiques

- 7 Dès les déclarations d'indépendance, de nombreuses sociétés turques - Enka, Gama et Alarko, par exemple - ont envoyé leurs représentants dans l'ex-URSS afin d'analyser les possibilités d'investissement. Ces entreprises ont, dans l'ensemble, bénéficié de l'ancrage rapide de la diplomatie turque dans la région pour concrétiser leurs investissements. Résultat direct des vagues diplomatiques qui s'effectuent entre Ankara et les capitales centrasiatiques dès 1991, une série d'accords économiques est signée dans l'objectif de faciliter les échanges entre les deux parties. Le tableau suivant montre notamment le peu de temps écoulé entre la reconnaissance de ces États par la Turquie et la signature d'importants accords économiques. Certains de ces derniers furent signés avant même les déclarations d'indépendance grâce au flou juridique qui prévalait lors de la fin de l'URSS.
- 8 En raison de l'absence d'un espace économique libéral, les négociateurs turcs ont toujours tâché d'engager la responsabilité des États dans le bon déroulement des échanges économiques entre la Turquie et l'Asie centrale, surtout lorsqu'il s'agissait de gros contrats. D'un autre côté, Ankara a accordé, par l'intermédiaire de l'Eximbank, une série de crédits pour soutenir les exportations et les investissements des firmes turques.

Tableau 1. Principaux accords économiques signés entre la Turquie et les États turcophones

États	Date des déclarations d'indépendance	Date de leur reconnaissance par la Turquie ⁸	Accord de coopération économique et commerciale ⁹	Accord pour une incitation réciproque des investissements et leur protection ¹⁰	Accord de dédouanement réciproque ¹¹
Kazakhstan	16/12/1991	16/12/1991	26/09/1991	01 05 1992	01/01/1997
Kirghizistan	31/8/1991	16/12/1991	23/12/1991	28 04 1992	Négociations en cours
Ouzbékistan	31/8/1991	16/12/1991	19/12/1991	28/04/1992	08/05/1998
Turkménistan	27/10/1991	16/12/1991	03/12/1991	02/06/1992	21/08/1995
Azerbaïdjan	18/10/1991	16/12/1991	01/11/1991	09/02/1994	09/02/1994

Tableau 2. Les crédits de l'Eximbank accordés aux États turcophones (en millions de dollars US)¹²

États	Crédit Exportation	Crédit de Projets	Total
Azerbaïdjan	100	150	250
Kazakhstan	56,7	143,3	200
Kirghizistan	33,86	41,14	75
Ouzbékistan	125	125	250
Turkménistan	75	16	91
Total	390,56	475,44	866

- 9 Il y a en général une certaine corrélation entre le montant des crédits accordés et la taille du marché bénéficiaire. L'Azerbaïdjan est l'exception qui confirme la règle. Pour des raisons politiques et géographiques, Bakou occupe, en effet, une place particulière dans la politique étrangère turque. Le volume de ces crédits, octroyés pour soutenir les échanges économiques bilatéraux, en une fois et pour une fois (il ne s'agit pas de négociations annuelles) devait permettre d'« embrayer » la coopération économique entre la Turquie et ces États. Largement insuffisant, ce volume de crédits est un indice des limites des ambitions turques : les aides aux « républiques sœurs » sont bien inférieures à celles accordées par l'Union européenne via le programme TACIS¹³.
- 10 En dépit du caractère limité des incitations étatiques, les échanges entre la Turquie et l'Asie centrale se sont considérablement développés. Comme le montre le tableau suivant, les échanges entre les États turcophones ont démarré dès les déclarations d'indépendance.

Tableau 3. Volume des exportations et des importations de la Turquie vers/en provenance des républiques turcophones (en millions de dollars US)¹⁴.

États		1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999*	2000*
Azerbaïdjan	Exportations	94, 2	68, 2	132, 1	161	240	319, 7	327, 2	130, 4	142, 6
	Importations	25, 5	33, 9	8, 9	n. d.	n. d.	58, 3	50, 3	22, 6	44, 7
Kazakhstan	Exportations	13,7	67,8	131,7	150,8	162,4	210,5	212	53,7	50
	Importations	8,8	43,7	32,3	86,6	93,6	165,3	253	104,7	257,5
Kirghizistan	Exportations	1,8	17,0	17,0	38,2	47,1	49,4	41,5	102	
	Importations	1,3	3,5	4,3	5,5	5,9	7,4	6,8	2,2	
Ouzbékistan	Exportations	36, 6	213,5	64, 6	138,5	229,8	210,5	155	42,2	40,9
	Importations	20, 3	31, 9	78, 6	61,5	56, 5	87,5	96	23,5	43

Turkménistan Exportations		7,3	83,9	84,3	56,29	65,65	117,5	95,6	49,8	58,9
	Importations	17, 8	76, 9	65, 6	11,83	100,3	373,5	42	24,2	53,6
Total	Exportations	153,6	440,4	429,7	544,8	744,9	907,6	831,6	283,8	299
	Importations	73, 7	189,9	189,7	n. d.	n. d.	692	448,1	176,9	399,6
Vol. des échanges (Exp + Imp)		227,3	630,3	619,4			1599,6	1279,7	460,7	698,6
Balance (Exp-Imp)		79, 9	250,5	240,0			215,6	383,5	106,9	-100,6

* Pour les six premiers mois de l'année (janvier-juin) Les cases grisées n'ont pu être renseignées.
Sources : DIE, DEIK, secrétariat d'état au commerce extérieur.

- 11 Même s'ils suivent une tendance à la hausse, (la ligne est cependant brisée à cause de la crise russe), les échanges avec les républiques d'Asie centrale restent, en termes de chiffres absolus, assez marginaux pour la Turquie qui réalise près de 70 % de son commerce extérieur avec les pays de l'OCDE (plus de 50 % avec les seuls pays de l'UE). À titre d'illustration, pour les six premiers mois de l'année 2000, les exportations de la Turquie vers les républiques turcophones se sont élevées à 299 millions de \$, ce qui ne représentait que 2,2 % du montant total des exportations (13,35 milliards de \$). En ce qui concerne les importations, les proportions sont à peu près les mêmes, puisque la Turquie a importé d'Asie centrale pour 399, 6 millions de \$ (1,6 % des importations totales évaluées, toujours pour les six premiers mois de l'année 2000, à 25 milliards de \$). Comparés aux volumes d'échanges avec la Russie (jusqu'à 4 milliards de \$ en 1997 avant la crise financière, soit entre 5 et 7 % du total des échanges extérieurs de la Turquie¹⁵), ces chiffres paraissent vraiment peu élevés. De quoi nuancer les schémas un peu sommaires sur la rivalité russo-turque dans le Caucase ou en Asie centrale, car s'ils sont parfois rivaux sur l'échiquier géopolitique, Ankara et Moscou sont économiquement parlant de réels (et obligés) partenaires¹⁶. De plus, alors que la balance des échanges entre la Turquie et l'Asie centrale présentait traditionnellement, depuis 1991, un solde positif pour Ankara, la tendance s'est inversée en 2000 (avec un déficit de 100,6 millions de \$ pour la période de janvier à juin contre un excédent de 385 millions de \$ pour 1998), notamment à cause d'une hausse sensible des importations en provenance du Kazakhstan.
- 12 Il faut, cependant, résister à la tentation d'évaluer les relations économiques entre la Turquie et les républiques d'Asie centrale à la seule aune de ces indicateurs. Il faut ainsi prendre en compte les contrats engrangés par les firmes turques qui sont, comme on va le voir, loin d'être négligeables. Il y a aussi des secteurs, à l'instar de la construction, qui profitent plus que d'autres de l'ouverture du marché centrasiatique.

b) Le secteur du BTP turc et l'Asie centrale

- 13 Les entreprises turques de BTP constituent le fer de lance de la pénétration économique turque dans les États de la CEI, même si le marché russe est plus prometteur que le marché centrasiatique¹⁷. Le Turkménistan, bien qu'il ne compte que 4 millions d'habitants, offre de larges possibilités aux entreprises turques. Il en va de même pour le Kazakhstan. L'Ouzbékistan, soucieux de favoriser son propre secteur du

BTP, a pour sa part toujours voulu limiter l'arrivée des entreprises étrangères. Le marché russe est, cependant, de loin le plus important et les firmes turques sont parties prenantes des nombreux chantiers de construction. C'est, d'ailleurs, un marché qu'elles connaissent bien car elles y sont présentes depuis au moins 1984.

Tableau 4. Principaux marchés pour les firmes turques de construction (1990-1997)

Pays	%
Fédération de Russie	42. 0
Libye	13. 0
Pakistan	5. 9
Kazakhstan	5. 3
Turkménistan	4. 3
Allemagne	3. 7
Azerbaïdjan	3. 7
Arabie Saoudite	3. 6
Autres	18. 5

source : Secrétariat d'État au commerce extérieur turc.

- 14 Ces projets se différencient entre eux par la taille, le capital qui y est investi et la nature des chantiers en question. Bien souvent, il s'agit de construction ou de rénovation de bâtiments administratifs, d'aéroports, de routes, de barrages, d'installations pétrolières, d'hôtels ou de parc d'attraction. Par exemple, au Turkménistan, des firmes turques ont construit l'aéroport, une bonne partie des nouveaux hôtels de la capitale, des installations touristiques dans la ville de Turkmenbachi (ex-Krasnovodsk), des usines de textile dans la région d'Achkhabad, le pharaonique monument de la liberté en l'honneur du président turkmène, pour ne citer que les plus grandes constructions. En Ouzbékistan, parmi les grands travaux réalisés par les firmes turques, on compte, entre autres, la rénovation de la raffinerie de Boukhara par Gama en partenariat avec le français Technip, la construction d'une grande usine d'autobus par le groupe Koç dans la région de Samarkand, l'édification par la firme Ay Sel du gratte-ciel abritant la Banque nationale ouzbèke à Tachkent, l'implantation d'une unité de production de cigarettes par le groupe Alarko dans la région de Samarkand, etc. Au Kazakhstan, parmi les principales réalisations des firmes turques, on compte le grand hôtel *Ankara* d'Almaty et la plupart des bâtiments administratifs d'Astana, promue nouvelle capitale par décret présidentiel en 1995, au plus grand bonheur des firmes turques comme Alarko, Ay Sel et Tekfen. Au Kirghizistan, la route entre la capitale et Och est en cours de construction par plusieurs firmes turques.

c) Les atouts des firmes de construction

- 15 La rapidité et le prix relativement bas des travaux constituent incontestablement les deux atouts des firmes turques, qui parviennent à rivaliser dans la région avec des grandes compagnies occidentales, comme Bouygues, par exemple. Souvent, ces entreprises se présentent sur le marché centrasiatique avec une technologie occidentale et une qualité de travail que les entrepreneurs turcs qualifient volontiers d'*alman kalitesi* (qualité allemande), formule qui, en Turquie, est synonyme de bon travail. De plus en plus, ces firmes cherchent à s'associer avec des partenaires étrangers pour emporter les contrats.
- 16 Le fonctionnement d'une firme turque à l'étranger est intéressant à analyser. Généralement, quand il s'agit de travaux de construction qui vont durer six mois ou un an, l'entreprise fait venir tout son personnel de Turquie et lui aménage un *centre de vie à la turca*. Il s'agit souvent d'un camp doté d'une cantine qui offre des plats turcs avec des produits venant de Turquie à 80 %, d'un dortoir sur place qui permet de limiter le temps perdu et d'une salle de télévision où, grâce à l'antenne parabolique, les ouvriers peuvent suivre les matchs de Galatasaray et de Fenerbahçe sur les chaînes turques qui diffusent presque vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Dans les capitales, comme Almaty ou Tachkent, les ouvriers de ces entreprises ont une vie en dehors du travail et ils fréquentent les cafés et restaurants turcs mais aussi les clubs de nuit qui poussent comme des champignons depuis les indépendances. En revanche, dans des villes moyennes comme Ferghana ou petites comme Kokand ou Turkmenbachi, les ouvriers se contentent de la télévision turque qui offre une large panoplie d'émissions de variété.

3) Les relations économiques de la Turquie avec les républiques d'Asie centrale : étude au cas par cas¹⁸

- 17 Les situations sont, on va le voir, contrastées selon les pays. On peut, néanmoins, relever deux dénominateurs communs. Les échanges sont, d'une part, assez modestes en chiffres absolus. Les relations économiques sont, d'autre part, largement conditionnées par le niveau des relations politiques. L'ancien président turc Süleyman Demirel avait, à cet égard, tissé des liens assez étroits avec la plupart de ses pairs centrasiatiques. Même s'il est difficile d'estimer précisément leur impact, les innombrables voyages qu'il a entrepris à Almaty, Bakou ou Achkhabad ont certainement donné un coup de pouce à certains projets d'investissements turcs. Les milieux d'affaires ou la presse s'interrogeaient récemment, en Turquie, sur la capacité de son successeur, Ahmet Necdet Sezer, un juriste à la carrière très nationale et au caractère plus effacé, à faire de même. Il n'est d'ailleurs pas anodin qu'il ait fait l'un de ses premiers déplacements à l'étranger à Bakou (après un premier voyage en république chypriote turque).

a) Échanges économiques entre la Turquie et le Kazakhstan¹⁹ :

- 18 Au vu des dernières statistiques disponibles (janvier-juin 2000), le Kazakhstan est un partenaire commercial assez modeste (entre 0,6 et 1 % des importations et à peu près 0,5 % des exportations turques). Si on inverse la perspective, le jugement reste valable,

le Kazakhstan commerce avant tout avec la Russie, la Chine ou la Corée du Sud et les importations en provenance de Turquie ne constituent que 2,5 % du total. Depuis 1998, la balance des échanges entre la Turquie et le Kazakhstan présente un solde négatif pour Ankara.

- 19 La Turquie exporte essentiellement vers le Kazakhstan des produits industriels finis, tandis que la majeure partie de ses importations se compose de matières premières comme le fer, l'acier, le cuivre, le charbon ou le pétrole. Le secteur de la construction occupe une place fondamentale dans les échanges entre la Turquie et le Kazakhstan. Les firmes turques sont présentes dans la plupart des grandes villes du pays et ont engrangé de 1992 à 1998 pour un peu plus de 2 milliards de \$ de contrats (surtout dans la construction ou dans les télécommunications mais pas du tout ou quasiment pas dans la prospection ou l'exploitation pétrolière). Le déplacement de la capitale d'Almaty à Astana a fourni aux entreprises turques d'importantes opportunités d'investissements. Les nouveaux ministères, les hôtels de la future capitale et la route qui doit relier Almaty à Astana sont des chantiers qui promettent un bel avenir aux 250 firmes turques présentes au Kazakhstan. La dernière grande réalisation signée par une firme turque est l'immense centre commercial Ramstore construit par le groupe Koç à Almaty, en face du palais présidentiel.

b) Echanges économiques entre la Turquie et le Kirghizistan

- 20 L'économie du Kirghizistan, comme celle de tous les pays issus de l'ex-URSS est encore essentiellement orientée vers les pays de la CEI d'où proviennent, en 1998, plus de la moitié des importations kirghizes. La Russie, l'Ouzbékistan et le Kazakhstan sont les principaux partenaires économiques du pays. Dans la catégorie des pays extérieurs à la CEI, l'Allemagne, la Chine et les États-Unis sont les principaux partenaires économiques de Bichkek²⁰. Quant aux exportations, elles s'effectuent, elles aussi, encore, dans une large mesure, avec les États de la CEI. Ainsi, en 1998, 45 % des exportations kirghizes sont destinées à la CEI (Russie et Kazakhstan surtout). Dans le classement des pays clients du Kirghizistan, en 1998, la Turquie arrive 8^e, devancée par des pays comme l'Allemagne, la Chine, les États-Unis, etc. Enfin, pour la même année, dans la liste des pays fournisseurs du Kirghizistan, la Turquie arrive 5^e, derrière les mêmes pays²¹.
- 21 Les produits échangés sont assez banals. L'industrie agroalimentaire turque s'exporte bien dans ce pays pauvre qui ne peut vendre que les rares richesses de son sous-sol. À la différence de ses voisins, le Kirghizistan importe peu de machines-outils de Turquie, compte tenu de sa faible industrialisation et de la prédominance du secteur primaire dans son économie. Enfin, les tapis que la Turquie exporte au Kirghizistan n'ont rien d'artisanal, ils sortent tous des usines de tissage de Gaziantep, spécialisées dans la tapisserie industrielle.

c) Les échanges économiques entre la Turquie et le Turkménistan

- 22 La construction des hôtels et autres grands ensembles comme la raffinerie de la ville de Turkmenbachi au bord de la Caspienne ou l'aéroport international Turkmenbachi d'Achkhabad attirèrent de nombreuses entreprises turques de BTP dont le montant des investissements, sur la période s'étalant de 1992 à 1998, dépasse 2, 29 milliards de dollars. La capitale turkmène a subi une complète métamorphose grâce aux chantiers

orchestrés par les firmes turques qui sont, de manière générale, très actives au Turkménistan. Au 1^{er} juin 1997, sur les 642 entreprises étrangères présentes sur le sol turkmène, 178 étaient turques, 82 iraniennes et 64 russes. Ceci dit, là encore comme au Kazakhstan ou en Azerbaïdjan, les firmes turques n'ont guère obtenu de résultats dans le secteur énergétique.

d) Les échanges économiques entre la Turquie et l'Ouzbékistan²²

- 23 Le volume des échanges entre les deux pays, à hauteur de 75,5 millions de dollars en 1992, a été multiplié par 4 en 1997, passant ainsi à 305,5 millions de dollars. L'année suivante, en 1998, ils se sont effondrés en raison des contrecoups de la crise russe. En tête des exportations turques vers l'Ouzbékistan, se trouvent les chaudières, les tapis (manufacturés), les machines électriques et les produits métallurgiques transformés. Quant aux importations, elles se composent essentiellement de coton, de cuivre et de cuir non traité. Les firmes turques de BTP jouent un rôle considérable dans la vie économique du pays quand on sait qu'entre 1992 et 1998 le montant des 28 projets de travaux dans lesquels elles étaient engagées s'élevait à presque 700 millions de dollars. Il y avait, en 1998, 234 entreprises turques de répertoriées en Ouzbékistan (contre 359 russes).
- 24 La plupart des firmes turques travaillent dans la construction d'hôtels (Intercontinental à Tachkent), de banques (la moitié des banques ouzbèkes, notamment les NBU, National Bank of Uzbekistan), d'usines de textiles et d'installation de raffinerie (à Boukhara). La présence turque est également importante dans le secteur de l'agro-alimentaire. L'ampleur de la présence économique turque en Ouzbékistan ne doit, cependant, pas faire oublier que les activités économiques de la république ouzbèke sont encore dans une large mesure orientées vers d'autres pays, la Russie notamment. En effet, pour l'année 1998, les importations ouzbèkes provenaient à 20 % de Russie, 15 % de la Corée du Sud (le groupe Daewoo est le premier investisseur privé dans le pays), 10 % d'Allemagne et 6 % de Turquie (presque la moitié des importations du pays se font avec d'autres pays que ceux cités). Quant aux exportations du pays, elles s'effectuent à 32 % avec la Russie, 7 % avec l'Italie, 6 % avec l'Ukraine, 6 % avec le Tadjikistan et 4 % avec la Chine, la Turquie occupant une place très marginale dans les exportations ouzbèkes. La place marginale de la Turquie (en chiffres absolus en tout cas) mérite une explication.
- 25 Elle est de deux ordres. D'un côté, les réformes économiques piétinent malgré les promesses faites par le président Karimov d'accélérer le passage à l'économie de marché, créant ainsi un climat peu favorable aux investissements étrangers. Ces derniers doivent encore faire face à la complexe question de convertibilité de la monnaie ouzbèke, le soum. Les entreprises étrangères travaillant en Ouzbékistan rencontrent beaucoup de difficultés lorsqu'elles veulent convertir leurs profits réalisés en soums en dollars, monnaie dont la solidité n'a rien de comparable au soum qui se déprécie à vue d'œil²³. D'un autre côté, les relations entre les deux pays ont beaucoup souffert des deux crises politiques survenues entre les deux États au sujet de l'installation de l'opposition ouzbèke à Istanbul. Le président Karimov, mécontent de l'accueil réservé aux leaders Mohammad Solih et Abdurrahman Polatov a, semble-t-il, voulu limiter l'influence de la Turquie dans son pays, y compris celle des entreprises privées. Enfin, une bonne partie des entrepreneurs turcs en Ouzbékistan

commercialisent, avant tout, des produits fabriqués en Turquie. Or, l'État ouzbek est à la recherche d'investissements durables. Certaines entreprises turques ont compris le message et ont créé des unités de production en Ouzbékistan même. C'est le cas des biscuiteries Aylin désormais fabriquées dans la région de Tachkent, tout comme le groupe Koç qui, au lieu d'importer des véhicules de Turquie, les fabrique dans la région de Samarkand.

Conclusion

- 26 Au terme de cette rapide analyse, on se rend aisément compte que l'Asie centrale ne constitue ni un eldorado ni une chasse gardée pour l'économie turque. Aucun État d'Asie centrale ne se trouve dans la liste des 20 premiers partenaires économiques de la Turquie²⁴. Les capitaux turcs investis en Ouzbékistan ou au Kazakhstan, par exemple, sont nettement inférieurs à ceux qui proviennent d'Allemagne ou des États-Unis. Les États d'Asie centrale continuent, d'abord, à pratiquer leurs échanges dans la zone CEI, pour commercer ensuite avec l'Europe ou l'Amérique, voire l'Asie (Corée et Chine). Si l'on se tient aux chiffres du commerce extérieur et aux montants des investissements, on s'aperçoit donc que la Turquie pèse peu dans les économies centrasiatiques. Au vu de ces chiffres, on pourrait même supposer qu'il y a une volonté délibérée de la part de Tachkent, Astana ou Bichkek de limiter les échanges avec un pays dont on n'apprécie guère les manières de grand frère. Si l'hypothèse est vérifiée dans le cas de l'Ouzbékistan qui voit la Turquie plus comme un concurrent qu'un partenaire, elle montre ses limites si on l'applique au Turkménistan ou au Kazakhstan, tous deux assez ouverts à la présence turque.
- 27 En fait, la Turquie n'a pas les moyens d'investir autant que les États occidentaux mais elle se rattrape grâce au dynamisme de ses expatriés et à l'esprit missionnaire de ses entrepreneurs installés un peu partout.
- 28 En effet, quand on parcourt les villes d'Asie centrale, on est frappé par l'omniprésence de la Turquie, notamment grâce à ces entreprises de tailles variées que l'on trouve aussi bien dans la ville turkmène de Turkmenbachi qu'à Narin, ville kirghize non loin de la frontière chinoise. Dans le centre des capitales, cette présence turque se lit partout sur les enseignes des restaurants et des supermarchés.
- 29 L'outil, classique, des statistiques officielles - capitaux, importations, exportations, etc -, n'est donc pas suffisamment pertinent pour rendre compte de la présence turque en Asie centrale, qui est bien plus complexe qu'il n'y paraît. En effet, dans les économies d'Asie centrale, une bonne partie des échanges échappent aux statistiques officielles, particulièrement ceux réalisés par des entreprises de taille moyenne, les PME, qui constituent les 3/4 des compagnies turques expatriées en Asie centrale. D'autre part, le « commerce de valise », ces échanges économiques que l'on pourrait qualifier d'informels, génèrent des rentrées financières qui échappent aux comptabilités nationales, contrairement aux importations et aux exportations des grandes compagnies internationales dont les contrats sont négociés au niveau ministériel. En d'autres termes, une bonne partie des flux qui transitent entre la Turquie et l'Asie centrale n'est pas repérée par un appareil comptable et douanier en cours de conversion et dont la fiabilité est plus que douteuse.
- 30 Si la Turquie a un poids relatif dans les économies d'Asie centrale en termes de grandes variables économiques, elle bénéficie, cependant, de l'immense avantage de posséder le

plus grand nombre d'entreprises dans ces pays, même si celles-ci ont souvent une existence éphémère. La plupart de ces petites entreprises s'organisent dans un cadre associatif, comme c'est le cas en Ouzbékistan, au Kazakhstan et au Kirghizistan où les hommes d'affaires turcs ont créé des associations d'hommes d'affaires turco-kazakhs, turco-kirghizes et turco- ouzbeks²⁵. Souvent imprégnés d'une philosophie religieuse nourdjou, ces entrepreneurs ont tissé des réseaux pour mieux faire face aux problèmes quotidiens. Même le nord du Kazakhstan pourtant éloigné de tout et au climat hostile, attire lui aussi des petites entreprises turques (autour de la ville de Pavlodar Astana, par exemple) qui concilient intérêt économique et motivation idéologique.

- 31 De larges pans de la diaspora turque, tantôt turkiste comme les enseignants envoyés par des fondations panturquistes, notamment la *Türk Dünyası Araştırmaları Vakfı* (la fondation de recherches sur le monde turc), tantôt religieuse comme les éducateurs et hommes d'affaires de la mouvance nourdjou, sont animés par un véritable esprit missionnaire, esprit qui est, sans conteste, prometteur pour la consolidation de la présence économique turque en Asie centrale. Loin d'être la poule aux œufs d'or un temps espérée, ce marché restera néanmoins très probablement, dans l'avenir, assez marginal pour une économie turque plus que jamais orientée vers l'Union Européenne. Ceci dit, si l'on change de focale, pour ne plus s'intéresser qu'à certaines entreprises (notamment les PME) ou à certains secteurs de l'économie, le marché centrasiatique est loin de constituer quantité négligeable. Tout est, en définitive, un problème de perspective.

ANNEXES

UTID, KATIAD, KITIAD Trois associations d'hommes d'affaires turcs en Asie centrale

Un des aspects de la présence économique turque en Asie centrale est son fonctionnement dans un cadre associatif, plus ou moins formel selon les cas. Arrivés dans ces États au début des années 1990 et confrontés aux difficultés d'adaptation à un marché, où les coutumes sont à la fois nombreuses et les règles inexistantes, les entrepreneurs turcs, une fois familiarisés avec les milieux économiques de ces États, se sont dotés d'associations qui entendaient favoriser, entre autres, les échanges économiques entre la Turquie et l'Asie centrale.

Des associations prestataires de services

L'UTID, *Özbekistan ve Türkiye İşadamları Derneği* (Association des hommes d'affaires d'Ouzbékistan et de Turquie) fut créée en mai 1995 afin, selon les termes même de son président, « d'accroître le volume des échanges économiques entre la Turquie et l'Ouzbékistan et d'œuvrer pour la consolidation de la fraternité entre les deux États²⁶ ». À sa création, l'association comptait 25 entreprises ouzbèkes et autant d'entreprises

turques. À la fin de l'année 1999, elle en comptait 100. Dès sa création, elle fut accréditée auprès du ministère des Affaires étrangères comme un organisme d'utilité publique, ce qui lui donnait des avantages considérables, notamment celui de pouvoir obtenir des visas pour les hommes d'affaires qui viennent de Turquie.

L'UTID a servi d'exemple aux hommes d'affaires turcs actifs dans les républiques voisines, à savoir le Kazakhstan et le Kirghizistan, le Turkménistan étant pour sa part hostile à la création d'une association non contrôlée par l'État. En revanche, une société au statut ambigu, *Bahar Limited Company*, proposait le même type de services à Achkhabad, dans la capitale turkmène, dans les premiers mois de 1998. N'ayant pas réussi à se trouver une clientèle suffisamment importante, elle a fermé après quelques mois d'existence.

La KATIAD, *Kazakistan ve Türkiye İşadamları Derneği*, (Association des hommes d'affaires de Turquie et du Kazakhstan), tente, à sa manière, d'encourager les investisseurs des deux pays. À Bichkek, au Kirghizistan, la même organisation existe, sous une autre appellation, KITIAD, *Kırgızistan ve Türkiye İşadamları Derneği* (Association des hommes d'affaires de Turquie et du Kirgizstan).

Les services rendus ou plutôt vendus par ces associations sont sensiblement les mêmes dans les trois républiques. La liste des avantages que comporte l'adhésion à l'association UTID, exposée dans son bulletin d'information numéro 1, est la suivante :

- Traduire les nouvelles lois et décrets des Républiques d'Ouzbékistan, du Kazakhstan et du Kirghizistan et les mettre à la disposition des entreprises turques.
- Organiser des séminaires pour former les hommes d'affaires turcs à la nouvelle législation ouzbèke, kazakhe ou kirghize.
- En partenariat avec les autorités compétentes locales, servir de conseillers aux investisseurs turcs et gérer la coordination de leurs activités.
- Fournir une aide pratique aux entreprises turques en difficulté (notamment dans leurs différends avec l'administration ouzbèke, kazakhe ou kirghize). L'expérience des premiers investisseurs turcs arrivés dans le pays est mise à contribution pour cette aide.
- Aider les entreprises à trouver des locaux de travail (achat ou location).
- Faciliter les échanges entre les organismes centrasiatiques et turcs, notamment en aidant les uns et les autres à résoudre leur problème de visas.
- Accueil des hommes d'affaires turcs, organisation de leur emploi du temps, prise de rendez-vous avec les administrations demandées, etc.

Cette liste des services rendus montre que le principal souci des créateurs des associations est de faciliter l'implantation des entreprises turques en Asie centrale. N'ayant pas toujours une bonne connaissance des principales caractéristiques législatives, financières et sociales du pays, ces dernières font appel aux services de ces associations afin de mieux s'informer sur le marché ex-soviétique. Se comportant en véritables interlocutrices entre les gouvernements centrasiatiques et les investisseurs turcs, l'UTID, la KITIAD et la KATIAD sont souvent sollicitées par les autorités ouzbèkes, kazakhes et kirghizes qui leur indiquent la nature des investissements qu'elles veulent attirer dans le pays. En tant que consultants, ces organismes jouent parfois le rôle d'un groupe de pression pour favoriser l'implantation de leurs clients.

Le fonctionnement des associations

Comme elle comporte une série d'avantages, l'adhésion à ces associations est payante. En Ouzbékistan, l'UTID exige une somme de 1000 dollars à l'entrée et une cotisation mensuelle de 100 dollars. Le nombre de sociétés ouzbèkes et turques membres de l'association, environ 100, est à peine suffisant pour rémunérer les quelques employés ouzbeks qui traduisent les nouvelles lois du russe ou de l'ouzbek en turc. Certaines entreprises ne sont pas régulières dans le règlement de leurs cotisations, ce qui complique le fonctionnement de l'association²⁷. L'administration de l'association est confiée à son président, élu pour deux ans par les responsables des sociétés membres. En Ouzbékistan, spécificité ouzbèke oblige, il y a deux présidents, un Turc et un Ouzbek, règle de base qui s'applique à la plupart des organisations mixtes installées dans le pays. Au Kazakhstan et au Kirghizistan, le fonctionnement est le même, des élections régulières ayant lieu tous les deux ans pour changer le cadre dirigeant.

Toutes les entreprises turques présentes dans ces États n'adhèrent pas à ces associations. Par exemple, à Bichkek, sont membres de la KITIAD « la plupart des sociétés turques de taille moyenne et en relative bonne santé », c'est-à-dire les 2/3 des entreprises venues de Turquie²⁸. Au Kazakhstan, où le nombre de sociétés turques est sans doute le plus élevé (250 en 1999), le nombre d'adhérents de la KATIAD n'est jamais stable, variant entre 100 et 150. Toutes ces associations fonctionnent comme un groupe d'information et de pression dans l'objectif d'aider leurs membres à investir en Asie centrale ou en Turquie. Représentatives du secteur privé turc en Asie centrale, elles ont des rapports complexes avec les opérateurs de la politique officielle de la Turquie en Asie centrale, à savoir l'attaché commercial de l'ambassade et l'agence TIKAT²⁹. L'arrivée des délégations officielles de Turquie ou le voyage d'un président centrasiatique à Istanbul ou Ankara sont des moments particuliers de resserrement des liens entre acteurs privés et publics turcs. En temps ordinaire, cette coopération entre ambassades et associations d'hommes d'affaires turcs est plus terne, notamment à cause de l'aspect religieux de ces organisations, pourtant absent dans les fiches et prospectus de présentation.

En effet, bien que n'apparaissant jamais dans les propos des dirigeants, les publications et encore moins dans les règlements, une philosophie religieuse particulière est à la base de ces organisations. Parmi les premières à s'être implantées en Asie centrale, les entreprises turques dites *nourdjous* dominent les comités d'administration de ces associations. À Tachkent (UTID) et à Bichkek (KITIAD), ces associations sont incontestablement marquées par la pensée religieuse *nourdjou*. Cependant, à Almaty, la KATIAD est dominée par des hommes d'affaires qui ne se positionnent pas dans la mouvance des *nourdjous*³⁰, ces derniers ayant une association à part, la KATEV, Kazakhstan ve Türkiye Eğitim Vakfı (Fondation turco-kazakhe d'enseignement), responsable du financement des lycées *nourdjous* dans ce pays. Généralement, ces hommes d'affaires *nourdjous* favorisent grâce à ces associations l'implantation d'autres entreprises *nourdjous* dans le pays, tout en restant ouverts à la coopération avec d'autres partenaires extérieurs.

TIKA une agence turque de coopération et de développement en Asie centrale

La création de TIKa, *Türkiye işbirliği ve Kalkınma Ajansı* (Agence turque de coopération et de développement), en anglais TICA, *Turkish international Cooperation Agency*, eut lieu le 24 janvier 1992, à une époque où la politique turque dans le Caucase et en Asie centrale débordait d'ambition. TIKa fut chargée par Ankara de coordonner la politique turque de coopération et de développement dans : 1) le monde turc (*türk dünyası*), 2) les États voisins, 3) les pays en voie de développement³¹. En 1999, l'agence possédait des bureaux de représentation dans les 5 États d'Asie centrale, en Azerbaïdjan, en Géorgie, en Moldavie, en Macédoine, en Ukraine, en Albanie, en Bosnie- Herzégovine et dans la partie turque de Chypre. Dotée d'un statut autonome, elle doit tout de même accepter la tutelle du ministère des Affaires étrangères auquel est rattaché son président, même si elle bénéficie d'un financement propre³².

Les ambitions de TIKa

Fonctionnant sur le modèle des agences occidentales de coopération et de développement, comme l'agence américaine USAID, l'allemande GTZ ou la canadienne CIDA, TIKa est avant tout un outil de la nouvelle politique étrangère turque, fortement « amendée » au lendemain de la dislocation du bloc communiste. Elle a pour mission de *concevoir*, de *coordonner* et de *réaliser* des projets de développement et de coopération avec les pays dans lesquels elle est implantée. Les projets sont conçus avec des experts venus de Turquie, des États en question et des organisations internationales. La coordination se veut à la fois infra- étatique, pour établir une communication entre les différents organismes turcs -médias, ministères, universités et milieux d'affaires- et supra-étatique, puisqu'elle tisse des liens entre des administrations turques et les organismes internationaux -Nations Unies, Unesco, Banque Européenne de Reconstruction et de Développement et Banque mondiale- pour mener à bien les projets conçus. Quant à la réalisation, elle est supervisée par les fonctionnaires de l'agence qui envoie des délégations sur place.

Le but affiché est d'aider ces États à réussir les réformes engagées dans le domaine économique, commercial, technique, social, culturel et éducatif. Au-delà de ce soutien, il s'agit pour la Turquie de s'assurer dans ces États une zone d'influence à la mesure de ses ambitions politiques, économiques et culturelles.

Les principales réalisations

Parmi les principales réalisations signées par TIKa, on retiendra, en 1992, l'organisation, à Ankara, d'une conférence rassemblant des linguistes venus de plusieurs pays turcophones. Cette conférence avait pour objet de débattre des projets de coopération linguistique entre les différents États dotés d'une langue officielle appartenant à la famille turque. La même année, une autre conférence fut organisée pour traiter des problèmes économiques et sociaux auxquels les nouveaux États indépendants étaient confrontés. En 1993, en coopération avec le *Yüksek Öğretim Kurumu* (Organisation de l'enseignement supérieur) de Turquie, la même agence

organisa une rencontre entre des dizaines de recteurs d'universités de l'ensemble du monde turc afin de mettre sur pied des coopérations universitaires.

Dans le domaine de l'édition, la direction de TIKa, éprouvant le besoin de faire connaître les nouveaux États au monde entier, encouragea la réalisation d'une série de livres sur l'histoire, les langues et les économies des peuples turques. Parmi ses publications, on trouve, notamment, une revue de sciences sociales, *Eurasian Studies*, un bulletin bilingue d'information économique, *Avrasya Dosyası* et *Eurasian File*, et une réédition du livre de Radloff sur les stèles de l'Orkhun.

En Asie centrale, TIKa est active dans chaque État, même si le Turkménistan et le Kirghizistan sont particulièrement privilégiés grâce à la bonne entente de leurs gouvernements avec les autorités turques. Au Kazakhstan, l'agence s'est associée au projet de restauration du mausolée d'Ahmet Yesevi, mystique *türk* du 12^e siècle dont la pensée religieuse a beaucoup marqué l'islam turc. Conçu pour l'ensemble des républiques turcophones, le programme « 10 000 étudiants du monde turc » lancé par le gouvernement dès 1992-93 fut soutenu par TIKa qui apporta son aide à certains étudiants venus d'Asie centrale. Enfin, il faut mentionner un projet de formation de diplomates. Il s'agissait d'une série de séminaires destinés à des jeunes diplomates kazakhs, kirghizes, ouzbeks, turkmènes et azéris.

Dans un registre différent, TIKa a contribué à la modernisation de la télévision ouzbèke grâce à la fourniture d'équipements récents et à la formation professionnelle dont ont bénéficié des employés de la Uz-TV. À partir de 1993, on voit aussi cet organisme accueillir de hauts fonctionnaires de l'État ouzbek à Istanbul où il leur propose des cours de longue durée sur le fonctionnement de l'économie de marché, la comptabilité moderne, le système bancaire, les méthodes statistiques, etc³³.

L'agence TIKa, dans sa conception même, est assez représentative de la vision qu'avait la Turquie du monde turcophone à la fin de l'ex empire soviétique. Persuadées que les retrouvailles entre les « frères turcs » allaient déboucher sur la création d'un vaste ensemble culturel, économique et même politique, les autorités turques avaient beaucoup d'ambitions pour cet organisme. Presque dix ans après l'indépendance des États à destination desquels est orientée l'action de TIKa, force est de constater que les fondateurs de l'agence avaient vu trop grand. En effet, les moyens de financement de la Turquie, et, par corollaire, de TIKa, ne sont pas à la hauteur des ambitions affichées. Les agences occidentales -américaines, allemandes, canadiennes ou suédoises- ont des moyens autrement plus importants pour assister ces États dans leur transition vers l'économie du marché. Enfin, il convient de noter que certaines des républiques, en particulier l'Ouzbékistan, ne sont pas particulièrement demandeuses de coopération avec la Turquie.

NOTES

1. Voir en annexe les différentes données géographiques et humaines des États d'Asie centrale.
2. On compte, au début 2000, approximativement 24 millions d'habitants en Ouzbékistan, 18 millions au Kazakhstan, 5 au Kirghizistan et 4 au Turkménistan
3. Voir l'article d'Alexandre Huet dans le présent dossier.
4. Olivier Roy, « Les républiques musulmanes de l'ex-URSS », *Les Cahiers de l'Orient*, n° 41, 1993, pp. 17-27.

5. Sur la question de l'enclavement de la région, voir Pierre Chuvin et Pierre Gentelle, *Asie centrale, l'indépendance, le pétrole et l'islam*, Paris, Le Monde-Poche, 1998, 187 p.
6. La forte tendance à la baisse des prix du coton sur les marchés mondiaux n'arrange guère les choses.
7. Atilla Artam, *Türk Cumhuriyetlerinin Sosyo-Ekonomik Analizleri ve Türkiye İlişkileri* (Analyses socio-économiques des Républiques turcophones et leurs relations avec la Turquie), Istanbul, Türkiye Milli Kültür Vakfı, 1993, p. 12.
8. Aynur Coşkun, "Türkiye Cumhuriyetinin Avrasya Ülkeleri ile Olan Diplomatik İlişkileri" (Relations diplomatiques entre la Turquie et les États d'Eurasie), *Bilig*, n° 2, 1996, pp. 23-33.
9. Zakir Avşar, Ferruh Solak, *Türkiye ve Türk Cumhuriyetleri* (la Turquie et les Républiques turques), Istanbul, Vadi Yayınları, 1995, p. 56.
10. *Ibidem*.
11. Cf bulletin du DEIK (Dış Ekonomik İlişkiler Kurumu, la Fondation pour les Relations Economiques Extérieures) voir www.deik.org.tr
12. Turan Aydın, "Türkiye ve Orta Asya Türk Cumhuriyetleri Arasında Ekonomik İlişkiler" (Relations économiques entre la Turquie et les républiques turques d'Asie centrale), *Yeni Türkiye*, n° 15, 1997, pp. 795-799.
13. Orah Morgil, "Türkiye ile Türk Cumhuriyetleri Arasında Ekonomik İşbirliğinin Geliştirilmesi" (Développement de la coopération économique entre la Turquie et les Républiques turques), *Yeni Türkiye*, n° 15, 1997, pp. 773-777.
14. Emin Çarıkçı, "Türk Cumhuriyetlerinde Ekonomik Gelişmeler ve Türkiye'nin Katkıları" (Les évolutions économiques dans le monde turc et les contributions de la Turquie), *Yeni Türkiye*, n° 15, 1997, pp. 765-772. L'auteur de cet article se base sur des données du *Dış Ticaret Müsteşarlığı*, 1997
15. Cf., en annexe les séries statistiques complètes des échanges commerciaux bilatéraux entre la Russie et la Turquie.
16. Qu'il suffise de noter ici que, depuis 1988, la Turquie importe autour de 55-60 % de son gaz naturel de Russie (source : secrétariat d'État au commerce extérieur turc). Avec la mise en service, dans l'avenir, du blue stream (gazoduc sous-marin Russie - Turquie) et la consommation exponentielle de gaz en Turquie, les volumes sinon ces proportions devraient considérablement augmenter. Cf. article d'Alexandre Huet.
17. Turan Aydın, *art. cité*.
18. Les tableaux relatifs aux relations économiques bilatérales figurent en annexe du dossier.
19. Pour l'ensemble du commerce extérieur de la Turquie, voir les bulletins du DEIK, *Dış Ekonomik İlişkiler Kurumu*, disponibles soit dans leurs locaux de la rue İstiklal soit sur Internet : www.deik.org.tr
20. Chiffres extraits d'un document de travail, *Kırgızistan Cumhuriyetinin Sosyo-Ekonomik Durumu* (Situation socio-économique de la République du Kirghizistan), fourni par le service économique de l'Ambassade de Turquie à Bichkek. Entretien avec le conseiller économique, Bichkek, avril 1999.
21. *Kırgızistan Cumhuriyetinin Sosyo-Ekonomik Durumu*, source citée.
22. Les publications de l'association des hommes d'affaires turcs, *UTID Haber Bülteni*, contiennent parfois des données intéressantes sur les liens économiques turco-ouzbeks. La même association, basée à Tachkent, a fait paraître un guide économique sur l'Ouzbékistan. Les principales publications de cette association sont envoyées en Turquie et distribuées dans les plus grandes bibliothèques, dont celle du DEIK.
23. La différence entre le cours officiel du soum et le cours au marché noir varie considérablement. Ainsi, en avril 2000, le taux officiel était de 236 soum pour un dollar alors qu'au marché noir il s'échangeait à plus de 800 soum pour un dollar.
24. Voir les chiffres du DEIK.

25. Voir encadré sur les associations des hommes d'affaires turcs en Asie centrale.
 26. Entretien avec Yusuf Yılmaz, président de l'association, Tachkent, plusieurs rencontres en 1998 et 1999.
 27. Entretien avec Ali Badem, numéro deux de l'UTID, Tachkent, juillet 1999.
 28. Entretien avec Hüseyin Muslu, secrétaire général de la KITIAD, Bichkek, avril 1999.
 29. Voir encadré sur l'agence TİKA.
 30. Entretien avec İlhan İldeniz, Almaty, avril 1999.
 31. Sevim Ulaş, "Türk Dünyasında Uluslararası-Kurumlararası Bir Köprü : TİKA" (TİKA : une passerelle entre les États et les organismes dans le monde turc), *Anayurttan Atayurda*, yıl 1, cilt 1, n° 4, 1993, pp. 68-71.
 32. *Avrasya Dosyası*, Haziran 1997, Özel Sayı.
 33. Entretien avec Keman Özdemir, responsable de l'agence TİKA à Tachkent, novembre 1998.
-

RÉSUMÉS

L'enjeu économique occupe une place particulière dans la politique turque en Asie centrale. Les milieux d'affaires turcs considèrent, en effet, à partir de 1991, la région comme un espace susceptible de fournir des débouchés colossaux à une économie turque « dopée » par les réformes structurelles initiées par Turgut Özal au cours de la décennie 1980. Le nouveau marché ouvert par la chute de l'URSS va cependant, en réalité, bien au-delà de l'Asie centrale puisque l'Europe centrale et orientale, la Fédération de Russie, l'Ukraine et la Biélorussie voient aussi arriver, à partir des années 1990, petites et grandes entreprises turques. C'est donc de façon un peu arbitraire, en nous conformant à l'orientation du dossier, que nous avons décidé de limiter notre étude aux républiques turcophones ex-soviétiques, c'est à dire aux marchés kazakh, kirghiz, ouzbek et turkmène et dans une moindre mesure azerbaïdjanais.

Les enjeux énergétiques de la Caspienne ou l'émergence d'une nouvelle géo-économie des flux

Alexandre Huet

« La politique d'un État est dans sa géographie »

Napoléon Bonaparte

« Un jour, le monde verra avec stupeur s'éveiller
et se mettre en marche cet empire invisible qui
gît encore ensommeillé dans les flancs de l'Asie ».

Mustafa Kemal Atatürk

- 1 « *La face cachée de la lune* ». C'est en ces termes que l'on évoquait les provinces caspiennes et centre-asiatiques de l'URSS lorsque celle-ci régnait encore sur les marches méridionales de son empire. Il faut remonter à l'époque du « Grand Jeu » pour voir se manifester les premiers signes de la marginalisation de cette zone, qui avait été pendant de nombreux siècles à la fois le cœur des Routes de la Soie et un exceptionnel creuset culturel et humain. Au tournant du XX^e siècle, l'expansion territoriale de la Russie tsariste avait en effet mis en contact le flanc sud de l'Empire russe avec la sphère d'influence de la Grande Bretagne (Indes, Afghanistan, Perse). La démarcation des deux empires s'était alors traduite par la création d'un glacis composé de frontières étanches et par l'interruption de tous les flux nord-sud reliant l'Asie centrale et le bassin caspien aux pays du bouclier turco-afghan. La région Caspienne et l'Asie centrale allaient ainsi vivre pendant plusieurs décennies comme des recluses, marginalisées par les planificateurs soviétiques qui n'y voyaient qu'une région richement dotée en ressources naturelles, et déconnectées en grande partie des flux d'échanges qui traversaient l'espace économique soviétique.
- 2 La dislocation de l'URSS, en 1991, a d'emblée contraint les nouvelles républiques caspiennes¹ à repenser leur positionnement géo-économique, compte tenu à la fois de leur enclavement géographique et de l'enjeu que représente leurs réserves d'hydrocarbures, avérées et potentielles. Cette démarche à la fois géographique,

politique et économique, participe d'une recomposition de l'espace caspien marquée par plusieurs lignes de force :

- la recherche de l'indépendance économique et politique, notamment à travers la mise en valeur du potentiel énergétique ;
 - la rupture des liens de dépendance très forts qui existaient vis-à-vis de la Russie et la volonté d'ouvrir la Caspienne sur le monde extérieur en nouant de nouvelles alliances avec des acteurs jusque-là absents du jeu régional ;
 - la gestion de tensions à la fois ethniques, nationales et transnationales.
- 3 Recomposition et redécouverte sont sans doute les deux termes qui définissent le mieux la nature des mutations en cours autour de la mer Caspienne. Recomposition, car la rupture de l'équilibre créé par les régimes tsariste puis soviétique ne peut que se traduire à terme par une nouvelle configuration géopolitique et géo-économique du bassin caspien. Redécouverte car la présence de nombreux gisements d'hydrocarbures en Azerbaïdjan, au Kazakhstan, au Turkménistan et en Ouzbékistan a mis un terme à l'isolement dont souffraient ces républiques, suscitant une effervescence sans précédent depuis près d'un siècle. Les investisseurs étrangers, au premier rang desquels se trouvent les « oil majors », ont fait de la mer Caspienne leur nouveau fief, attirant dans leur sillage financiers et conseillers de tout poil qui tentent d'apporter des réponses à la problématique de l'enclavement qui bride le développement des projets pétro-gaziers de part et d'autre de la Caspienne.
- 4 Les protagonistes des luttes d'influences qui se déroulent autour de la mer Caspienne sont légion : outre les États, qui s'emploient à valoriser au mieux leur potentiel pétro-gazier, on distingue l'émergence de puissances régionales, directement ou indirectement touchées par la réorganisation de la région et qui cherchent à apposer leur marque sur les projets en gestation, initiés par des multinationales dont les investissements sont parmi les plus importants de tout l'ex-URSS. Ensemble, ces acteurs qui s'opposent ou se soutiennent selon leurs intérêts, façonnent une nouvelle géographie des flux et contribuent à la reconversion économique d'États laissés à l'abandon par l'ancien espace économique soviétique.

1) La Caspienne est-elle un eldorado minéral ? État des lieux

- 5 La Caspienne est une très ancienne province pétrolière. Les Zoroastriens vouaient déjà au haut Moyen-âge un culte divin aux feux produits par l'affleurement des nappes de naphte à la surface de la presqu'île d'Apchéron, sur laquelle est aujourd'hui sise Bakou. Au tournant du XX^e siècle, les champs pétroliers azéris furent à l'origine du premier boom pétrolier de l'histoire moderne. La Russie, trop pauvre en capitaux à investir dans le développement de l'industrie pétrolière locale, avait alors autorisé les étrangers à développer des concessions qui firent la fortune de Bakou et de quelques magnats, parmi lesquels les frères Nobel. Les puits azéris produisaient à l'époque plus de 10 millions de tonnes de pétrole par an, soit un volume de production supérieur à celui des États-Unis.
- 6 Durant la deuxième guerre mondiale, la production de la région de Bakou culmina à plus de 500 000 barils de pétrole par jour, environ deux fois la production actuelle de l'Azerbaïdjan. Le symbole de cette époque est la cité pétrolière lacustre construite au

large de Bakou, composée d'un entrelacs de plates- formes de forages et de ponts permettant la circulation et l'évacuation de l'huile extraite des puits. Les gisements azéris devaient conserver un rôle stratégique jusqu'à la découverte et la mise en exploitation dans les années 1950-1960 par les Soviétiques des grands champs du nord de l'Oural et de Sibérie occidentale. Dès lors, le développement du potentiel pétrolier caspien fut interrompu, en partie à cause des difficultés techniques liées à la profondeur et aux pressions élevées observées par les Soviétiques lors des campagnes de forage offshore lancées dans les années 1950. À la veille de l'indépendance, en 1991, la production azérie représentait moins de 5 % de la totalité de la production soviétique.

- 7 Il fut à nouveau question du potentiel pétrolier de la zone caspienne à partir de 1992 : devenues indépendantes, les nouvelles républiques issues de l'ex-URSS s'empressèrent chacune d'élaborer une « stratégie énergétique » visant à attirer les investisseurs étrangers et à valoriser leur principale source de devises fortes, les hydrocarbures. L'on vit ainsi très rapidement émerger une nouvelle puissance énergétique : le Kazakhstan. Dotée d'abondantes réserves de minerais et d'hydrocarbures, cette république avait été largement sous- exploitée par les Soviétiques en dépit d'un sous-sol recelant, en particulier aux abords de la mer Caspienne, de vastes gisements de pétrole et de gaz. C'est au Kazakhstan que se manifesta le premier signe du regain d'intérêt porté à la région caspienne avec la signature en mai 1993 à Washington par le Président kazakh Nursultan Nazarbaev du contrat portant sur l'exploitation de Tengiz, du nom d'un champ géant dont le développement fut confié à l'une des principales compagnies pétrolières américaines, Chevron. Les réserves potentielles de ce champ, le plus vaste non encore mis en production à l'époque dans l'ex-URSS, sont évaluées à plus de 25 milliards de barils, soit l'équivalent des réserves algériennes². L'accord, qui fut à l'origine de la première société à capitaux mixtes de la zone Caspienne, TengizChevrOil³, porte sur une période d'exploitation de 40 ans et représente un volume global d'investissement supérieur à 20 milliards de dollars.
- 8 D'autres grands « contrats » ont été conclus au Kazakhstan à la suite de Tengiz, comme celui portant sur le développement du champ de Karachaganak, lequel contient à lui seul, outre des réserves de pétrole estimées à 2 milliards de barils, plus de 40 % des réserves de gaz naturel du Kazakhstan. Situé dans le nord-ouest du pays, à proximité d'Orenbourg et de la frontière russe, Karachaganak repose sur un accord de partage de production conclu pour 40 ans avec cinq majors⁴ et représente un investissement de plus de 8 milliards de dollars.
- 9 C'est encore au large des côtes kazakhes que s'est déroulée durant trois ans (1995-1997) la plus grande campagne sismique off-shore jamais réalisée - la zone couverte s'étendant sur plus de 100 000 km² - dans le cadre de la campagne d'exploration menée par le consortium OKIOC⁵. Les premiers résultats des forages off-shore effectués par l'OKIOC dans les « structures » du champ de Kashagan seront officiellement divulgués en juin 2000 et pourraient confirmer les estimations selon lesquelles les réserves de Kashagan dépasseraient très largement celles du champ géant de Tengiz. Selon certaines sources officielles, les réserves potentielles de ce champ atteindraient 32, voire 50 milliards de barils, ce qui ferait, le cas échéant, de Kashagan la principale découverte pétrolière de ces vingt dernières années. À titre de comparaison, le plus grand champ pétrolier au monde, situé à Ghawar, en Arabie Saoudite, contient des réserves prouvées de l'ordre de 70 à 85 milliards de barils.

1. Réserves des gisements pétroliers caspiens hors OKIOC (en milliards de barils)

- 10 Selon un rapport récent publié par Wood & MacKenzie, d'ici 2003, 73 % des nouveaux forages réalisés dans la zone Caspienne auront lieu au Kazakhstan, contre 22 % en Azerbaïdjan et 5 % au Turkménistan. Le Kazakhstan est donc appelé à dominer durablement la région de la mer Caspienne en terme de potentiel de développement.
- 11 Le Turkménistan a également cherché dès après son indépendance à valoriser son potentiel énergétique, résidant pour l'essentiel dans de vastes gisements de gaz naturel. Les réserves du pays, estimées à près de 10 trillions de m³, en font la troisième puissance gazière mondiale derrière la Russie et le Qatar.

2. Réserves des gisements gaziers caspiens (en milliards de m³)

- 12 À la différence des autres républiques caspiennes, le Turkménistan était resté l'une des principales zones de production d'hydrocarbures de l'ex-Union soviétique et produisait annuellement plus de 80 milliards de m³ de gaz naturel au début des années 1990, soit une part significative des besoins gaziers de l'URSS. L'indépendance du pays porta un coup sévère à ce potentiel : faute de débouchés commerciaux, la production turkmène s'effondra pour ne plus atteindre que 13 milliards de m³ en 1998.
- 13 Les problèmes des autorités turkmènes sont multiples : investissements étrangers insuffisants, finances publiques déficitaires et enclavement géographique sont autant

de facteurs qui ont maintenu le Turkménistan dans une position de totale dépendance vis-à-vis de ses voisins directs et indirects (Iran, Azerbaïdjan, Russie). De fait, les exportations gazières turkmènes dépendent presque entièrement du bon vouloir des autorités russes et en particulier de Gazprom, le monopole gazier russe, qui a la haute main sur l'ensemble du réseau de gazoducs reliant le Turkménistan au reste du monde. Les Turkmènes ont ainsi été contraints de limiter leurs exportations de gaz aux marchés peu solvables de la CEI (Ukraine, Géorgie, Arménie), les autorités russes leur ayant *de facto* interdit l'accès aux gazoducs alimentant l'Europe occidentale. Faute de trouver un terrain d'entente avec Gazprom, les exportations turkmènes ont été réduites dans les mêmes proportions que la chute de la production, privant ainsi le pays de l'essentiel de ses revenus à l'exportation.

3. Production de gaz naturel 1990-1999 (en milliards de m³)

- ¹⁴ Dans ce contexte, la seule solution pour le Turkménistan consiste en la recherche de voies d'évacuation alternatives. Un petit gazoduc reliant le réseau turkmène au réseau iranien a été inauguré en décembre 1997 mais sa capacité de transit n'est que de 4 milliards de m³ par an. Les autorités turkmènes s'emploient donc à promouvoir depuis 1998 la construction d'un gazoduc transcasprien, le TCGP (Trans Caspian Gas Pipeline) qui traverserait la mer Caspienne et le Caucase pour aboutir en Turquie. En s'appuyant sur ce projet, les Turkmènes sont parvenus à susciter l'intérêt de plusieurs majors, en particulier Shell, avec qui Achkhabad cherche à nouer un partenariat stratégique.
- ¹⁵ L'instabilité politique qui a prévalu en Azerbaïdjan dès avant la dislocation de l'Union soviétique (tensions ethniques, conflit territorial avec l'Arménie portant sur l'enclave du Nagorny Karabakh...) et ce, jusqu'à l'arrivée au pouvoir, fin 1993, du Président Aliiev, explique le retard initial pris par cette république dans le développement des projets pétro-gaziers caspiens. Toutefois, dès son installation à la tête de l'État, Geïdar Aliiev mit au premier rang des priorités nationales la valorisation du potentiel énergétique azéri. Le « contrat du siècle » conclu entre l'Azerbaïdjan et un consortium de douze compagnies pétrolières, l'AIOC⁶, fut signé à Washington en septembre 1994 à l'occasion de la première visite d'État du Président Aliiev aux États-Unis.
- ¹⁶ L'AIOC est en charge du développement de trois champs off-shore (les champs d'Azeri, Chirag et Deep Water Güneşli) et s'est fixé pour objectif de produire 800 000 barils/jour à l'horizon 2010, soit l'équivalent de la production actuelle de l'Angola ou de l'Algérie. La production est pour l'heure d'environ 125 000 barils/jour.

- 17 À la suite de l'AIOC, plusieurs vagues successives de contrats ont permis en l'espace de cinq ans la création de 17 consortiums off-shore et de 5 consortiums on-shore. À titre indicatif, le montant de la deuxième série de contrats signés entre d'Azerbaïdjan et les majors occidentaux (Exxon, Chevron, Amoco et Mobil) en août 1997 à Washington était comparable à celui du prêt historique de 10, 2 milliards de dollars consenti début 1996 par le FMI à la Fédération de Russie.
- 18 Toutes les grandes compagnies pétrolières occidentales sont aujourd'hui présentes dans les consortiums azéris (qui reposent sur des accords de partage de production ou PSA). Cet engouement pour ces projets caspiens suscite une vive compétition entre majors. Il coïncide également avec la redéfinition de la politique de l'administration américaine vis-à-vis du Caucase et de l'Asie centrale, région longtemps considérée comme une chasse gardée de la Russie et promue depuis quelques années au rang de zone stratégique prioritaire par Washington. À cet égard, il convient de souligner ici la très grande habileté avec laquelle la diplomatie pétrolière du Président azéri est parvenue à ménager les susceptibilités et les intérêts américains, russes, iraniens ou turcs. En effet, soucieux de préserver des relations de bon voisinage indispensables à la pérennité des projets échafaudés par les majors et de ne pas s'exposer à des critiques portant sur la transformation de sa république en « zone d'intérêt stratégique » américaine ou occidentale, Geïdar Aliev s'est employé à faire participer dans les différents consortiums des intérêts russes (à travers LUKoil, principale compagnie pétrolière russe, qui détient des parts dans plusieurs consortiums), iraniens (par le truchement de la société nationale iranienne des hydrocarbures, la NIOC) et turcs (TPAO).
- 19 Les projets se multiplient et pourtant le potentiel pétro-gazier de la mer Caspienne reste matière à controverses. En premier lieu, la volatilité des cours du pétrole place mécaniquement les compagnies pétrolières opérant dans la Caspienne dans une situation financière très inconfortable : en dépit de l'intérêt stratégique que ces projets représentent pour des États par ailleurs incapables de financer seuls le développement de leur potentiel énergétique, l'ampleur des investissements engagés dans les campagnes d'exploration, les coûts de développement des champs off-shore et les tracés logistiques complexes et coûteux mis en place pour évacuer la production sont autant d'éléments qui peuvent à tout moment remettre en question la viabilité financière de ces projets dès lors que les cours du pétrole passent en deçà d'un certain seuil. En second lieu, l'accroissement annoncé de la production reste hypothéqué par le déficit de capacités d'évacuation des flux, ce qui contraint les producteurs à avoir recours à des combinaisons logistiques qui renchérissent d'autant les coûts de production et grèvent un peu plus la rentabilité de ces projets. En troisième lieu, les seules certitudes en terme de réserves - et donc de perspectives de croissance de la production - portent sur les champs off-shore exploités par l'AIOC en Azerbaïdjan et par Chevron au Kazakhstan. Le reste relève pour une part non négligeable de la spéculation, comme le montrent les résultats décevants de certaines campagnes d'exploration en Azerbaïdjan, qui ont conduit deux consortiums off-shore⁷ à interrompre leurs activités en 1999. À l'annonce de l'échec des forages de ces « puits blancs », intervenu alors que les cours du pétrole étaient au plus bas, le doute s'était emparé de la communauté pétrolière bakinoise, une rumeur se propageant selon laquelle le gouvernement azéri surévaluait les réserves en hydrocarbures du pays pour

répondre à ses ambitions stratégiques régionales. Depuis, les cours mondiaux du pétrole se sont redressés et l'annonce par BP

- 20 Amoco de la découverte d'un important gisement sur le champ off-shore de Shah Deniz est venu apaiser les esprits. Les prévisions des géologues ont néanmoins été déjouées : Shah Deniz est une structure renfermant un très grand gisement non pas de pétrole mais de gaz naturel⁸...
- 21 En définitive, il apparaît nécessaire de ramener à de justes proportions les estimations concernant les réserves en hydrocarbures de la Caspienne. Si l'on sait avec certitude que la zone caspienne présente la particularité de concentrer six vastes bassins géologiques distincts, tant off-shore que on-shore, les hypothèses varient, en revanche, de façon significative en matière de réserves.
- 22 Deux tiers des réserves d'hydrocarbures du bassin caspien seraient constituées par des réserves de gaz. Pour ce qui est du pétrole, certaines études américaines (Agence internationale de l'énergie notamment) évoquent des réserves potentielles comprises entre 90 et 200 milliards de barils. D'autres études européennes, notamment le rapport publié par Wood MacKenzie à l'été 1997, avancent des chiffres compris entre 50 et 100 milliards de barils, ce qui équivaldrait déjà aux réserves du Koweït. Si ces premiers ordres de grandeur sont respectés, la région de la mer Caspienne devrait produire entre 4 et 5 millions de barils/jour à l'horizon 2010, dont 3 millions de barils/jour destinés à l'exportation. La Caspienne s'approcherait alors des niveaux de production actuels de la mer du Nord.

4. Production comparée (2000) et potentiel de production de la mer Caspienne à horizon 2010 (en millions de barils/jour)

- 23 Pour l'heure, près de la moitié de la production azérie résulte des activités du consortium AIOC et un tiers de la production kazakhe provient du champ de Tengiz.

5. Production pétrolière (en milliers de barils/jour)

- 24 Le développement du potentiel prometteur de cette région en est donc à ses balbutiements et il convient à ce stade de ne pas le surestimer. Les républiques caspiennes se classent pour l'instant loin derrière les principaux producteurs de l'OPEP, parmi les puissances énergétiques en devenir, comme en attestent les comparaisons des niveaux de production de différents pays producteurs et exportateurs de pétrole (graphiques 4 et 6).

6. Production de pétrole, premier trimestre 2000 (en milliers de barils/jour)

- 25 De surcroît, les projets pétro-gaziers caspiens peuvent être à tout moment remis en question par les contraintes exogènes (variations des cours du pétrole et de la demande énergétique internationale) et endogènes (environnement politique et économique des pays producteurs) qui affectent traditionnellement l'industrie pétrolière. Cela est particulièrement vrai dans la Caspienne, où l'essentiel du potentiel de développement a été confié à des opérateurs privés - les majors - qui donnent la priorité aux critères de rentabilité là où les États privilégient la dimension stratégique de leur potentiel énergétique. La conciliation de ces intérêts divergents est par nature difficile : si les États ont toujours la possibilité de dénoncer les concessions qu'ils ont accordé aux majors, ils ne disposent en aucun cas de ressources financières suffisantes pour se substituer aux capitaux mobilisés par les grandes compagnies pétrolières occidentales.

Carte 1 : La Caspienne - projets de délimitation des eaux territoriales

- 26 La stabilité de l'environnement politique, économique voire social est donc le corollaire du développement des projets pétro-gaziers caspiens. Or les nouvelles provinces pétrolières de la Caspienne ont hérité d'un environnement politique rendu fragile par la dislocation de l'ex-URSS. Elles sont en outre le cœur et l'objet de la lutte d'influences que se livrent Moscou, Washington, Ankara et Téhéran pour faire prévaloir leurs vues et leurs intérêts dans l'élaboration des grands projets énergétiques caspiens.

2) Les ingérences extérieures

- 27 Dans la course de vitesse engagée pour la valorisation des réserves pétro-gazières caspiennes, les États producteurs sont confrontés à plusieurs contraintes, au premier rang desquelles se trouve l'enclavement de cette région sans aucun accès direct aux « mers libres ». Si s'affranchir de la tutelle russe est donc sans aucun doute l'un des objectifs prioritaires des gouvernements azéri, turkmène ou kazakh, c'est également un vœu pieux : les enjeux régionaux sont tels que la Russie ne saurait renoncer aussi facilement à l'influence qu'elle exerce depuis plusieurs siècles dans cette région considérée par les Russes comme faisant à présent partie intégrante de leur « étranger proche ».
- 28 La Russie joue à n'en pas douter un rôle central dans tous les enjeux énergétiques caspiens. Elle partage tout d'abord le « plateau continental » sous-marin de la mer Caspienne avec les autres républiques caspiennes et l'Iran, et revendique une partie de ces ressources énergétiques. Ce conflit en suspens, qui porte sur le statut juridique de la mer Caspienne et la répartition juridique des gisements d'hydrocarbures, met aux prises depuis de longues années deux conceptions radicalement opposées : l'une conçoit la mer Caspienne comme une mer, permettant ainsi de la diviser en autant de zones territoriales que de pays riverains, l'autre envisage la mer Caspienne comme un lac, ce qui implique le partage de toute la production entre pays riverains. La Russie a

longtemps défendu l'option « lac » mais elle a progressivement été contrainte d'infléchir sa position, voyant l'octroi de nombreuses concessions off-shore à des consortiums étrangers par les gouvernements de Bakou (AIOC entre autres), d'Astana (OKIOC) et d'Achkhabad.

- 29 La Russie a elle-même réactivé l'exploration de son littoral caspien et LUKoil, principal instrument de la politique pétrolière russe dans la Caspienne, a annoncé en mars-avril 2000 avoir découvert un gisement de plus de 2 milliards de barils de réserves récupérables sur le territoire off-shore de Severny.
- 30 D'autre part, les gisements d'hydrocarbures caspiens sont devenus en quelques années les concurrents directs des grandes zones d'extraction pétro-gazière russes. Ce facteur altère par nature le positionnement russe dans les enjeux stratégiques régionaux. La Russie voit en outre d'un œil peu favorable le volume croissant des investissements directs étrangers au Kazakhstan, en Azerbaïdjan ou même au Turkménistan alors que leur propre industrie pétrolière connaît les plus grandes difficultés à attirer les capitaux étrangers. L'attitude relativement conciliante des autorités kazakhes, azéries ou turkmènes en matière de négociation des contrats de partage de production, tranche il est vrai, avec la législation russe sur les ressources souterraines (en cours d'amendement) qui fixe la durée d'exploitation maximale des concessions à 25 ans - contre 40 ans au Kazakhstan ou en Azerbaïdjan - tandis qu'un décret du Président russe peut à tout instant entraîner une modification unilatérale des contrats.
- 31 Si la Russie ne peut empêcher le développement des champs pétro-gaziers caspiens, elle a en revanche la faculté de faire pression à de nombreux titres sur les gouvernements kazakh, azéri ou turkmène dans la mesure où elle conserve pour l'essentiel la maîtrise des infrastructures d'exportation et de retraitement de la production de pétrole et de gaz, en particulier celle du réseau de pipelines permettant l'évacuation des flux à partir de la Caspienne.
- 32 Les infrastructures héritées de l'organisation logistique de l'URSS ne sont, de fait, absolument pas adaptées aux priorités économiques d'États devenus indépendants. Ainsi au Kazakhstan, les raffineries étaient en priorité connectées non pas aux zones de production kazakhes mais aux champs sibériens, pour la qualité desquels elles avaient été construites. La production pétrolière kazakhe était, quant à elle, destinée à être acheminée vers les complexes pétroliers russes d'Orenbourg et d'Oufa. En outre, tous les réseaux fixes d'évacuation des flux transitant par le territoire russe, les Russes conservent *de facto* la maîtrise de l'exportation du pétrole et du gaz kazakhs, situation difficilement acceptable pour un État qui aspire à devenir le sixième producteur mondial de pétrole à l'horizon 2010.
- 33 La Russie invoque d'autres arguments pour limiter, voire bloquer, le transit des hydrocarbures caspiens sur son territoire. Ainsi celui selon lequel le pétrole brut extrait au Kazakhstan et au Turkménistan - très chargé en hydrogène sulfuré et en mercaptans (composés chimiques très corrosifs) - détériore les pipelines et doit subir un traitement chimique spécifique ou être mélangé au blend de l'Oural pour être techniquement supporté par le réseau russe de transport du pétrole, Transneft. Chevron fut ainsi directement confronté à ce problème avec le brut particulièrement riche en mercaptans extrait du champ de Tengiz. En outre, il n'existait pas à l'origine sur les bords de la Caspienne d'usine de traitement chimique capable de « purifier » ce pétrole brut pour le faire transiter sans encombre par le réseau russe. Cette contrainte technique a donc conduit les majors occidentaux à intégrer d'emblée dans leurs

investissements la construction de raffineries *in situ*, renchérissant d'autant les coûts initiaux mais répondant également aux demandes pressantes des gouvernements qui entendaient échapper au plus vite à ce circuit de retraitement des flux jusque-là imposé et dominé par la Russie.

Carte 2 : Oléoducs et gazoducs existants et en projet

- 34 Les autorités russes arguent encore de ce que le réseau Transneft est engorgé du fait de l'accroissement des volumes exportés par les producteurs russes. Cet engorgement du réseau russe, en partie avéré, ne saurait dissimuler la répugnance des autorités russes à laisser transiter sur leur propre réseau - et en direction des acheteurs occidentaux payant en devises fortes - le pétrole azéri et kazakh ou le gaz turkmène, aux dépens de leur propre production nationale. Cette problématique se renouvelle chaque année dans le cadre d'une vaste négociation bilatérale menée par les autorités russes avec les différentes républiques caspiennes à propos de l'attribution des quotas annuels d'exportations. Ainsi, dans le cadre de l'exercice 2000, le quota attribué au Kazakhstan - environ 15 millions de tonnes, en augmentation sensible par rapport aux quotas 1999 - a suscité des critiques virulentes contre le gouvernement russe, et ce alors que les recettes en devises de l'industrie pétrolière russe contribuent grandement à l'embellie financière (certes relative) que connaît de la Fédération de Russie depuis 1999.
- 35 Tandis que Moscou se résout difficilement à voir décliner peu à peu son influence dans les républiques caspiennes, les gouvernements azéri, kazakh ou turkmène ont d'emblée pris le parti de s'en remettre aux Occidentaux afin de trouver une parade à la dépendance multiforme qui caractérise leurs relations avec la Russie. Par voie de conséquence, le leadership de la Russie dans la région est de plus en plus contesté par l'émergence sur la scène caspienne de nouvelles puissances régionales.

- 36 Premier État à avoir établi des liens commerciaux étroits avec les républiques caspiennes, la Turquie a réussi dans les premières années de leur indépendance une percée commerciale dans plusieurs secteurs d'activité (biens de consommation, BTP entre autres). Parmi les axes de la politique turque dans la Caspienne, la carte de la fraternité renouée entre peuples turcophones et de la solidarité culturelle et historique fut abondamment utilisée pendant la première phase de développement des relations entre les républiques caspiennes et centre-asiatiques et Ankara. Au Président Demirel évoquant une nouvelle aire turcophone s'étendant de l'Adriatique à la Grande Muraille de Chine, le président kirghize Askar Akaev répondait lors d'une visite officielle à Ankara que la Turquie était comme « l'étoile du berger qui doit montrer le chemin aux républiques turcophones ». Cette première approche turque présentait toutefois de nombreux inconvénients. Outre la nécessité pour la Turquie de trouver un *modus vivendi* avec la Russie, à la fois un partenaire économique prioritaire du gouvernement turc et devenue rivale d'Ankara dans la lutte d'influence s'exerçant autour de la mer Caspienne, la Turquie ne disposait pas de ressources industrielles et financières suffisantes pour y asseoir son influence. Les projets pétro-gaziers sont apparus dans ce contexte comme un des leviers susceptibles d'être utilisé par Ankara afin de devenir l'un des partenaires incontournables des républiques caspiennes. Les États-Unis ayant eux-mêmes fait de la Caspienne une région d'intérêt stratégique prioritaire, l'axe stratégique Washington-Ankara s'est imposé en quelques années comme l'un des catalyseurs du développement pétro-gazier de la région. S'appuyant à la fois sur le débouché stratégique naturel que représente le flanc méditerranéen de la Turquie, sur l'augmentation à terme de la demande turque en hydrocarbures - en particulier en gaz naturel - le gouvernement américain intervient de façon très active dans toutes les négociations portant sur les différents projets de pipelines en cours d'étude.
- 37 L'axe Washington-Ankara repose sur une communauté d'esprit par rapport aux objectifs stratégiques poursuivis tant par les États-Unis que par la Turquie dans la Caspienne. Il répond sans doute également à la volonté manifeste de l'administration américaine de maintenir l'Iran à distance des évolutions en cours dans la Caspienne. Or les mutations qui prennent forme dans le bassin caspien apparaissent comme une occasion inespérée donnée à Téhéran de sortir de son isolement et de se réintégrer *mezzo voce* dans le jeu régional. Les Iraniens se sont bien gardés de lancer en direction des républiques caspiennes une grande croisade révolutionnaire et ont adopté une approche pragmatique visant à établir des relations étroites avec les républiques caspiennes et à neutraliser la dimension anti-iranienne de la politique américaine dans la région. La stratégie iranienne s'est orientée vers la constitution de relations bilatérales aussi denses que possible puisque l'Iran, de par son ouverture sur l'Océan indien, offre également aux républiques caspiennes un moyen de rompre leur confinement géographique et leur dépendance vis-à-vis de la Russie. L'Iran s'emploie en quelque sorte à créer un effet de synergie économique reposant sur la mise en évidence de nombreuses complémentarités, faute de disposer de ressources financières suffisantes pour investir massivement dans la région.
- 38 La carte maîtresse de l'Iran réside dans la réponse que peut apporter le pays à la problématique du désenclavement : la route iranienne est en effet considérée par tous comme la voie d'évacuation la plus directe, la plus rapide et la moins coûteuse du pétrole et du gaz produits dans les républiques caspiennes. De surcroît, l'Iran présente la particularité de concentrer ses grands centres de consommation industriels et

urbains dans le nord, à immédiate proximité de la Caspienne, tandis que les vastes champs pétroliers du pays se situent au sud, sur ou en lisière du Golfe persique. Cette dichotomie géographique se traduit par la promotion du schéma des « swaps » : le pétrole caspien, une fois livré sur la rive iranienne, peut être acheminé vers les grands centres de consommation iraniens à relativement moindre frais puis échangé contre des volumes équivalents de pétrole iranien produit dans les champs du Golfe persique. Les autorités iraniennes s'emploient à valoriser ce rôle de pivot de l'évacuation du pétrole caspien à travers un projet qui viserait à alimenter en pétrole caspien les raffineries de Téhéran et Tabriz, puis d'Ispahan et Arak, avant d'entamer la construction d'un pipeline d'une capacité de 800, 000 barils/jour qui relierait la Caspienne au Golfe persique.

- 39 Le rôle que souhaite jouer l'Iran à la fois dans le développement du potentiel énergétique caspien et dans le désenclavement de la région est toutefois contrecarré par les dispositions de l'ILSA (Iran-Libya Sanction Act), signé par le Président américain et approuvé par le Congrès américain en août 1996 et qui impose des sanctions contre les compagnies pétrolières qui investiraient plus de 40 millions de dollars par an dans l'industrie pétro-gazière iranienne. Ainsi les schémas de « swaps » de brut caspien contre brut iranien ne peuvent être exploités par les compagnies pétrolières américaines opérant dans la Caspienne (en particulier au Turkménistan), compte tenu de leur obligation de se conformer aux règles édictées par l'ILSA. Pour autant, les oil majors participant aux projets caspiens admettent toutes qu'un inflexionnement de la politique américaine envers Téhéran et une stabilisation de la situation intérieure en Iran auraient pour effet une réorientation immédiate de certains schémas d'évacuation des flux en direction du Golfe Persique.
- 40 L'intervention de ces nouveaux acteurs au cœur des grands enjeux caspiens s'articule naturellement autour du rôle qu'ils occupent ou entendent occuper dans le développement énergétique de la mer Caspienne. On distingue à cet égard trois types de protagonistes : les pays producteurs, les pays susceptibles de servir de zone de transit des hydrocarbures et qui contribueront directement au désenclavement de la région, et les acteurs extérieurs à la scène caspienne, qui à la fois soutiennent les investissements de leurs oil majors et sont les principaux bailleurs de fonds des financements des projets pétro-gaziers caspiens. Tous participent ouvertement ou en sous-main à la vaste bataille d'influences qui fait rage autour de la problématique commune à tous les pays du bassin caspien : le désenclavement.
- 41 Pour l'heure, le scénario privilégié ne porte plus sur un axe unique de désenclavement, un corridor eurasiatique reliant la mer Caspienne et la mer Noire à la Méditerranée, mais sur une multiplicité d'axes qui seraient concurrents ou complémentaires selon le rythme de développement des projets, le succès des campagnes d'exploration, le potentiel des gisements découverts et la viabilité des projets.

3) Les grandes manœuvres

- 42 La résolution du problème de l'évacuation des flux de pétrole et de gaz produits au Kazakhstan, en Azerbaïdjan et au Turkménistan est le préalable à toute poursuite du développement des gisements caspiens. En effet, faute de schémas logistiques efficaces, les producteurs - sociétés nationales de production et compagnies privées - sont dans l'incapacité de vendre leur production sur des marchés solvables et surtout d'accroître

leur production compte tenu du goulot d'étranglement créé par le manque d'infrastructures de transport. Cette situation a été observée jusqu'à présent de façon particulièrement criante au Kazakhstan où les producteurs locaux, au premier rang desquels figure KazakhOil, n'exportent que de faibles volumes en comparaison de leur potentiel, faute de tracé d'évacuation dédié et du fait des quotas imposés par le gouvernement russe pour le transit sur le réseau Transneft. Cette situation se traduit *in fine*, en l'absence de débouchés, par une stagnation voire un déclin de la production. Elle est particulièrement inconfortable pour les compagnies privées, qui n'ont misé et investi dans la région que sur la base de critères de rentabilité et de retour sur investissement mis à mal par de telles contraintes.

L'exemple de Tengiz

- 43 Le champ géant opéré par Chevron à Tengiz, au Kazakhstan, dont la production représente aujourd'hui à elle seule près de 30 % de la production kazakhe⁹ et qui est entièrement destinée à l'exportation. Chevron, dans le cadre de l'exploitation de Tengiz, n'est ainsi parvenue à véritablement accroître la production qu'à partir de 1996, après avoir élaboré des schémas logistiques d'une grande complexité, utilisant en priorité non pas des pipelines mais les chemins de fer, comme le montre le graphique 7. Faute de pouvoir obtenir des quotas de transit suffisants sur le réseau russe, Chevron exporte depuis 1996 environ 80 % du brut extrait du champ de Tengiz par rail en direction de la Finlande, de l'Ukraine ou de la Géorgie (après avoir, dans ce dernier cas, fait transiter le brut de Tengiz par barges sur la mer Caspienne jusqu'à Bakou). Ces contraintes logistiques présentent le grand inconvénient de créer des coûts fixes qui renchérissent mécaniquement les coûts de production dès lors que la production est appelée à être exportée. Chevron estimait ainsi en 1998 que les coûts d'extraction, de *processing* et surtout de transport portaient l'ensemble des coûts de production à plus de 10 \$/barils. À titre de comparaison, en Arabie Saoudite, premier producteur mondial de pétrole, ces coûts de production sont en règle générale inférieurs à 1 \$/baril. Dans ce contexte, on ne peut que s'interroger sur la viabilité financière à moyen terme des projets développés par les majors dans la Caspienne si une réponse n'était pas apportée à la question de l'évacuation.

7. Évolution de la production de Tengiz (moyenne annuelle en milliers de barils/jour)

- 44 La problématique de l'enclavement et le manque d'infrastructures de transport des hydrocarbures sont effectivement donc étroitement corrélés au développement du

potentiel énergétique du Kazakhstan. Pour l'heure, le seul réseau fixe d'évacuation des flux kazakhs est le pipeline Atyrau-Samara, qui connecte les champs kazakhs au réseau Transneft. La capacité de transit de ce pipeline - de l'ordre de 200, 000 barils/jour - est très insuffisante pour absorber les exportations kazakhs.

- 45 Une réponse a été apportée avec le projet CPC (Caspian Pipeline Consortium), pipeline qui reliera les champs de l'ouest kazakh au terminal pétrolier russe de Novorossiisk, sur la mer Noire. Le pipeline sera opérationnel à horizon 2001-2002 et aura dans un premier temps une capacité de 800 000 barils/jour qui pourra être portée à 1, 5 millions de barils/jour vers 2010. Le CPC sera le premier pipeline transportant des flux kazakhs dont le contrôle opérationnel ne sera pas entre les mains de la Russie - et ce même s'il traverse une partie du territoire russe. Dans l'hypothèse où les forages du consortium OKIOC en mer Caspienne seraient concluants, le Kazakhstan sera toutefois amené à étudier un projet de pipeline supplémentaire, ce qui le mettrait de nouveau aux prises avec le gouvernement russe, lequel est d'ailleurs largement responsable du retard pris dans la construction du CPC.

La traversée du Caucase

- 46 L'Azerbaïdjan, au moment de la signature en 1994 du contrat du siècle avec le consortium AIOC, était, tout comme le Kazakhstan, complètement tributaire des pipelines russes pour l'exportation de sa production pétrolière. L'accroissement escompté de la production azérie - laquelle devrait passer de 14 millions de tonnes en 1999 à 50-60 millions de tonnes en 2010 - et la volonté d'émancipation de Bakou vis-à-vis de Moscou rendaient inexorable le lancement par les Azéris de nouveaux chantiers portant sur l'évacuation de leurs flux pétroliers. En effet, le seul pipeline alors en fonctionnement, reliant la mer Caspienne à la mer Noire, de Bakou au terminal pétrolier russe de Novorossiisk, présentait aux yeux des Azéris et de leurs partenaires étrangers un triple inconvénient :

- une capacité limitée de transport, de l'ordre de 200 000 barils/jour, incompatible avec un potentiel de production et donc d'exportation supérieur à 800 000 barils/jour pour le seul consortium AIOC ;
- des coûts de transport extrêmement élevés ;
- un tracé entièrement contrôlé par Transneft, donc par les autorités russes, et traversant deux des républiques les plus instables du flanc septentrional du Caucase, la Tchétchénie et le Daghestan, ce qui a contraint la Russie à mettre en place en 1999-2000 un tracé alternatif contournant la Tchétchénie.

•

Carte 3 : Oléoducs autour de la Caspienne

- 47 Dans ce contexte, il fut décidé de traiter le problème du transport du pétrole en deux étapes : la première correspondait à la phase de production initiale, dite « early oil », la seconde à la production principale, dite « main oil », estimée à 800 000 barils/jour vers 2010.
- 48 Les négociations initiées dans le cadre de la phase « early oil » mirent en lumière la nécessité d'effectuer un choix stratégique entre un tracé « russe » - ce que les États producteurs envisageaient avec réticence - et un tracé « caucasien » traversant l'Azerbaïdjan et la Géorgie. Dans le même temps, des dissensions apparurent entre les membres du consortium AIOC : les compagnies pétrolières américaines, qui détenaient à l'origine plus de 40 % de l'AIOC, marquaient leur préférence pour le tracé caucasien tandis que British Petroleum (BP), opérateur et actionnaire principal du consortium, mettait l'accent sur le risque de ne pas prendre suffisamment en compte les intérêts russes dans la construction du nouveau pipeline. L'enjeu était considérable dans la mesure où la décision finale sur le tracé du pipeline chargé d'évacuer le « early oil » ne manquerait pas d'influer sur le choix du tracé du MEP (Main Export Pipeline, destiné à transporter la production principale attendue vers 2010).
- 49 Ces négociations débouchèrent sur un compromis portant sur la répartition des flux : le pipeline caucasien, reliant Bakou au port géorgien de Supsa, entrerait en fonctionnement après réhabilitation d'un pipeline déjà existant et servirait exclusivement au transit des flux AIOC tandis que le tracé Bakou-Novorossiisk continuerait d'être utilisé par la SOCAR, la société nationale azérie des hydrocarbures, pour ses exportations. Le pipeline Bakou-Supsa est entré en service au printemps 1999 et permet à présent à l'AIOC d'évacuer l'intégralité de sa production actuelle jusqu'à la mer Noire, en évitant la Russie. La capacité de ce pipeline est pour l'instant de 115 000 barils/jour, soit l'équivalent du seuil de production atteint en 2000 par l'AIOC, et pourrait être aisément portée à 200 000 barils/jour grâce à quelques aménagements

techniques. Pour autant, ce pipeline n'apporte pas de réponse à la phase principale de l'exploitation du consortium AIOC, qui atteindra à terme environ 800 000 barils/jour.

- 50 Le projet du MEP s'inscrit dans ce contexte comme l'un des dossiers les plus complexes du bassin caspien. Le MEP, destiné à transporter le « main oil » qui sera extrait des champs exploités par l'AIOC, aura une capacité de transport de 800 000 barils/jour et reliera Bakou au port de Ceyhan, sur le littoral méditerranéen de la Turquie. Ce pipeline Bakou-Ceyhan présente la particularité d'être l'une des pièces maîtresses du projet américain de corridor énergétique est-ouest qui doit permettre l'acheminement des ressources de la région Caspienne vers les marchés occidentaux sans les faire transiter par la Russie ou par l'Iran.
- 51 En dépit de la dimension stratégique du projet et des fortes pressions exercées par les gouvernements américain et turc, la justification économique du MEP a suscité une très vive controverse entre les membres du consortium AIOC et les gouvernements « parrainant » le projet. D'une part, dès le début des tractations, l'AIOC émit de fortes réserves quant à l'opportunité de mettre en chantier le MEP dès 2001/2002 alors qu'une incertitude subsistait quant au potentiel de croissance de la production azérie. D'autre part, le montage financier de ce projet extrêmement lourd - d'un coût estimé entre 3 et 4 milliards de dollars - contraignit les gouvernements azéri, turc et américain à faire pression sur l'AIOC pour recueillir son assentiment sur le principe d'un tracé Bakou-Ceyhan. Fin 1998 la Turquie menaça ainsi de boycotter BP Amoco, le major dominant l'AIOC, si le tracé turc du MEP (de Bakou à Ceyhan) n'emportait pas la décision. Parallèlement à cela, le gouvernement turc réitéra son opposition à toute augmentation du trafic pétrolier dans les détroits turcs afin de couper court à tout projet alternatif dont le débouché aurait été la Mer Noire.
- 52 Après des mois de tergiversations, un compromis est apparu quant au tracé du pipeline. Celui-ci reliera Bakou à Ceyhan via Tbilissi, empruntant ainsi un tronçon du pipeline Bakou-Supsa qui sera aménagé pour absorber les volumes devant transiter par le MEP. L'Azerbaïdjan, la Géorgie et la Turquie ont signé le 28 avril 2000 un accord-cadre intergouvernemental (*host governmental agreement*) en vue de la mise en service du MEP d'ici à 2004. Les États traversés par le MEP ont consenti à prendre à leur charge une partie du financement du pipeline afin de se rallier les suffrages des membres de l'AIOC et un accord a été trouvé avec le gouvernement géorgien à propos des droits de transit, dernier point de blocage de cette phase de négociations.
- 53 En dépit des progrès accomplis, il subsiste une interrogation quant aux volumes qui emprunteront le tracé du MEP avant le pic de production attendu en Azerbaïdjan vers 2010, sachant que le pipeline pourrait être opérationnel dès 2005. L'enjeu du MEP devient ainsi trans-caspien dans la mesure où les Azéris s'efforcent à présent de capter une partie des flux pétroliers kazakhs afin d'alimenter le pipeline Bakou-Ceyhan. Or le retard pris dans la construction du CPC et les pressions exercées par Moscou sur les autorités kazakhes ont conduit celles-ci à se rallier à l'idée d'un tracé alternatif de pipeline qui éviterait le territoire russe. Dès 1996, le gouvernement kazakh avait d'ailleurs convenu d'étudier un schéma de coordination d'une partie de ses flux pétroliers avec ceux de l'Azerbaïdjan. Si la découverte par l'OKEOC d'un vaste gisement off-shore au Kazakhstan était confirmée, il est probable que le gouvernement azéri accentuera son lobbying auprès des autorités kazakhes afin d'inciter celles-ci à exporter une partie de ce pétrole via le MEP.

La bataille des gazoducs

Carte 4 : le réseau de gazoducs

- 54 Le Turkménistan peut légitimement revendiquer le titre de principale puissance gazière du bassin caspien. Toutefois le potentiel turkmène subit, comme on l'a dit, les effets conjugués de l'enclavement du pays et de la situation de dépendance dans laquelle le maintient la Russie. Rappelons à cet égard le veto mis par Moscou à l'exportation du gaz turkmène vers les marchés ouest-européens depuis 1997.
- 55 Pour sortir de cette impasse, Achkhabad s'est lancé à partir de 1998 dans la promotion d'un projet visant à construire un nouveau gazoduc (en partie sous-marin) entre le Turkménistan et la Turquie, le Trans Caspian Gas Pipeline ou TCGP. Ce projet revêt une importance stratégique majeure aux yeux des Turkmènes, qui se sont adjoint les services de sponsors de renom - à savoir Shell et General Electric - pour vendre le TCGP aux investisseurs privés et aux institutions financières multilatérales. Le projet TCGP bénéficie en outre du soutien appuyé du gouvernement américain, qui cherche par tous les moyens à éviter que l'Iran ne fasse main basse sur le gaz turkmène. L'Iran peut à juste titre se prévaloir de son positionnement géographique pour venir en aide au Turkménistan, avec lequel Téhéran a d'ailleurs noué de solides relations diplomatiques et commerciales. D'où la portée symbolique de l'inauguration en décembre 1997 d'un gazoduc reliant le réseau turkmène au réseau iranien, premier signe tangible de l'entreprise de désenclavement de la région.
- 56 Contre toute attente, les plans échaudés par les Turkmènes autour du TCGP ont été contrecarrés par l'Azerbaïdjan suite à la découverte, en 1999, par un consortium opéré par BP Amoco du vaste gisement de gaz de Shah Deniz. BP Amoco estime que les réserves prouvées du champ pourraient atteindre 150 milliards de m³ et les réserves possibles 700 milliards de m³, soit un potentiel d'exportation considérable. La première phase de développement de Shah Deniz devrait autoriser une production de l'ordre de 5 milliards de m³ dès 2003.

- 57 Dès la découverte de Shah Deniz, la Turquie est apparue comme le marché captif de la production gazière azérie, qui dispose grâce à sa proximité géographique avec le marché turc d'un atout capital en matière de transport gazier dont ne sauraient se prévaloir les Turkmènes. Les négociations entamées dans le but de trouver un terrain d'entente entre Azéris et Turkmènes ont jusqu'à présent été infructueuses. En théorie, les deux pays devraient pouvoir coopérer puisque le tracé du TCGP prévoit la traversée par le gazoduc de l'Azerbaïdjan et de la Géorgie avant d'atteindre la Turquie : le mémorandum signé en novembre 1999 par les gouvernements de ces trois États a formalisé le cadre dans lequel pourront s'inscrire les exportations de gaz caspien vers le marché turc. Toutefois BP Amoco et ses partenaires souhaitent s'assurer rapidement une position privilégiée sur le marché turc et il n'est pas dans leur intérêt d'attendre pour ce faire la construction du TCGP.
- 58 Les discussions entre Azéris et Turkmènes ont achoppé sur la mise à disposition par le Turkménistan d'un quota de transport pour le gaz azéri : les Azéris monnaient en effet leur participation au projet TCGP en réclamant de pouvoir injecter dans le gazoduc 15 milliards de m³ de gaz par an, soit la moitié de sa capacité prévisionnelle de transit annuel. La contre-proposition du Président turkmène - qui avait initialement conçu le TCGP comme une voie de transit réservée de façon exclusive au gaz turkmène - concédait aux Azéris 5 milliards de m³ par an.
- 59 En dépit du soutien de l'administration américaine pour le projet turkmène et des tentatives de médiation initiées de part et d'autre de la mer Caspienne par divers émissaires américains, le rapport de force se situe désormais nettement en faveur de l'Azerbaïdjan, qui peut de surcroît s'appuyer sur le projet de commercialisation élaboré par BP Amoco. Replacées dans ce contexte, les récentes déclarations du Président turkmène, Saparmurat Niazov, augurent d'autant plus mal de l'avenir du TCGP que la Russie s'efforce depuis décembre 1999 de nouer une nouvelle alliance stratégique avec le Turkménistan dans le domaine gazier.

8. Évolution prévisionnelle de la demande gazière turque (source Botaş, en milliards de m³)

- 60 Le gaz russe est le concurrent naturel du gaz caspien sur le marché turc puisque 4/5 des importations turques de gaz proviennent actuellement de Russie. L'enjeu est considérable compte tenu de la croissance exponentielle que devrait connaître la

demande en gaz de la Turquie durant les vingt prochaines années, selon les prévisions de la société nationale Botaş.

- 61 La croissance attendue du stratégique marché turc est donc également convoitée par la Russie, qui défend tout comme les républiques caspiennes un nouveau schéma d'approvisionnement en gaz de la Turquie : le projet Blue Stream, du nom du gazoduc sous- marin de 1200 kilomètres qui reliera les côtes russes aux côtes turques de la mer Noire. Ce projet conjoint de Gazprom et de la firme italienne ENI avait dans un premier temps été considéré avec un certain scepticisme, du fait des contraintes techniques liées à la construction de la partie sous-marine du gazoduc et surtout de la concurrence de plus en plus visible exercée par les projets caspiens, soutenus ouvertement par le gouvernement américain. Voyant l'état d'avancement des projets turkmène et azéri, le projet Blue Stream a connu un deuxième souffle au deuxième semestre 1999 : la Douma russe lui a en effet donné un coup d'accélérateur en approuvant en décembre 1999 des exemptions fiscales évaluées à plus de 1,5 milliard de dollars et le montage financier du projet - reposant sur les accords de participation des principales banques qui financeront la construction du projet - est sur le point d'aboutir.
- 62 C'est dans ce contexte qu'est intervenue la signature en avril 2000 d'un protocole d'accord pour un contrat cadre entre le Turkménistan et Gazprom aux termes duquel la firme russe achètera annuellement 50 milliards de m³ de gaz turkmène sur une période de 30 ans. Ce rebondissement, résultat d'un réchauffement presque inespéré des relations russo-turkmènes qui s'est concrétisé par la visite officielle à Achkhabad le 19 mai 2000 du Président Vladimir Poutine, est de nature à satisfaire les deux parties. Pour le Turkménistan, il s'agit d'une alternative au projet trans-caspien ; pour Moscou, un tel accord aura pour conséquence immédiate de réintégrer le Turkménistan dans l'orbite russe aux dépens des États-Unis. En outre, on prête à Gazprom l'intention d'alimenter le Blue Stream avec du gaz turkmène. Cette réorientation du flux gazier turkmène constituerait un revers cinglant pour le TCGP et montrerait le cas échéant l'aptitude de la Russie à mélanger les cartes et distribuer un nouveau jeu autrement plus favorable à ses intérêts.
- 63 Les enjeux énergétiques caspiens sont intrinsèquement changeants. Ils reposent d'une part sur des luttes d'influences et de pouvoir entre des États qui sont amenés à réévaluer en permanence leurs critères d'action en fonction des gesticulations de leurs concurrents. Ils se matérialisent d'autre part par une réorientation des flux qui s'inscrit dans un processus dynamique, gouverné par des mécanismes de marché, par l'adéquation de l'offre et de la demande en hydrocarbures, qui dépassent en définitive les considérations d'ordre stratégique. Aussi les tracés iraniens trouveront-ils sans doute à terme des promoteurs, tout comme les projets visant à alimenter l'Asie orientale en pétrole et en gaz caspiens.
- 64 Il n'est donc guère surprenant que la nouvelle géo-économie des flux caspiens présente des contours qui restent aujourd'hui assez flous. Contre toute attente, le renforcement de la présence américaine dans les républiques caspiennes, certes spectaculaire, ne se traduit pas pour autant par la neutralisation de la Russie. Cette dernière entend à l'évidence conserver un rôle prédominant dans tous les dossiers caspiens, comme l'illustre l'affaire du gaz turkmène. Incidemment, le chef de l'État russe vient d'annoncer la réouverture des discussions portant sur le statut juridique de la mer Caspienne et la nomination prochaine d'un « Monsieur Caspienne » chargé de coordonner la politique du gouvernement russe dans la région, autant de signaux qui

laissent à penser que la Caspienne reste une zone sensible pour les enjeux de sécurité russes.

- 65 Reste en dernière analyse le potentiel de la mer Caspienne. Compte tenu de cet environnement complexe, le pétrole et le gaz caspiens sont et resteront non seulement coûteux mais difficiles d'accès pour les compagnies pétrolières occidentales qui sont les véritables architectes de la transformation de cette région. La Caspienne peut se targuer d'être un nouveau pôle de production susceptible, d'ici quelques années, de rivaliser avec les champs de la mer du Nord. Elle ne semble en revanche pas disposer des moyens ou des leviers nécessaires pour supplanter à terme le Moyen Orient.
-

NOTES

1. Nous nous intéresserons ici principalement à l'Azerbaïdjan, au Turkménistan et au Kazakhstan, tous trois regroupés sous la dénomination générique de « républiques caspiennes ».
2. Les techniques occidentales employées en matière d'évaluation des réserves pétrolières permettent d'établir une distinction entre les réserves prouvées, et les réserves récupérables également appelées « recoverable oil », qui supposent des investissements supplémentaires substantiels. Dans le cas du champ de Tengiz, si les réserves potentielles sont de l'ordre de 25 milliards de barils, les réserves récupérables sont estimées à 6 milliards de barils.
3. L'État kazakh détient 25 % du capital de TengizChevrOil par le truchement de la compagnie nationale KazakhOil, le reste étant réparti entre Chevron (45 %), Mobil (25 %) et LukArco (5 %). Chevron a annoncé en mai 2000 son intention d'augmenter sa part de 5 % en rachetant une partie de celle détenue par KazakhOil.
4. British Gas (32 %), Agip (33 %), Texaco (15 %), LUKoil (15 %) et KazakhOil (5 %).
5. Le consortium OKIOC, dirigé par Shell, regroupe également TotalElfina, ExxonMobil, BP Amoco, Statoil, ENI, British Gas, Statoil, Phillips Petroleum, Japan Impex et Kazakhoil.
6. L'AIIOC (Azerbaijan International Oil Company) est composé de BP Amoco (34,14 %), Socar (10 %), Unocal (10 %), LUKoil (10 %), Statoil (8,56 %), Exxon (8 %), TPAO (6,75 %), Pennzoil (4,82 %), Itochu (3,92 %), Ramco (2,08 %) et Delta-Amerada Hess (1,68 %).
7. Le consortium CIPCO (dominé par LUKoil et Pennzoil), en charge du champ de Karabakh, et le consortium NAOC (dominé par Amoco et Unocal), chargé du développement des structures d'Ashrafi et de Dan Ulduzu.
8. Les réserves de Shah Deniz sont estimées entre 400 et 700 milliards de m³ de gaz, ce qui en ferait un des plus grands champs gaziers au monde.
9. Le rythme de production actuel de Tengiz est de 216 000 barils/jour et la production kazakhe au premier trimestre 2000 était de 660 000 barils/jour.

Chronologie

Bertrand Buchwalter

1991		
30 août	Déclaration d'indépendance de la République d'Azerbaïdjan.	
31 août	Déclaration d'indépendance des Républiques d'Ouzbékistan et du Kirghizistan.	
9 sep.	Déclaration d'indépendance de la République du Tadjikistan.	
16 déc.	Déclaration d'indépendance de la République du Kazakhstan (Nursultan Nazarbaev élu à la présidence le 1er décembre).	
19 déc.	Signature du Traité fondateur de la Communauté des États Indépendants (C.E.I.) à Alma-Ata (Almaty). 11 républiques ex-soviétiques y adhèrent. L'Azerbaïdjan reste à l'écart.	
29 déc.	Islam Karimov est réélu à la présidence en Ouzbékistan.	
nov. 1991- jan. 1992	Visites successives des présidents des républiques d'Asie centrale et d'Azerbaïdjan à Ankara.	
1992		
janvier	Création de la TIKA (Türk İşbirliği ve Kalkınma Ajansı, Agence Turque de Coopération et de Développement).	
février	Visite de Hikmet Çetin, ministre des Affaires étrangères turc, en Asie centrale. Le sommet de Téhéran ranime l'Organisation de la Coopération Économique (O.C.E.) créée en 1985 par la Turquie, l'Iran et le Pakistan. Adhésion des républiques centre-asiatiques.	
27 avril-4 mai	Visite de Süleyman Demirel (alors PM) en Asie centrale (sauf Tadjikistan) et en Azerbaïdjan. Présence d'Alparslan Türkeş dans la délégation turque. Début des programmes de la chaîne turque Avrasya.	

mai	Signature à Tachkent du Traité de sécurité collective de la C.E.I. Le président tadjik Rakhmon Nabiev accepte de former un gouvernement de coalition avec les islamo-démocrates mais la guerre civile éclate entre communistes soutenus par Moscou et islamistes. En fait, tout le monde s'accorde pour dire que le conflit oppose plutôt deux clans régionaux, Garmis (sud et est du pays) contre Koulabis.	
10 mai	Sommet à Achkhabad des républiques centre-asiatiques. Présence de Demirel et de Rafsandjani. Le sommet est le théâtre de la rivalité entre la Turquie et l'Iran, qui se pose en médiateur dans le conflit du Tadjikistan.	
4 juin	Aboulfaz Elchibey est élu président de la République d'Azerbaïdjan.	
25 juin	Lancement officiel de la Zone de Coopération Économique de la Mer Noire à Istanbul, forum qui réunit les pays riverains de la Mer Noire ainsi que l'Arménie et l'Azerbaïdjan.	
30-31 octobre	1er sommet de la turcophonie à Ankara.	
décembre	Prise de pouvoir d'Emomali Rakhmonov au Tadjikistan. Il sera élu président en novembre 1994.	
hiver	Hiver très rude en Arménie. Ankara accepte d'ouvrir ses frontières avec l'Arménie pour laisser passer l'aide humanitaire jusqu'à Erevan. Incompréhension à Bakou.	
1993		
mars	Tournée centre-asiatique du chef d'État-major des armées turques, Doğan Güreş.	
avril	Tournée de dix jours du président Özal dans les pays d'Asie centrale et en Azerbaïdjan. Affaibli par une cohabitation forcée avec le DYP de Demirel, Özal donne des gages au lobby dit des « néo-ottomans » en déclarant, à propos du Karabagh, qu'il aimerait que « la Turquie montre les dents ». Demirel relativise immédiatement ses propos. Mort de Turgut Özal.	
juin	Sur fond de défaites au Karabagh, Aboulfaz Elchibey est démis de ses fonctions par un coup d'État qui met au pouvoir l'ancien dirigeant de l'Azerbaïdjan soviétique, Heydar Aliiev. Espérant une attitude plus neutre de la Russie, Aliiev se rapproche de Moscou et adhère à la C.E.I. Certaines décisions de son prédécesseur favorables à la Turquie (accord pétrolier) sont remises en cause.	
juillet	Deuxième sommet d'une O.C.E. élargie à Istanbul. L'Azerbaïdjan n'est représenté qu'au niveau ministériel. Violents combats au Karabagh. Les Arméniens concrétisent un peu plus leur avantage.	
septembre	Visite de Tansu Çiller (PM) à Moscou. Elle tient des propos apaisants sur les ambitions de la Turquie dans l'ex-orbe soviétique.	

28-29 décembre	Visite du ministre des Affaires étrangères azéri, Hasan Hasanov, à Ankara qui marque le début de la normalisation des relations entre la Turquie et l'Azerbaïdjan.	
1994		
8-11 février	Visite du président Demirel à Bakou. Accompagné d'une importante délégation, Demirel assure que la Turquie continuera à soutenir les positions de l'Azerbaïdjan dans les organisations internationales. De retour de Bruxelles où il a adhéré au Partenariat pour la Paix, Aliiev se rend, à son tour, à Ankara en mai.	
mai	Visite de Demirel en Ukraine et en Moldavie. Soucieux de souligner le rôle modérateur de la Turquie, il invite les Tatars de Crimée à « agir avec prudence ». À Kichinev, il décrit les Gagaouzes comme un pont entre la Moldavie et la Turquie. À peu près au même moment, Moscou se plaint ouvertement des contacts entre officiels turcs et tchéchènes.	
juillet	Visite du président turkmène, Saparmurat Niazov, à Ankara. Entrée en vigueur, après la collision sur le Bosphore, en mars, entre un tanker grec et un cargo chypriote, de nouvelles réglementations plus strictes sur le transit par les détroits, nouvel épisode de la rivalité entre Moscou et Ankara au sujet des pipelines.	
été	Après la visite de Karimov à Ankara en juin, 1ère crise dans les relations turco-ouzbèkes à propos de la présence, à Istanbul, de Mohammed Solih, dirigeant du parti d'opposition Erk. Tous les étudiants ouzbeks ainsi que l'ambassadeur à Ankara sont rappelés à Tachkent. Le nouvel ambassadeur ouzbek arrivera à Ankara à la veille du deuxième sommet de la turcophonie.	
septembre	Signature à Bakou du « contrat du siècle ». Un consortium mené par British Petroleum et la compagnie norvégienne Statoil accepte d'investir 8 milliards de \$ sur trente ans pour développer l'exploitation de trois champs pétroliers off-shore (Azeri, Chirag et Guneshli).	
octobre	Visite officielle du président Demirel à Achkhabad à l'occasion du 3e anniversaire de l'indépendance du Turkménistan. 2e sommet de la turcophonie à Istanbul le 19 octobre. Sommet extraordinaire de la CEI dans la foulée.	
novembre	Démission de Mümtaz Söysal, ministre des Affaires étrangères turc, nommé en juillet. Partisan d'une diplomatie « ayant du caractère », il avait révisé les principes traditionnels de la politique extérieure turque et durci le ton à l'égard de Bruxelles.	
1995		
28 février	Le Parlement ouzbek (<i>Oliy Majlis</i>) vote la prolongation du mandat présidentiel d'Islam Karimov jusqu'en 2000.	

mars	<p>Tentative de coup d'État contre Heydar Aliev. Certains observateurs suggèrent que les services secrets turcs (MIT) auraient prêté la main aux organisateurs, au nombre desquels on compte, d'ailleurs, un citoyen turc, le Pr. Ferman Demirkol, conseiller d'Aliiev.</p> <p>En visite à Bakou, en avril 1995, Tansu Çiller adresse des excuses à l'Azerbaïdjan, imputant l'événement à un « groupe d'extrême-droite difficilement contrôlable ». Elle nie toutefois la participation d'officiels turcs.</p>	
mai	Visite officielle de trois jours du président Demirel en Ouzbékistan. Les échanges commerciaux ouzbéko-turcs ont atteint un niveau de 280 millions de \$ en 1995.	
12-14 juin	Visite de Demirel au Kazakhstan. Le président turc se rend dans la ville de Turkestan pour y visiter le mausolée Ahmet Yesevi [La Turquie a engagé 20 millions de \$ pour sa restauration] et pour y poser les bases de l'université turco-kazakhe. En 1994, les investissements turcs au Kazakhstan se sont élevés à 164 millions de \$ (30 millions de \$ seulement en 1992).	
juillet	Visite du PM turc Tansu Çiller en Ouzbékistan et en Azerbaïdjan. Ankara accorde un prêt de 100 millions de \$ à l'Ouzbékistan.	
août	Visite de cinq jours de Tansu Çiller et du ministre de l'Énergie turc en Asie centrale (Turkménistan, Kazakhstan, Kirghizistan). Le ministre des Affaires étrangères iranien, Ali Akbar Velayati, avait fait une tournée similaire le mois précédent.	
28 août	3ème sommet de la Turcophonie à Bichkek (Kirghizistan). Karimov déclare que l'Ouzbékistan ne participera plus à ces sommets s'ils « continuent à être trop politisés ».	
27 septembre	Demirel reçoit Georgi Tabunshchik, le dirigeant de la région autonome moldave gagaouze. Demirel l'assure du soutien de la Turquie mais souligne que « la consolidation de l'autonomie gagaouze doit se faire pacifiquement ».	
novembre	La fondation Diyanet Vakfi annonce qu'elle ouvrira des antennes dans les républiques centre-asiatiques [Indépendante du Département des Affaires Religieuses turc (Diyanet), la Diyanet Vakfi soutient néanmoins son action].	
1996		
janvier	Des citoyens turcs d'origine caucasienne (dont Mohammed Tokcan, un citoyen d'origine abkhaze qui s'est battu aux côtés de Bassaev en Abkhazie et en Tchétchénie), détournent le ferry turc <i>Avrasya</i> pour médiatiser le sort des Tchétchènes et autres nord-cauciens : ils menacent de faire sauter le bateau si les Russes n'arrêtent pas leur assaut sur Pervomaïsk. Courant de sympathie dans une partie non négligeable de l'opinion turque pour la cause tchétchène.	
avril	En visite à Bakou, le PM Mesut Yılmaz rencontre des réfugiés meshkètes qui réclament l'aide de la Turquie pour être réinstallés dans les régions méridionales de Géorgie dont ils ont été déportés en 1944.	

28 mai	Le quotidien Cumhuriyet révèle les dessous du projet de restauration du mausolée Ahmet Yesevi à Turkestan : six mois après la fin prévue du chantier (septembre 1994), ce dernier n'était avancé qu'à hauteur de 20 %. Une étude adressée au PM rapporte de nombreuses irrégularités et indique qu'au moins 2 millions de \$ auraient été détournés.	
28 juin	Après la démission de Mesut Yılmaz, le Refah Partisi et le DYP de Tansu Çiller forment un gouvernement de coalition. Necmettin Erbakan devient PM.	
août	Les cendres d'Enver pacha, mort en août 1922, sont rapatriées à Istanbul.	
6 août	En visite privée à Ankara, le député arménien Telman Ter-Petrossian (frère du président arménien, Levon Ter-Petrossian) invite la Turquie à rouvrir sa frontière avec l'Arménie. La frontière est restée fermée depuis fin 1992.	
22-23 octobre	4e sommet de la turcophonie à Tachkent, en marge des célébrations officielles du 660e anniversaire de la naissance de Tamerlan.	
18 novembre	Visite de Saparmurat Niazov à Ankara. Selon le président turkmène, le montant des investissements turcs dans son pays a atteint 1,5 milliard de \$.	
15-17 décembre	Visite de Demirel au Kazakhstan. Inauguration de chantiers conduits par des entreprises turques.	
1997		
4 avril	Mort du leader du MHP, Alparslan Türkeş, à l'âge de 80 ans. Plaidant dès 1991-1992 pour la création d'une communauté des États <i>türk</i> dirigée par un Haut-Conseil, Türkeş a organisé, en Turquie, pas moins de cinq conférences des peuples <i>türk</i> sous le patronage de la Fondation de Coopération, de Fraternité et d'Amitié des États et Communautés Türk (TUDEV). En plus de délégations venant de Chypre, du Caucase et d'Asie centrale, ces réunions à coloration panturquiste auxquelles assistaient régulièrement les personnalités du gouvernement turc, rassemblent des représentants venus du Tatarstan, de Yakoutie ou du Bachkortostan.	
mai	La Turquie livre au Turkménistan 3 millions de manuels scolaires imprimés en caractères latins.	
9 mai	S'adressant devant le Parlement turc, le président Heydar Aliev reproche à la Turquie de ne pas assez soutenir financièrement l'Azerbaïdjan. Aliev se plaint que l'EximBank demande à l'Azerbaïdjan de payer des intérêts relatifs à un emprunt 70 millions de \$ contracté par son prédécesseur. Invitant Ankara à ne pas développer ses échanges avec Erevan, le président azerbaïdjanais s'est, par ailleurs, déclaré convaincu de l'implication de responsables politiques turcs dans la tentative de coup d'État du 17 mars 1995.	
18 juin	Démission de Necmettin Erbakan après 11 mois passés à la tête du gouvernement turc. Plus intéressé par le monde islamique proprement dit que par l'Asie centrale, Erbakan a préféré faire des visites (très controversées) en Libye et en Iran. Necmettin Erbakan a, en revanche, entretenu des contacts assez étroits avec la Tchétchénie de Maskhadov.	

27 juin	Signature d'un accord de paix au Tadjikistan entre l'opposition et le pouvoir. Les islamistes obtiennent un tiers des postes gouvernementaux.
mi-juillet	Visite officielle de Demirel au Kirghizistan.
8 septembre	En visite à Bakou, Ismail Cem, ministre des Affaires étrangères turc, souligne que les deux pays « sont dépendants l'un l'autre en matière de sécurité ». Moscou et Erevan avaient signé un accord de rapprochement militaire le 29 août.
18-19 septembre	Visite du PM Mesut Yılmaz au Kazakhstan. Il est notamment question, lors des entretiens, de la construction d'un pipeline qui relierait le champ pétrolier de Tengiz à la Turquie via la Transcaucasie.
sept.-octobre	Crispation des relations entre Moscou et Ankara à propos de la vente par la Russie de missiles S-300 à Chypre.
30 octobre	S'exprimant à l'occasion du 77e anniversaire de la reconquête de la ville de Kars par les troupes kémalistes, Demirel souligne que la Turquie n'ouvrira pas sa frontière avec l'Arménie tant que le conflit du Karabagh ne sera pas réglé.
18 novembre	Visite d'Islam Karimov à Ankara. Avant son départ, Karimov a demandé à la Turquie d'expulser Mohammed Solih, leader du parti d'opposition ouzbek Erk (Liberté).
1998	
mars	Mohammed Solih est invité par les autorités turques à quitter le territoire : Ankara fait un geste en direction de Tachkent alors que le PM turc, Mesut Yılmaz s'apprête à faire une visite en Ouzbékistan. Solih serait désormais à Bucarest.
9 juin	5e sommet de la turcophonie à Astana (nouvelle capitale du Kazakhstan).
11 octobre	Heydar Aliev est réélu président en Azerbaïdjan avec 76,11 % des voix.
29 octobre	Déclaration dite d'Ankara dans laquelle les présidents ouzbek, kazakh, géorgien, azerbaïdjanais et turc soulignent leur préférence pour le projet de pipeline pétrolier Bakou- Tbilissi-Ceyhan.
13 nov.	Inauguration par Süleyman Demirel de l'université turco-kirghize Manas.
décembre	Assassinat de quatre officiers à Namangan (Ouzbékistan) dans la vallée de Ferghana. Tachkent réagit en lançant des opérations de « ratissage » contre des foyers islamistes.
1999	
janvier	Nursultan Nazarbaev est réélu à la présidence du Kazakhstan.
18 janvier	La Turquie, par l'intermédiaire de la banque nationale Eximbank (Export-Import Bank), accepte un rééchelonnement d'une partie de la dette kirghize (75 millions de \$).

24 janvier	Vefa Guluzade, principal conseiller du président Aliev, demande l'entrée de l'armée turque au Haut-Karabagh et propose le transfert en Azerbaïdjan de la base américaine d'Incirlik. Ankara déclare ne pas prendre au sérieux les déclarations de Guluzade, Aliev dément. Guluzade démissionnera en octobre de la même année.	
16 février	Série d'explosions à Tachkent qui font 16 morts et plus de 100 blessés. Reprise en main, par Karimov, de l'opposition toutes tendances confondues. Nouvelle crispation des relations ouzbéko-turques à partir du mois d'avril-mai.	
16 mars	Süleyman Demirel inaugure l'usine automobile ouzbéko-turque Samkochavto à Samarkand. Construite par le groupe turc Koç pour 65 millions de \$, elle produira 5 000 véhicules par an [L'usine coréenne Daewoo, ouverte en 1996, à Andijan a une capacité de production de 200 000 véhicules par an]. Demirel assure, lors de l'inauguration, que les « ennemis de Karimov sont [ses] ennemis » et que Mohammed Solih ne se trouve pas en Turquie. Il déclare, par ailleurs, que les investissements turcs en Ouzbékistan depuis 1991 ont atteint 1 milliard de \$ et qu'il existe près de 400 joint-ventures ouzbéko-turques.	
25 avril	L'Ouzbékistan rejoint l'organisation régionale GUAM (qui devient GUUAM : Géorgie, Ukraine, Ouzbékistan, Azerbaïdjan, Moldavie).	
4 août	Des heurts opposent forces gouvernementales et islamistes dans la région de Batken (Kirghizistan). L'aventure se solde par une prise d'otages et par le versement, au bout de quelques mois, d'une forte rançon.	
novembre	Sommet de l'OSCE à Istanbul. Signature, sous patronage américain, d'accords sur la réalisation du pipeline pétrolier Bakou-Tbilissi-Ceyhan. Contrairement à ce que les observateurs attendaient, aucun progrès n'est enregistré sur la question du règlement du conflit du Haut-Karabagh [La prise d'assaut du Parlement arménien, à la fin du mois d'octobre, venait de coûter la vie au PM Vazgen Sarkissian et au président de l'Assemblée, Karen Demirtchian, tous deux associés au sein de la coalition Miasnoution].	
décembre	La visite de Vladimir Poutine (alors PM) en Ouzbékistan consacre le rapprochement entre Tachkent et Moscou. Un traité de coopération militaire est signé.	
2000		
9 janvier	Islam Karimov est réélu président avec 91,9 % des voix. Son rival, Abdulhafiz Djalalov, qui n'a obtenu que 4,17 % des voix déclare avoir voté, lui aussi, pour Karimov. L'OSCE avait refusé de déployer des observateurs, arguant que les conditions d'un « authentique choix » n'étaient pas réunies.	
fin mars	Visite de Demirel au Turkménistan, notamment pour tenter d'infléchir Saparmurat Niazov, sceptique sur la faisabilité du projet de pipeline gazier transcaspien.	
8-9 avril	6e sommet de la turcophonie à Bakou. Absences remarquées des présidents ouzbek et turkmène.	
mai	Élection de Ahmet Necdet Sezer à la présidence de la République de Turquie.	

29-30 mai	Visite de Ismail Cem, ministre turc des Affaires étrangères, à Bakou.	
11-12 juillet	Visite de deux jours d'Ahmet Necdet Sezer à Bakou. Le nouveau président turc est accompagné d'une importante délégation, dont font partie Cumhur Ersümer, ministre de l'Énergie et Ismail Cem.	
août	Nouveaux affrontements entre islamistes et forces gouvernementales dans les régions de Batken (Kirghizistan) et du Surkhandarya (Ouzbékistan).	
septembre	Visite du ministre de l'Intérieur turc, Sadettin Tantan, en Oubékistan. Ankara propose à Tackhent son aide dans la lutte contre le terrorisme. Les présidents Sezer et Karimov s'étaient entretenus quelques jours auparavant en marge du sommet du millénaire organisé à New York par les Nations Unies.	

Bibliographie sélective Turquie-Asie Centrale

1. Asie centrale

a) Histoire de l'Asie centrale

Akiner Shirin, *Formation of the Kazakh Identity, from Tribe to Nation-State*, Londres, Royal Institute of International Affairs, 1995, 84 p.

Allworth Edward (éd), *Central Asia: 120 Years of Russian Rule*, Durham, NC, Duke University, 1989, 606 p.

Allworth Edward, *The Modern Uzbeks. From the Fourteenth Century to the Present. A Cultural History*, Stanford, Hoover Press, 1990, 420 p.

Bennigsen Alexandre, "Several Nations or One People? Ethnic Consciousness Among Soviet Central Asian Muslims", *Central Asian Survey*, n° 3, 1979, pp. 51-64.

Castagné Joseph A., *Les Basmatchis. Le mouvement national des indigènes d'Asie centrale depuis la révolution d'octobre 1917 jusqu'en octobre 1924*, Paris, Ernest Leroux, 1925, 88 p.

Carrère d'Encausse Hélène, *Réforme et révolution chez les musulmans de l'Empire russe : Bukhara 1867-1924*, Paris, Colin, 1966, 311 p.

Carrère d'Encausse Hélène, *L'Empire éclaté*, Paris, Flammarion, 1978, 314 p.

Carrère d'Encausse Hélène, *La gloire des nations ou la fin de l'Empire soviétique*, Paris, Fayard, 1990, 431 p.

Chritchlow James, *Nationalism in Uzbekistan. A Soviet Republic's Road to Sovereignty*, Boulder, Westview Press, 1991, 231 p.

Dudoignon Stéphane (sous la dir. de), « Le réformisme musulman en Asie centrale », Numéro spécial des *Cahiers du monde russe*, n° 37, janvier-juin 1996. URL : http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/issue/cmr_1252-6576_1996_num_37_1

Fourniau Vincent, *Histoire de l'Asie centrale*, Paris, PUF, coll. Que Sais-je ?, 1994, 127 p.

Hayit Baymirza, "Türkistan Terimi Üzerine" (sur le terme de Turkestan), *Türk Dünyası Araştırmaları*, n° 53, avril 1988, pp. 22-34.

Lemercier-Quelquejay Chantal, Veinstein Gilles, Wimbusch, S. Enders (e. a), *Passé turco-tatar, présent soviétique. Études offertes à Alexandre Bennigsen*, Paris, éditions de l'E.H.E.S.S., 1986, 563 p.

- Marie Jean-Jacques, *Les peuples déportés d'Union soviétique*, Bruxelles, Editions Complexe, 1995, 201 p.
- Manz, Beatrice F., *Central Asia in Historical Perspective*, Boulder, Westview Press, 1994, 245 p.
- Olcott Martha Brith, *The Kazakhs*, Stanford, Hoover Institution Press, 1995 (2^e éd.), 380 p.
- Saray Mehmet, *Kazak Türkleri Tarihi, Kazakların Uyanışı*, İstanbul, Nesil, 1993, 200 p.
- Saray Mehmet, *Türkmen Tarihi*, İstanbul, Nesil, 1993, 183 p.
- Saray Mehmet, *Kırgız Türkleri Tarihi*, İstanbul, Nesil, 1993, 145 p.
- Smith Graham, *The Nationalities Question in the Post-Soviet States*, Londres, Longman, 1996 (2^e éd.), 524 p.

b) Transition post-soviétique et nouvel environnement stratégique (hors Turquie) de l'Asie centrale

- « Le cercle de Samarkand », *Hérodote*, 1997, n° 84, pp. 3-237.
- « L'Asie centrale : vers un nouveau 'grand jeu' », *La revue internationale et stratégique*, n° 34, été 1999, pp. 67-207.
- Ahrari Mohamed, "The Dynamics of the New Great Game in Muslim Central Asia", *Central Asian Survey*, n° 13, 1994, volume 3, pp. 529-539. URI : <http://dx.doi.org/10.1080/02634939408400881>
- Akkaya Çiğdem, *Uzbekistan*, Essen, Zentrum Für Türkeistudien, 1994, 119 p.
- Bremmer Ian (ed), TARAS Raymond (ed), *New States: Building the Post-Soviet Nations*, Cambridge, Cambridge University Press, 1997, 743 p.
- Chuvin Pierre, Gentelle Pierre, *Asie centrale : l'indépendance, le pétrole et l'islam*, Paris, Le Monde-Poche, 1998, 187 p.
- Dawisha Karen, Parott Bruce, *Conflict, Cleavage and Change in Central Asia and Caucasus*, Cambridge, Cambridge University Press, 1997, 423 p.
- Djalili Mohammed-Reza, Grare Frédéric (ed), *Le Tadjikistan à l'épreuve de l'indépendance*, Genève, Institut universitaire des hautes études internationales, 1995, 203 p.
- Dudoignon Stéphane, « Le renouveau politique en Asie centrale », *Nouveaux Mondes*, n° 4, printemps 1994, pp. 129-151.
- Hyman Antony, "Moving Out of Moscow's Orbit: The Outlook for Central Asia", *International Affairs*, vol. 69, n° 2, 1993, pp. 289-304. URI : <http://dx.doi.org/10.2307/2621595>
- Hyman Antony, "Power and Politics in Central Asia", *Conflict Studies*, n° 273, août 1994, pp. 1-29.
- Karimov Islam, *Uzbekistan on the Threshold of the 21st Century*, Richmond, Curzon Press, 1997, 196 p.
- Kırımlı Meryem, "Uzbekistan In The New World Order", *Central Asian Survey*, 16 (1), 1997, pp. 53-64. URI : <http://dx.doi.org/10.1080/02634939708400969>
- Lewis Robert A., *Geographic Perspectives on Soviet Central Asia*, Londres, Routledge, 1992, 323 p.
- Nahaylo Bohdan, Swoboda Victor, *Après l'Union soviétique, Les peuples de l'espace soviétique*, Paris, PUF, 1994, 437 p.
- Peimani Hooman, *Regional Security and the Future of Central Asia: the Competition of Iran, Turkey, and Russia*, Westport, Praeger, 1998, 151 p.
- Rashid Ahmed, *The Resurgence of Central Asia*, London, Londres, Zed Books, 1994, 278 p.
- Roy Olivier (sous la dir. de), « Des ethnies aux nations en Asie Centrale », *Revue du Monde Musulman et de la Méditerranée*, n° 59/60, Aix-en-Provence, Edisud, 1992, pp. 15-162. URL : http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/issue/remmm_0997-1327_1991_num_59_1
- Roy Olivier, *La nouvelle Asie centrale*, Paris, Seuil, 1997, 326 p.

Tarock Adam, "Iran's Policy in Central Asia", *Central Asian Survey*, n° 16 (2), 1997, pp. 185-200. URI : <http://dx.doi.org/10.1080/02634939708400983>

c) Islam en Asie centrale

Bennigsen Alexandre, Lemerrier-Quelquejay, *L'islam en URSS*, Paris, Payot, 1968, 263 p.

Bennigsen Alexandre, Lemerrier-Quelquejay, *La presse et le mouvement national chez les musulmans de Russie avant 1920*, Paris et La Haye, Mouton & Cie, 1964, 386 p.

Bennigsen Alexandre, *Les Musulmans oubliés. L'Islam en Union soviétique*, Paris, Maspéro, 1981, 315 p.

Hiro Dilip, *Between Marx and Muhammad, The Changing Face of Central Asia*, London, Harper Collins Publishers, 1994, 404 p.

Zarcone Thierry, « Le soufisme en renouveau », in *Les Cahiers de l'Orient*, n° 30, 1993, pp. 131-139.

d) Littérature, récits de voyage

Aitmatov Tchingiz, *Jamila*, Paris, Denoël, 1996, 132 p.

Aitmatov, Tchingiz, *Une journée plus longue qu'un siècle*, Paris, Globe, 1997, 386 p.

Cagnat René, *La rumeur des steppes*, Paris, Payot, 1999, 252 p.

Malraux, André, *Les noyers de l'Altenburg*, Paris, Gallimard-Folio, 1996, 256 p.

2. Relations entre la Turquie et l'Asie centrale

Généralités

Devlet Nâdir (sous la dir. de), *Turkic Studies in the World and Turkey*, Istanbul, Université de Marmara, 1987, 130 p.

Politique extérieure de la Turquie

Le rôle géostratégique de la Turquie, Actes du colloque organisé sur ce thème par l'IRIS le 29 novembre 1994 à l'Assemblée nationale, à Paris et édités à Villetaneuse, IRIS, 1995.

Abramowitz Morton I., "Dateline Ankara: Turkey After Özal", in *Foreign Policy*, n° 91, summer 1993, pp. 164-181. URI : <http://dx.doi.org/10.2307/1149066>

Akşın Aptülâhat, *Atatürk'ün Dış Politika İlkeleri ve Diplomasisi*, Ankara, Türk Tarih Kurumu, 1991 345 p.

Brown James, "Turkey in the Age of Glasnost", *Current History*, n° 89, 1990, pp. 377-381.

Deringil Selim, Mango Andrew, *Turkish Foreign Policy, New Prospects*, Londres, Eothen Press, SOAS Modern Turkish Studies Program, 1992 117 p.

Fuller Graham, Lesser Ian O., *Turkey's New Geopolitics, From the Balkans to Western China*, Boulder, Westview Press, 1993, 190 p.

Gürel şükrü, "Turkey in Changing World - with special references to Central Asia and the Caucasus", Institute of Developing Economies, M. E. S, series n° 33, Tokyo, 1993.

Gönlübol Mehmet, *Atatürk ve Türkiye'nin Dış Politikası, (1919-1938)*, (Atatürk et la politique extérieure de la Turquie 1919-1938), Ankara, 1990, 145 p.

Karpat Kemal H, *Turkey's Foreign Policy in Transition, 1950-1974*, Leiden, Brill, 1975.

Lesser Ian O., "Turkey's strategic options", *International Spectator*, n° 1, 1998, pp. 79-88.

Makovsky Alan, "The New Activism in Turkish Foreign Policy", *SAIS Review*, vol. 19, n° 1, Winter-Spring 1999, pp. 92-111. URL : http://muse.jhu.edu/journals/sais_review/v019/19.1makovsky.html

Rouleau Éric, "The challenges to Turkey", *Foreign Affairs*, novembre-décembre 1993, pp. 110-126.

Soysal İsmail, *Türk Dış Politikası İncelemeleri İçin Kılavuz, 1919-1993*, İstanbul, Eren Yayınları, 1993 198 p.

c) Relations entre la Turquie et l'Asie centrale : aspect historique (jusqu'aux indépendances)

Çalış Şaban, "Pan-Turkism and Europeanism: a Note on Turkey's 'Pro-German Neutrality' during the Second World War", *Central Asian Survey*, n° 16, 1997, pp. 103-114. URI : <http://dx.doi.org/10.1080/02634939708400974>

Copeaux Étienne, « Le rêve du Loup Gris : les aspirations turques en Asie centrale », *Hérodote*, n° 64, janv. -mars 1992, p. 183-193.

Copeaux Étienne, « Une mémoire turque du djadidisme ? », *Cahiers du Monde russe*, volume 37, janvier-juin 1996, pp. 223-233. URI : <http://dx.doi.org/10.3406/cmr.1996.2458>

Devlet Nâdir, *S.S.C.B.'deki Türkler, Çağdaş Türk Dünyası*, İstanbul, Edebiyat Fakültesi Basımevi, 1989, 327 p.

Georgeon François, « Le rêve panturc », in Yerasimos S. (ed), *Les Turcs, Orient et Occident, Islam et Laïcité*, Paris, Autrement, 1994 pp. 192-209.

Georgeon François, *Aux origines du nationalisme turc, Yusuf Akçura 1876-1935*, Paris, Éditions ADPF, 1980, 152 p.

Georgeon François, « À la recherche d'une identité : le nationalisme turc », Gökalp Altan (sous la direction), *La Turquie en transition, Disparités, Identités, Pouvoirs*, Paris, Maisonneuve et Larose, 1986, pp. 125-153.

Hostler Charles Warren, *Turkism and the Soviets. The Turks of the World and their Political Objectives*, Londres, Praeger, 1957, 244 p.

Hostler Charles Warren, *The Turks of Central Asia*, London, Westport, Connecticut, Praeger, 1993, 233 p.

Hyman Anthony, "Turkestan and Pan-turkism Revisited", *Central Asian Survey*, n° 16, 1997, pp. 339-351. URI : <http://dx.doi.org/10.1080/02634939708400995>

Karpat Kemal, "The Turkic Nationalities: Turkish- Soviet and Turkish-Chinese Relations", in McCagg William, Silver Brian, *Soviet Asian Ethnic Frontiers*, New York, Pergamon Policy Studies, 1979, pp. 117-144.

Landau Jacob M., "The Fortunes and Misfortunes of Pan-Turkism", in *Central Asian Survey*, vol. 7, n° 1, 1988, pp. 1-5. URI : <http://dx.doi.org/10.1080/02634938808400611>

Landau Jacob M., *Panturkism in Turkey, A Study of Irredentism*, Hamden, Archon Books, 1981, 219 p.

Landau Jacob M., *Pan-Turkism, From Irredentism to Cooperation*, Londres, Hurst & Company, 1995, 275 p.

Lewis Bernard, *Islam et laïcité. La naissance de la Turquie moderne*, Paris, Fayard, 1988, 520 p.

Muhammedin Rafael, *Türkçülüğün Doğuşu ve Gelişimi* (Naissance et développement du turquisme), İstanbul, TDAV Yayınları, 183 p.

Paksoy Hasan Bülent, "Two Fiction Creatures Called Pan: Use of Made-up 'Documents' Detrimental To Turks", *Eurasian Studies*, vol. 1, n° 2, Summer 1994, pp. 62-70.

Parla Taha, *The Social and Political Thought of Ziya Gökalp (1876-1924)*, Leiden, 1985.

Roux Jean-Paul, *Histoire des Turcs*, Paris, Fayard, 1989, 389 p.

Rubinstein Alvin Z., *Soviet Policy toward Turkey, Iran and Afghanistan. The Dynamics of Influence*, New York, Praeger, 1982, 200 p.

Saray Mehmet, *Atatürk ve Türk Dünyası, Türkiye ve Türkiye Hâricinde Yaşayan Türkler*, İstanbul, Acar, 1988, 213 p.

Saray Mehmet, *Rus İşgali Devrinde Osmanlı Devleti ile Türkistan Hanlıkları Arasında Siyasi Münasebetler (1775-1875)*, İstanbul, 1984, 160 p.

Svanberg Ingvar, *Kazakh Refugees in Turkey. A Study of Cultural Persistence and Social Change*, Uppsala, Academiae Ubsaliensis, 1989, 211 p.

Tapia (de) Stéphane, « Türksat et les républiques turcophones de l'ex-URSS », *CEMOTI*, n° 20, 1995.
URL : <http://cemoti.revues.org/199>

Yalaz Suat, *Enver Paşa Efsanesi (La légende Enver Pacha)*, İstanbul, Yalaz Prodüksiyon, 1993, 193 p.

d) Relations entre la Turquie et l'Asie centrale : perspectives contemporaines

Généralités

Monde turc. Forces et ambitions, *dossier de la Revue française de géoéconomie*, n° 9, printemps 1999.

Arık Umut, "Üçüncü Çalışma Yılında TİKA", *Avrasya Dosyası*, İstanbul, n° 2, volume 2, été 1995, pp. 163-183.

Aydın, Mustafa, "Turkey and Central Asia: Challenges of Change", *Central Asian Survey*, n° 2, 1996, pp. 157-177. URI : <http://dx.doi.org/10.1080/02634939608400943>

Bal İdris, "Orta Asya ve Batının Dış Politika Olarak Türk Modeli", *Yeni Türkiye*, n° 15, mai-juin 1997, pp. 936-945.

Bezanis Lowell, "Soviet Muslim Emigrés in the Republic of Turkey", *Central Asian Survey*, n° 13, 1994, pp. 159-180.

Bozdemir Michel M., « Les Turcs de l'extérieur et la République de Turquie : une politique absente comme 'Realpolitik' » *L'Afrique et l'Asie Modernes*, n° 163, 1989/1990, pp. 82-92.

Çalış şaban, "The Turkish State Identity and Foreign Policy Decision-Making Process", *Mediterranean Quarterly*, printemps 1995, n° 6, volume 2, pp. 135-155.

Coşkun Ali, "Türk Dünyası ve Komşularımızla İlişkiler", *Yeni Türkiye*, n° 15, mai-juin 1997, pp. 759-764.

Danilov, Vladimir, "Gl'adet li velikii Turan" (Est-ce qu'un grand Touran apparaît ?), *Naş Sovremennik*, Moscou, n° 2, 1995, pp. 163-172.

Demirel Süleyman, « L'heure turque », entretien avec Hélène Da Costa, in *Politique Internationale*, n° 56, été 1992, pp. 347-354.

Ergachev Fetulla, "Yangi Turkiyaning Otasi" (le père de la nouvelle Turquie), *Jahon Adabiyati*, n° 9, 1998, pp. 155-159.

Karimov Islam, *Turkiston Umumiy Uyimiz* (Turkestan notre maison commune), Tachkent, 1994.

Mütercimler Erol, *Türkiye-Türk Cumhuriyetleri İlişkiler Modeli* (Modèle des relations entre la Turquie et les Républiques turques), İstanbul, Anahtar Kitaplar Yayınevi, 1993, 413 p.

Oran Baskin, "The Turkish approach to Transcaucasia and Central Asia", in Hoiris Ole et Yürükel Sefa Martin, *Contrasts and Solutions in the Caucasus*, Aarhus, Aarhus University Press, 1998, pp. 455-467.

Pérouse Jean-François, « Le monde turc à l'épreuve de la réalité », *Limes* (Lyon, éditions Golias), n° 1, hiver 1999-2000, pp. 65-79.

şen Sabahattin, *Yeni Dünya Düzeni ve Türkiye*, İstanbul, Balam Yayıncılık, 1992, 308 p.

Winrow Gareth, *Turkey in Post-Soviet Central Asia*, London, The Royal Institute of International Affairs, 1994, 53 p.

Winrow, Gareth, "Turkey and the Newly Independent States of Central Asia and the Transcaucasus", *Middle East Review of International Affairs*, vol. 1, n° 2, July 1997. URL : <http://www.gloria-center.org/1997/07/winrow-1997-07-05/>

Relations économiques

Akagül Deniz, « L'insertion des républiques turcophones dans l'économie mondiale et le rôle de la Turquie » in *CEMOTI*, n° 16, juil.-déc. 93, p. 273-295. URL : <http://cemoti.revues.org/315>

Jalolov Jamol, *Bozor Iktisodiyati: Turkiya Modelinining Siri* (Économie du marché : le secret du modèle turc), Tachkent, Adolat, 1994, 95 p.

Manisalı Erol, "Türk Cumhuriyetleri Arasında Politik ve Ekonomik İşbirliği", (Politique et relations économiques entre les républiques Türk), *Dokuzuncu Uluslararası Girne Konferansları*, Girne, 1993.

Rittenberg Libby, *The Political Economy of Turkey in the post-Soviet Era: Going West and Looking East?*, Westport, Praeger, 1998, 221 p.

Saray Mehmet, "Political, Economic And Cultural Relations Between Turkey And Central Asian Republics", *Eurasian Studies* (Ankara), vol. 1, n° 2, Summer 1994, pp. 47-51.

Relations culturelles et religieuses

Balcı Bayram, « Ahmet Yesevi, le mausolée et l'université », *CEMOTI*, n° 27, 2000, pp. 313-328. URL : <http://cemoti.revues.org/671>

Benzing Johannes, Menges Karl Heinrich, "Classification of the Turkic Languages", in Deny Jean, *Philologiae Turcicae Fundamenta*, Wiesbaden, 1959, pp. 1-10.

Bulduk Üçler, "Dede Korkut Destanlarında Ortak Kültür Unsuru Olarak Yaşatılan Coğrafya" (La géographie entretenue comme élément de culture commune dans les gestes de Dede Korkut), *Yeni Türkiye*, n° 15, 1997, pp. 466-470.

Can Eyüp, *Fethullah Gülen Hocaefendi İle Ufuk Turu* (Tour d'horizon avec Fethullah Gülen), İstanbul, A. D Yayıncılık, 1996, 222 p.

Dağasan Dursun, "Türk Dünyası Edebiyatı Projesi ve 1997 Taşkent Toplantısı" (Le projet de littérature du monde türk et la réunion de Tachkent), *Bilge*, 1994, n° 14, pp. 10-12.

Diyanet, "Türkiye Diyanet Vakfı Türkmenistan İlahiyat Fakültesi Tesislerini Hizmete Açtı" (La Fondation des Affaires Religieuses a inauguré la faculté de théologie du Turkménistan), *Türkiye Diyanet Vakfı Dergisi*, n° 56, février-mars 1998, pp. 2-4.

Ercilasun Ahmet Bican, "Tarihten Geleceğe Türk Dili" (La langue turque d'hier à aujourd'hui), *Yeni Türkiye*, n° 15, 1997, pp. 187-191.

Ercilasun Ahmet Bican, *Örneklerle Bugünkü Türk Alfabeleri*, (Les alphabets turcs contemporains à travers des exemples), Ankara, Kültür Bakanlığı, 1993, 283 p.

Ersanlı Büşra, *Bağımsızlığın İlk Yılları Türkiye Kültür Bakanlığı*, Ouvrage collectif commandé par le Ministère turc de la Culture, Ankara, 1994.

Ersanlı Büşra, *Türk Cumhuriyetleri Kültür Profili Araştırması*, Kültür Bakanlığı, Başvuru Kitapları, Ankara, 1995, 189 p.

Fierman William, *Language Planning and National Development. The Uzbek Experience*, Berlin, New York, Mouton Gruyter, 1991, 358 p.

Hasaniy Mahmud, *Ahmad Yassavi, Divani Hikmatlar*, Toshkent, Ghafur Ghulam Namidagi Nashriyat-Matbaa Birlashmasi, 1992, 208 p.

Hazai György, « La question linguistique dans le monde turc actuel », *CEMOTI*, n° 14, 1993, pp. 5-29. URL : <http://cemoti.revues.org/340>

Köprülü Fuad, *Türk Edebiyatında İlk Mutasavvıflar*, Ankara, Milli Eğitim Bakanlığı, 1992, 446 p.

Milli Eğitim Bakanlığı, *Cumhuriyetin 75'inci Yıl Dönümünde Türk Cumhuriyetleri Türk ve Akraba Toplulukları ile Eğitim İlişkilerimiz*, Ankara, Milli Eğitim Bakanlığı Yayınları, 1998, 143 p.

Muhidine Timour, « Les relations culturelles entre la Turquie et l'Asie centrale turcophone », *Anka*, n° 22/23, 1994, pp. 113-121.

Sağlam Mehmet, «Türk Cumhuriyetleri İle Eğitim İlişkilerimiz», *Yeni Türkiye*, n° 14, 1997, pp. 683-684.

Toptan Köksal, «Türk Dünyasında Eğitim» (L'instruction dans le monde türk), *Yeni Türkiye*, 1997, n° 14, pp. 693-695.

Tural Sadık, «Türk Dünyasında Bütünleşmenin Artırılmasında Bir Araç: Edebiyat Projesi», *Yeni Türkiye*, n° 15, 1997, pp. 471-475.

Yaman Ertuğrul, «Türk Dünyasında Dil Birliği» (Unité linguistique dans le monde türk), *Yeni Türkiye*, n° 15, 1997, pp. 199-206.

Yesevi Üniversitesi, *Bes Jil Bes Jeles* (Cinq ans, cinq obstacles), livre de présentation de l'université paru à Almaty, Almaty Rauan, 1996, 141 p.

Quelques liens vers des sites internet

www.mfa.gov.tr : le site officiel du ministère des Affaires étrangères turc. En anglais et en turc.

www.foreigntrade.gov.tr : le site du secrétariat d'État turc au Commerce extérieur. Analyses et statistiques. On peut aussi consulter le site de l'İGEME (*İhracatı Geliştirme Etüt Merkezi* - Centre d'études pour le développement des exportations), <http://igeme.com.tr/> : ou encore le site de la *Türk Dış Ticaret Vakfı* (Fondation pour le Commerce extérieur), www.tdv.org.tr

www.byegm.gov.tr : le site de la *Basın-Yayın ve Enformasyon Genel Müdürlüğü* (Direction générale de la presse et de l'information).

En anglais et en turc : revues de la presse turque et occidentale, archives de Newspot, périodique du ministère des Affaires étrangères.

<http://www.washingtoninstitute.org/about/research-programs/turkish-research-program/> : pages du programme de recherches sur la Turquie du Washington Institute for Near East Policy. Articles et analyses sur l'environnement stratégique de la Turquie.

www.eurasianews.com : offre une multitude de liens vers des sites consacrés aux Balkans et au monde turco-iranien.

On trouve aussi une sélection assez exhaustive de liens sur un site exclusivement consacré à la vallée de Ferghana : <http://library.ferghana.ru/>

www.rferl.org : site de Radio Free Europe/Radio Liberty : dépêches quotidiennes et analyses de fond sur l'actualité dans l'ex-bloc soviétique. Possibilité de s'abonner (gratuitement) à des lettres

d'information quotidiennes sur l'Asie centrale ou la Transcaucasie. Pour consulter les archives (1991-1999) de RFE/RL (anc. OMRI) à l'aide d'un moteur de recherche performant, aller sur www.friends-partners.org/friends/news/omri/opt-tables-unix-english

www.eurasianet.org : site de dépêches et d'analyses sur l'Asie centrale. Chaque république d'Asie centrale possède sa page, avec une sélection très complète de dépêches d'actualité (RFE/RL, Interfax, BBC Monitoring : traduction en anglais de programmes d'informations télé ou radiodiffusés) et de liens.

Turkistan newsletter : lettre d'information quotidienne sur le monde *türk* (en anglais et occasionnellement en turc). Pour s'abonner (gratuitement), envoyer un mail à listserv@nic.surfnet.nl, avec le message suivant : SUBscribe Turkistan-N. Pour obtenir des informations ou consulter les archives : <http://www.turkistan.org/>. L'éditeur de la lettre, SOTA (Centre de recherches sur le Turkestan et l'Azerbaïdjan) gère également un site consacré aux Tatars de Crimée : www.euronet.nl/users/sota/krimtatar.html.

Annexes

L'Institut Français d'études sur l'Asie centrale (IFEAC)

- 1 L'Institut Français d'Etudes sur l'Asie Centrale (IFEAC), créé en 1992 à Tachkent, dépend de la Direction générale de la Coopération internationale et du Développement du Ministère des Affaires étrangères de la République française. Il couvre l'ensemble des domaines de recherche en sciences humaines.
- 2 Son aire géographique couvre avant tout les cinq républiques d'Asie centrale issues de l'ex-URSS (Kazakhstan, Kirghizstan, Ouzbékistan, Turkménistan, Tadjikistan) et les régions voisines de mêmes peuplements (nord de l'Afghanistan, Khorassan iranien, Xinjiang chinois).

Rencontres internationales organisées par l'Institut

- 3 Le réformisme musulman en Asie centrale, fin du XIXe siècle-début du XXe siècle (Tachkent, 13-14 février).
- 4 Routes du commerce, routes des idées entre l'Inde et l'Asie centrale (Tachkent, 23-24 octobre).
- 5 Islam et modernité dans le monde tatar (Russie d'Europe, Sibérie, Transoxiane) du XVIIIe siècle à nos jours (Kazan, 29-30 avril et 1er mai).
- 6 L'héritage des Timourides d'Asie centrale : Timourides de l'Inde, Chaybanides de Boukhara, Safavides d'Iran (Tachkent, 24-26 septembre).
- 7 L'évolution urbaine à Tachkent, suivi d'une exposition, avec l'Association nationale pour les relations culturelles internationales (Tachkent, 14 octobre).
- 8 L'islamisme contemporain, séminaire organisé avec l'Institut d'Etudes Politiques de Paris, animé par G. Kepel (Tachkent, 15-16 octobre).
- 9 Islam et musique. Musique, rites et esprits dans les mondes turc et iranien, dirigé par J. During (Tachkent, 11-17 avril).
- 10 Patrimoine manuscrit de l'Asie centrale islamique, dirigé par F. Richard (Tachkent, 7-14 octobre).

- 11 Les femmes et le pouvoir dans le monde turco-iranien, sous la direction de H. Fathi et N. Yavari-d'Hellencourt (Tachkent 16-23 avril).
- 12 L'école hanéfite de jurisprudence islamique et l'Asie centrale, jusqu'aux indépendances d'après 1991, avec B. Johansen et G. Veinstein (Tachkent 2129 août).
- 13 Le regard de l'ethnologue et la connaissance de l'Asie Centrale, préparé avec l'aide de J.-F. Gossiaux (Tachkent, 18-19 mars).
- 14 À propos de quelques problèmes actuels dans l'anthropologie de l'Asie centrale, séminaire préparé par l'Institut d'Histoire de l'Académie des Sciences de la République d'Ouzbékistan, le Musée Timour et l'IFEAC (Tachkent, 22-23 juin).
- 15 L'Asie centrale au début du XX^e siècle, lutte pour les réformes et la rénovation, pour le progrès et l'indépendance, conférence internationale organisée par le Cabinet des Ministres de la République d'Ouzbékistan, l'Académie de Construction de l'État près le Président de la République, l'Académie des Sciences de la République d'Ouzbékistan, le Comité d'État pour les sciences et techniques, l'IFEAC et la Fondation Konrad Adenauer (Tachkent, 16-18 septembre).
- 16 L'Asie centrale et le Moyen-Orient, relations multiformes, séminaire organisé par l'IFEAC, l'Institut Biruni et l'Institut d'Etudes Politiques de Téhéran (Tachkent, 14-15 octobre).

Publications

- 17 *Cahiers d'Asie centrale*, revue bisannuelle (éd. Edisud, Aix-en-Provence). Sont déjà parus :
- 18 1-2, (1996) Inde-Asie centrale, Routes du commerce et des idées.
- 19 3-4 (1997), L'Héritage timouride. Iran, Asie centrale, Inde XV^e-XVIII^e siècles.
- 20 5-6 (1998), Boukhara-la-Noble.
- 21 7 (1999), Patrimoine manuscrit et vie intellectuelle de l'Asie centrale islamique.
- 22 *Cahiers du monde russe*, XXXVII, 1-2, n° spécial, *Le réformisme musulman en Asie centrale, du premier renouveau à la soviétisation (1789-1937)*, sous la direction de S. Dudoignon et F. Georgeon, Paris, éditions de l'E.H.E.S.S, 1996.
- 23 L'islam de Russie. Conscience communautaire et autonomie politique chez les Tatars de la Volga et de l'Oural, depuis le XVIII^e siècle, sous la direction de S. Dudoignon, D. Ishaqov et R. Möhämmätshin, Paris, Maisonneuve et Larose, 1997.

Compact Discs

- 24 L'Institut a prêté son concours à la réalisation de trois disques compacts, parus tous les trois en France en 1996, sous la direction artistique de Mina Rad :
- 25 Uzbekistan. 1. A Musical Journey from Samarkand to Bukhara [en fait, du Ferghana au Khorezm], éd. Long Distance, 7122038 WM 332;
- 26 Uzbekistan. 2. The Turquoise of Samarkand, Matlubeh [Dadabayeva], éd. Long Distance, 122039 WM 332 ;
- 27 » Musique du Monde " : Tadjikistan-Ouzbékistan, tradition savante shash maqam, éd. Buda records, distr. ADES, 92639-2AD 761 [Jurabeg Nabiev, Mastâneh Ergashova].

- 28 Il prête aussi largement son concours aux projets musicaux du Théâtre de la Ville et de la Cité de la Musique en Asie centrale (envoi d'artistes locaux pour des concerts à Paris).

Renseignements pratiques

- 29 Services : L'institut peut héberger les chercheurs de passage. Sa bibliothèque est ouverte aux étudiants et chercheurs du lundi au vendredi, entre 9 heures et 17 heures (pause de 13 heures à 14 heures).

Accueil de longue durée

- 30 L'institut offre, à l'intention des chercheurs français :
- un poste de chercheur post-doctoral (maximum deux ans) ;
 - deux ou trois bourses d'aide à la recherche, de niveau pré-doctoral et post-DEA (de six mois à un an) ;
 - un poste pour un coopérant du service national actif (CSNA), qui permet éventuellement à un futur chercheur de se présenter (seize mois) ;
 - des bourses IFEAC (DEA ou recherche ponctuelle ; un à six mois).
- 31 Il aide des boursiers d'une autre nationalité et accueille également des stagiaires d'autres institutions et sur dossier des chercheurs libres.
- Pour prendre contact avec l'IFEAC (M. Vincent Fourniau, directeur) : Adresse en Ouzbékistan : 18 A, rue Rakatboshi 700031 Tachkent Téléphone : (998 71) 139 47 03 Télécopie : (998 71) 120 66 56 e-mail : public@ifeac.silk.org
Adresse administrative en France 128 bis, rue de l'Université 75 351 Paris, 07 SP

Quelques données statistiques sur les pays d'Asie centrale

Ouzbékistan

- 32 Superficie : 447 001 km² Population : 24 416 000 Capitale : Tachkent (2 107 000 hab)
Président : Islam KARIMOV Espérance de vie à la naissance : 64 ans PNB *per capita* : \$ 2500

Turkménistan

- 33 Superficie : 488 000 km² Population : 4 779 000 Capitale : Achkhabad (462 000 hab)
Président : Saparmurat NIAZOV Espérance de vie à la naissance : 61 ans PNB *per capita* : \$ 3000

Azerbaïdjan

- 34 Superficie : 87 000 km² Population : 7 734 000 Capitale : Bakou (1 149 000 hab)
Président : Heïdar ALIEV Espérance de vie : 63 ans PNB *per capita* : \$ 1460

Kazakhstan

- 35 Superficie : 2 716 998 km² Population : 15 417 000 Capitale : Astana (270 400 hab)
Président : Nursultan NAZARBAEV Espérance de vie : 64 ans PNB *per capita* : \$ 3000

Kirghizistan

- 36 Superficie : 198 999 km² Population : 4 728 000 Capitale : Bichkek (589 000 hab)
Président : Askar AKAEV Espérance de vie : 64 ans PNB *per capita* : \$ 2100

Relations économiques bilatérales de la Turquie avec les États d'Asie centrale

A. Turquie et Kazakhstan

A1. Évolution des échanges commerciaux entre la Turquie et le Kazakhstan (en millions de dollars)

Année	Export (X)	Import (M)	XM	Balance (en faveur de la Turquie)	Volume
1992	19.41	10.51	1.84	8.90	29.92
1993	67.83	43.74	1.55	24.09	111.58
1994	131.69	32.30	4.07	99.38	163.99
1995	150.78	86.63	1.74	64.14	237.41
1996	163.32	93.69	1.74	69.63	257.02
1997	210.49	131.02	1.60	79.47	341.51
1997	210.58	165.28	1.27	45.29	375.86
1998	212.96	253.67	0.84	-40.71	466.62
1999*	86.21	244.73	0.35	-158.52	830.94

*pour les six premiers mois de l'année.

A2. Nature des produits échangés entre la Turquie et le Kazakhstan en 1998 (en millions de dollars)

Exportations			Importations		
Produit	Montant	%	Produit	Montant	%
Chaudières, machines	26.22	12.3	Fer, Acier	86.82	34.2
Machines électriques	20.46	9.6	Cuivre et dérivés	77.75	30.7

Savons	20.01	9.4	Energies minérales	63.58	25.1
Tapis	18.12	8.5	Céréales	13.26	5.2
Huiles végétales et animales	13.98	6.6	Cuir (peaux de bête)	2.66	1.0
Produits métallurgiques	13.92	6.5	Aluminium et dérivés	2.39	0.9
Meubles	10.01	4.7	Produits chimiques non organiques	1.94	0.8
Produits plastiques	8.92	4.2	Laines	1.12	0.4
Papier et dérivés	7.38	3.5	Chaudières, machines	1.01	0.4
Chaussures	6.59	3.1	Coton	0.99	0.4
Autres	67.35	31.6	Autres	2.15	0.8
Total	212.96	100.0	Total	253.67	100.0

B. Turquie et Kirghizstan

B1. Évolution des échanges commerciaux entre la Turquie et le Kirghizstan (en millions de dollars)

Année	Export (X)	Import (M)	XM	Balance	Volume
1992	1.18	1.44	0.81	-0.261	2.62
1993	17.02	3.47	4.90	13.54	20.48
1994	16.97	4.3	3.95	12.67	21.26
1995	38.16	5.52	6.92	32.64	43.67
1996	47.08	5.88	8.00	41.2	52.96
1997	49.36	7.4	6.67	41.96	56.75
1998	41.46	6.77	6.12	34.69	48.24
1999*	10.231	2.16	4.72	8.07	12.39

*pour les six premiers mois de l'année.

B2. Nature des produits échangés entre la Turquie et le Kirghizstan en 1998 (en millions de dollars)

Export			Import		
Produit	Montant	%	Produit	Montant	%

Tapis	4.3	10.4	Coton	4.02	59.3
Sucre et dérivés	4.27	10.3	Fer, Acier	0.53	7.8
Céréales farine et produits dérivés	3.42	8.3	Cuir (peaux de bêtes)	0.45	6.7
Cacao et produits dérivés	3.23	7.8	Semences	0.41	6.1
Savons	2.95	7.1	Laines	0.37	5.5
Machines électriques	2.86	6.9	Bois et dérivés	0.28	4.1
Chaudières et machines	2.83	6.8	Produits d'élevage	0.18	2.6
Produits métallurgiques	2.44	5.9	Soie	0.14	2.1
Chaussures	2.08	5.0	Cuivre et dérivés	0.09	1.3
Papier et dérivés	1.53	3.7	Aluminium et dérivés	0.07	1.1
Autres	11.56	27.9	Autres	0.22	3.3
Total	41.47	100.0	Total	6.77	100.0

C. Turquie et Turkménistan

C1. Évolution des échanges économiques entre la Turquie et le Turkménistan (en millions de dollars)

Année	Export	Import	XM	Balance	Volume
1992	7.29	21.18	0.34	-13.89	28.47
1993	83.85	76.89	1.09	6.96	160.74
1994	84.32	65.56	1.29	18.76	149.89
1995	56.29	111.83	0.50	-55.54	168.12
1996	127.13	99.89	1.27	27.24	227.02
1997	117.5	73.5	1.60	43.9	191.10
1998	95.59	41.99	2.28	53.6	137.58
1999*	91.31	61.18	1.49	30.13	152.49

*pour les dix premiers mois de l'année.

C2. Nature des produits échangés entre la Turquie et le Turkménistan en 1998 (en millions de dollars)

Export			Import		
Produit	Montant	%	Produit	Montant	%
Chaudières, machines	9.34	9.8	Coton	34.08	81.2
Produits métallurgiques	8.28	8.7	Matériel de tissage	2.76	6.6
Tapis	7.29	7.6	Cuir (peaux de bêtes)	2.59	6.2
Machines électriques	5.65	5.9	Chaudières, machines	0.66	1.6
Savons	5.39	5.6	Métallurgie	0.5	1.2
Cacao et produits dérivés	4.56	4.8	Laines variées	0.30	0.7
Meubles	4.23	4.4	Autres produits d'élevage	0.21	0.5
Semences	3.73	3.9	Soie	0.21	0.5
Boissons	3.66	3.8	Machines électriques	0.16	0.4
Peinture, teinturerie	3.39	3.5	Vêtements confectionnés	0.13	0.3
Autres	40.08	41.9	Autres	0.38	0.9
Total	95.59	100.0	Total	41.99	100.0

D. Turquie et Ouzbékistan

D1. Évolution des échanges économiques entre la Turquie et l'Ouzbékistan (en millions de dollars)

Année	Export (X)	Import (M)	X/M	Balance	Volume
1992	54.44	21.02	2.59	33.42	75.46
1993	213.52	31.93	6.69	181.58	245.45
1994	64.55	78.62	0.82	- 14.07	143.17
1995	138.54	61.53	2.25	77.01	200.07
1996	230.49	58.05	3.97	172.44	288.55
1997	210.59	94.77	2.22	115.82	305.36
1998	155.93	96.21	1.62	59.72	252.13

1999*	48.88	28.62	1.70	20.26	77,90
-------	-------	-------	------	-------	-------

*Pour les six premiers mois.

D2. Nature des produits échangés entre la Turquie et l'Ouzbékistan en 1998 (en millions de dollars)

Export			Import		
Produit	Montant	%	Produit	Montant	%
Chaudières, machines	38.28	24.5	Coton	78.03	81.1
Machines électriques	14.54	9.3	Cuivre et dérivés	14.26	14.8
Tapis	13.09	8.4	Fibres synthétiques	1.15	1.2
Automobiles et pièces détachées	11.64	7.5	Autres (divers) produits d'élevage	0.67	0.7
Matières plastiques	7.04	4.5	Aluminium et dérivés	0.46	0.5
Meubles	6.47	4.2	Autos et pièces auto	0.29	0.3
Aluminium et dérivés	5.89	3.8	Chaudières, machines	0.29	0.3
Papier et dérivés	5.83	3.7	Produits chimiques non organiques	0.28	0.3
Outils métallurgiques	5.59	3.6	Matériel de tricot	0.24	0.2
Chaussures	3.78	2.4	Machines électriques	0.17	0.2
Autres	43.77	28.1	Autres	0.38	0.4
Total	155.93	100.0	Total	96.20	100.0

E. Turquie et Russie

E1. Évolution des échanges économiques entre la Turquie et la Russie (en millions de dollars)

Année	Export (X)	Import (M)	XM	Balance	Volume
1992	441.9	1040.8	0.42	-598.5	1482.7
1993	504.7	1542.3	0.33	-1037.6	2047.0
1994	820.2	1046.0	0.78	-225.8	1866.2
1995	1238.1	2082.4	0.60	-844.3	3320.5

1996	1482.0	1846.0	0.80	-364.0	3328.0
1997	2049.3	2048.4	1.00	0.9	4097.7
1998	1347.5	2154.9	0.63	-807.5	3502.4
1999*	521.4	2044.0	0.25	-1522.6	2565.4

* pour les dix premiers mois de l'année

E2. Nature des produits échangés entre la Turquie et la Russie en 1998 (en millions de dollars)

Export			Import		
Produit	Montant	%	Produit	Montant	%
Habillement confectionné	214.71	15.9	Energie minière (charbon...)	775.86	36.0
Habillement non confectionné	110.05	8.2	Fer, Acier	585.45	27.2
Chaussures	90.02	6.7	Aluminium et dérivés	107.36	5.0
Céréales, farines et dérivés	80.08	5.9	Graines oléagineuses et fruits	85.33	4.0
Produits plastiques	69.5	5.2	Papier et dérivés	84.84	3.9
Savons	68.98	5.1	Engrais	80.55	3.7
Matériel de tissage	48.69	3.6	Bois et dérivés	74.34	3.4
Machines électriques	47.44	3.5	Zinc et dérivés	45.58	2.1
Sucre et dérivés	42.11	3.1	Cuivre et dérivés	44.41	2.1
Fruits	40.53	3.0	Plastiques	37.48	1.7
Autres	535.42	39.7	Autres	233.79	10.8
Total	1347.53	100.0	Total	2154.99	100.0